

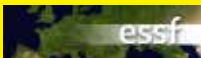


SOUTIEN

À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page*2:
Editions Page deux

EDITIONS
SYLÉPSE



Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) Spartacus (Paris) et Massari Edotori (Italie), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editori, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entrelignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N°13,

14 NOVEMBRE 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES - 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0115-4

Illustrations: DR

Massari Editore (Italie) rejoint les Brigades éditoriales de solidarité

« Surtout, soyez toujours capables de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde. C'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire. »

Lorsque le Che a écrit cette lettre à ses enfants (avril 1965), il leur donnait un conseil à la portée universelle, valable non seulement pour les révolutionnaires, mais aussi pour toutes celles et tous ceux qui considèrent que la solidarité humaine est fondamentale pour la survie de notre espèce: combattre toujours l'injustice, quel que soit celui qui la commet.

L'agression de Poutine a montré à quel point ce message est toujours d'actualité pour nous opposer à l'impérialisme russe commet contre l'autodétermination du peuple ukrainien, tout comme nous nous sommes opposés à l'agression américaine contre le Vietnam.

À l'heure où beaucoup hésitent à se ranger du côté de la résistance ukrainienne, l'initiative des Brigades éditoriales de solidarité est d'une importance capitale: la bataille intellectuelle accompagne la lutte armée du peuple ukrainien, et la solidarité doit être internationale.

En tant que représentant d'une maison d'édition qui est en première ligne en Italie (avec le blog *Utopia Rossa*) pour la victoire du peuple ukrainien, je voudrais joindre ma voix à celle des autres éditions engagées dans cette bataille.

ROBERTO MASSARI

TABLE DES MATIÈRES

SAUVER MAKSYM BUTKEVYCH: IL Y A URGENCE!
RÉSEAU FRANÇAIS DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

7

PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

NON-VIOLENCE, RÉSISTANCES PASSIVES ET DÉSOBÉISSANCE CIVILE

11

« LA PRATIQUE DE L'AUTOGESTION GÉNÉRALISÉE »

ENTRETIEN AVEC KNESIA

16

LE SOUTIEN SYNDICAL AUX COMBATTANT·ES

CHRISTIAN MAHIEUX

18

FÉDÉRATION DU RUSSIE

RÉSISTANCE FÉMINISTE CONTRE LA GUERRE

« LA GUERRE EN UKRAINE EST L'UN DES DERNIERS CLOUS PLANTÉS SUR LE CERCUEIL DE NOS VIES »

20

DEUX MOIS D'ACTIVITÉS DE RÉSISTANCE FÉMINISTE CONTRE LA GUERRE

25

COMMENT FONCTIONNE LA PROPAGANDE RUSSE, QUELLE VISION DE LA RÉALITÉ ELLE TENTE D'IMPOSER
ET POURQUOI SES SUCCÈS ISOLÉS NE PEUVENT MASQUER LES NOMBREUSES VULNÉRABILITÉS?

29

OÙ VA LA FÉDÉRATION DE RUSSIE?

« LES GENS ORDINAIRES » ET LE FASCISME: UNE PERSPECTIVE CONJONCTURELLE SUR LA RUSSIE D'(AVANT)-GUERRE

OLGA REZNIKOVA

32

LES ENVAHISSEURS RUSSES DÉTRUISENT LE MÉMORIAL AUX VICTIMES DE L'HOLODOMOR À MARIOUPOL

HALYA COYNASH

40

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

LES MINEURS UKRAINIENS GAGNENT, MAIS LA VICTOIRE SEMBLE DE COURTE DURÉE

KATERYNA SEMCHUK

43

LA LONGUE LUTTE POUR L'EXISTENCE DE LA LANGUE UKRAINIENNE

HANNA PEREKHODA

45

LES TRAVAILLEUR·EUSES UKRAINIEN·NES SE BATTENT SUR LE FRONT ET
SOUFFRENT DU MANQUE DE POUVOIR POLITIQUE

50

2^E CONVOI SYNDICAL INTERNATIONAL

PHOTOREPORTAGE

60

À PROPOS DE L'« ANTISÉMITISME » EN UKRAINE

CRIMES ANTISÉMITES AUJOURD'HUI: LES FAITS CONTRE LES ÉMOTIONS

VYACHESLAV LIKHACHEV

75

L'OMBRE PORTÉE DE L'« ANTISÉMITISME UKRAINIEN »

VYACHESLAV LIKHACHEV

80

LA PAROLE À SOTSIALNIY RUKH

NOUVELLE TACTIQUE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE: COMMENT LA GAUCHE DOIT RÉAGIR?

85

À PROPOS DE L'USAGE DE LA LANGUE RUSSE

DÉCLARATION DE SOTSIALNIY RUKH

93

LES GAUCHES ET L'INVASION DE L'UKRAINE

TRIBULATIONS D'UN BRIGADISTE AU PAYS DE LA CARABISTOUILLE DÉCONCERTANTE

PATRICK SILBERSTEIN

96

À PROPOS DES « BONS OPPOSANTS RUSSES »

HANNA PEREKHODA

99

LA GAUCHE OCCIDENTALE À UN CARREFOUR HISTORIQUE AVEC LA GUERRE EN UKRAINE

MICHEL NOBILE

101

LA GAUCHE AMÉRICAINE ET L'UKRAINE

DAN LA BOTZ

104



PRISES DE POSITION

LA RUSSIE NE NÉGOCIERA QUE SI ELLE SUBIT DES DÉFAITES

DENYS PILASH

110

UNE GAUCHE UKRAINIENNE EN CONSTRUCTION SUR PLUSIEURS FRONTS

CATHERINE SAMARY

114

DÉCLARATION DE FÉMINISTES UKRAINIENNES EN SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES IRANIENNES

129

BOÎTES ALERTES

UKRONIE ANAKRONIQUE 1

ROBI MORDER

132

UKRONIE ANAKRONIQUE 2

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS LIBRES DE RICHMOND (VIRGINIE)

133

DEUX ÉTOILES SE SONT ÉTEINTES

SYLVAIN SILBERSTEIN

135





SAUVER MAKSYM BUTKEVYCH: IL Y A URGENCE!

RÉSEAU FRANÇAIS DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

Il arrive qu'une cause soit en même temps d'une urgence vitale immédiate pour une personne et qu'elle représente toute une situation politique et toute une histoire, tout le combat de la vérité humaine contre le mensonge déconcertant. C'est le cas de Maksym Butkevych.

Maksym Butkevych est aujourd'hui un prisonnier de l'armée russe, sans doute quelque part dans l'oblast de Louhansk occupé. Prisonnier de guerre, donc, mais en même temps menacé depuis sa capture, le 24 juin, d'être victime d'un procès stalinien en 2022, un procès stalinien si typique du poutinisme, de ce que les Ukrainiens appellent aujourd'hui le «fascisme». Car sitôt prisonnier, ils l'ont exhibé sur une vidéo – il ne dit rien – en le présentant comme un «nazi», de l'espèce la plus redoutable. Fin août, nous l'avons revu dans une autre vidéo de propagande, parmi d'autres prisonniers auxquels on «permet» de téléphoner chez eux, sous la caméra russe. Il fait partie de ceux qui ne disent rien, ne font rien – ses cheveux ont blanchi en un mois et demi. Mais on pouvait supposer qu'au moins, cette vidéo indiquait qu'il était considéré comme un prisonnier de guerre, ce qu'il est, et non comme un «nazi» très dangereux.

Depuis, cependant, il semble que les forces d'occupation pensent toujours à monter un «procès».

Maksym Butkevych a 45 ans. Tout jeune lycéen, il intervient dans les manifestations de la jeunesse à Kyiv en 1991, puis est l'un des animateurs du mouvement anarchiste étudiant Action directe, et part faire des études d'anthropologie en Grande-Bretagne. De

retour en Ukraine, à la fin des années 1990, il y devient un militant reconnu et très connu, nationalement, de la défense des droits humains, et particulièrement des migrants et des réfugiés, fondant le No Border Project, le Centre des droits humains et de soutien à la société civile Zmina, et la radio Hromadske. Il se confronte à ce titre aux gouvernements ukrainiens successifs, et est attaqué dans la



re par l'extrême droite notamment en 2021 lors d'une action de défense d'un anarchiste biélorusse expulsé – il agit dans ces cas-là toujours pacifiquement, comme une force tranquille et bienveillante. Il a aussi une sorte de reconnaissance officielle, agréé par le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, et joue un rôle important dans l'aide et l'accueil aux réfugiés de l'intérieur en Ukraine, à partir du commencement de la guerre en 2014. Son rôle de coordinateur dans la campagne pour sauver le syndicaliste Koltchenko et le cinéaste de Crimée Oleg Sentsov,

victorieuse en 2019, des griffes de Poutine, l'a fait connaître à plusieurs d'entre nous en France.

Voilà l'homme qui, début mars 2022, est engagé dans l'armée ukrainienne, ne reniant rien de ses convictions pacifistes et antimilitaristes mais affirmant que sa place ne pouvait plus qu'être là. Il envoie des chroniques en anglais, d'une vraie valeur humaine et littéraire, notamment son récit de «Pâques à Boutcha¹», relatant sa participation à la libération de Boutcha la tristement célèbre. Vous remarquerez que nous avons écrit tantôt «anarchiste», tantôt «militant des droits humains», avec une dimension humaniste et religieuse qui apparaît ici. Ne classons pas Maksym (et il ne se classerait sans doute pas lui-même s'il pouvait s'exprimer): ce qu'il est, c'est une figure de l'émancipation humaine, et par conséquent ukrainienne, et réciproquement.

Voilà donc ce «nazi», comme on dit en langue rashiste. Voilà pourquoi, outre son urgence humaine immédiate, cette cause est importante.

Le Réseau français de solidarité avec l'Ukraine (membre du RESU) qui regroupe les courants, syndicats et militants de gauche apportant leur soutien à la résistance armée et non armée du peuple ukrainien, a alerté et nous avons obtenu, en France, du côté des syndicats, les prises de position de la FSU, de Solidaires, du SNJ-CGT, et du côté des élus et représentants politiques, les prises de position suivantes: les députées LFI Danièle Obono et Marianne Maximi, les sénatrices Raymonde Poncet (EELV) et Esther Benbassa (non inscrite), les eurodéputés Leïla Chaïbi (LFI) et Mounir Satouri (Verts), le maire de Commeny Sylvain Bourdier et le conseil municipal unanime, ainsi que les ex-eurodéputés

Marie-Christine Vergiat (GUE-NGL) et Françoise Duthu (Verts). Sur le lien suivant, figure la liste des organisations et groupes ayant pris position, à laquelle il faut ajouter les coopératives Longo Mai et Émancipation-Lyon 69 et l'Insurgé. En outre, Bernard Dréano pour notre réseau a écrit à l'ambassadeur d'Ukraine en France et, à Lyon, une délégation de solidarité a été reçue au consulat de Russie.

Les députés de gauche de ce pays ont été alertés par nos soins. Nous ne pouvons que regretter le petit nombre de réactions (ceux qui n'ont pas pris position n'ayant rien dit), en outre très majoritairement féminines. Un tel silence ne fait que souligner l'urgence d'agir et de réagir, car nous voulons croire qu'il est encore possible de sauver Maksym Butkevych.

Car ce qui est en cause, c'est aussi l'honneur des partisans de la démocratie et des défenseurs des droits humains, des militants ouvriers, des révolutionnaires, des internationalistes, si les mots ont un sens.

8 NOVEMBRE 2022

Lien pour signer: <https://collectifsolidariteukraine.wordpress.com/2022/07/18/pour-liberation-de-maksym-butkevych/>



1. *Solidarité avec l'Ukraine résistante*, vol. 10, www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e--ditoriales-de-solidarite---10-1-.pdf.

EXPOSITION
aux Clameurs

KATYA GRITSEVA

artiste révolutionnaire ukrainienne

SAMEDI 26 NOVEMBRE 2022 À PARTIR DE 19h

*Soirée de solidarité avec le peuple ukrainien
en présence de Katya Gritseva
Musique ukrainienne et interventions militantes*

DU 26 NOVEMBRE AU 17 DÉCEMBRE :

Exposition des œuvres de l'artiste

Les Clameurs: Bar associatif, 23 rue d'Aguesseau 69007 Lyon



PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

NON-VIOLENCE, RÉSISTANCES PASSIVES ET DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

Depuis le début de l'invasion russe, la société ukrainienne s'est organisée avec courage et de façon spontanée pour contrer l'occupation militaire à travers des centaines d'actions non violentes, dont des actes de désobéissance civile, des blocages de routes, des tâches d'évacuation de civils ou des campagnes de communication. Le rapport «La résistance civile non violente ukrainienne face à la guerre», élaboré par le professeur Felip Daza dans le cadre du projet commun de l'ICIP (Institut catalan international pour la paix, www.icip.cat/ca/) et de Novact (Institut international pour une action non violente, <https://novact.org/?lang=en>) analyse la résistance civile non violente ukrainienne entre février et juin 2022 dans le but d'identifier ses dynamiques d'organisation et les caractéristiques des différentes actions, leur évolution et le soutien dont elles ont bénéficié.

Le document analyse un total de 235 actions de résistance civile non violente, qui sont représentées sur une carte interactive et comprend un décalogue de recommandations à l'intention des gouvernements ukrainien et internationaux et de la société civile pour renforcer la non-violence comme moyen de transformation des conflits.

Cette recherche constate que certaines actions de résistance ont contribué à stopper l'invasion dans le nord du pays et ont entravé le processus d'institutionnalisation de l'occupation militaire dans ses premières phases. La non-violence a également créé des conditions et des stratégies pour maintenir la cohésion sociale et la résilience des communautés face à la peur et à l'incertitude provoquées par l'invasion.

Elle a aussi renforcé la gouvernance locale grâce au renforcement du pouvoir des acteurs sociaux et à une meilleure coordination avec les autorités locales.

La société civile organisée a également mis en place un système complet d'évacuation, de transport et de relocalisation des personnes touchées par la violence. De même, le travail de recensement des crimes de guerre effectué par les organisations de défense des droits humains a empêché la population de se retrouver sans défense juridique et a donné aux communautés les moyens de dénoncer les abus.

Selon l'auteur du rapport, Felip Daza, «la réponse civile non violente du peuple ukrainien est une expérience unique qui peut servir d'inspiration pour d'autres conflits armés, mais c'est surtout une pierre dans la reconstruction du pays et dans la construction d'alliances régionales pour mettre fin à la barbarie de la guerre».

MÉTHODOLOGIE ET TYPOLOGIE DES ACTIONS

La recherche est basée sur le travail de terrain effectué entre le 2 et le 18 avril 2022 par l'auteur, Felip Daza, et par la photographe et cameraman Lorena Sopena. Pendant le séjour, des données et des témoignages ont été recueillis par le biais d'entretiens avec 55 acteurs politiques et sociaux du pays, notamment des représentants d'institutions publiques, d'ONG, des militants, des universitaires et des membres d'institutions religieuses.

La collecte d'informations a permis de dresser une carte interactive avec 235 actions non violentes





Carte interactive p. 19 des actions non violentes sur le territoire de l'Ukraine
www.icip.cat/wp-content/uploads/2022/10/ENG_VF.pdf

vérifiées et systématisées, du 24 février au 30 juin 2022. Les actions enregistrées se répartissent en trois catégories: actions de protestation et de dissuasion (148), actions d'intervention non violente (51) et actions de non-coopération (36). Les actions les plus nombreuses ont été les actions de protestation, notamment des manifestations et des rassemblements publics, enregistrées principalement dans le sud du pays, dans les zones occupées par les Russes, et pendant les premières semaines de l'invasion.

À partir du mois d'avril, les manifestations ont diminué de manière drastique en raison de la répression, des arrestations arbitraires et des enlèvements de militants. En revanche, la résistance a adopté une stratégie fondée sur des actions clandestines de désobéissance et de non-coopération. On a recensé des initiatives telles que l'accrochage de rubans de couleur dans les municipalités, des campagnes de communication via les réseaux sociaux, des lettres de démission signées par les directeurs d'école de Melitopol et le refus de certains professeurs d'enseigner en utilisant les programmes russes.



Depuis avril, dans les régions occupées, des graffitis avec le mot d'ordre: «Kherson, c'est l'Ukraine» (Sulpine Kherson).

Les actions d'intervention non violentes ont été connues au début de l'invasion, lorsque les Ukrainien·nes bloquaient les chars russes et construisaient des barricades. Ces actions ont eu un impact direct, en faisant reculer des objectifs militaires russes. Le rapport note également que la résistance civile non violente a permis de stopper l'invasion dans le nord du pays.

Le rapport comprend un décologue de recommandations à l'intention des gouvernements, des organisations et de la société civile en Ukraine et au niveau international, il prône notamment le soutien matériel et financier aux actions de résistance, la création de programmes de protection pour les militants et l'ouverture d'enquêtes sur les crimes de guerre, ou l'intervention dans la conception d'un système de sécurité qui placerait les personnes et les communautés au centre.

Le rapport Ukrainian Nonviolent Civil Resistance to War (collection ICIP Reports) est le résultat d'un projet conjoint avec Novact et avec la collaboration de la Friedrich-Schiller-University Jena et de l'ONG allemande Corridors. L'ouvrage est disponible en format électronique en catalan, espagnol, anglais et ukrainien¹.

Dans le cadre de ce même projet, une série de vidéos sur certaines expériences de résistance non violente ont été publiées et sont disponibles sur le site web de l'ICIP et sur la chaîne ICIPTube².

TRADUCTION MARIANA SANCHEZ

1. Des vidéos et témoignages: www.icip.cat/wp-content/uploads/2022/10/ENG_VE.pdf; www.icip.cat/wp-content/uploads/2022/10/informe20_2022_CAS.pdf; www.icip.cat/wp-content/uploads/2022/10/informe20_2022_CAT.pdf.

2. Le cas de Slavutich: www.youtube.com/watch?v=vKTULxDU44U&feature=youtu.be.



La population bloque l'avancée d'un convoi militaire à Kherson (Telegram).



À Lviv, des dizaines de poussettes vides pour dénoncer l'assassinat d'enfants et de bébés (Roman Baluk).

« LA PRATIQUE DE L'AUTOGESTION GÉNÉRALISÉE »

ENTRETIEN AVEC KNESIA¹

À la suite de l'agression impérialiste russe du 24 février 2022, la société ukrainienne s'est mobilisée pour défendre son existence. Le 11 mars, l'association Autogestion dans une déclaration publiée sur son site relevait que : « La guerre a provoqué [...] une auto-organisation populaire – tout aussi spontanée qu'encouragée par les institutions – combinant initiatives citoyennes et actions administratives, gouvernementales, militaires. À l'initiative des travailleur·euses, la reconversion de la production de nombreuses entreprises pour soutenir l'effort de guerre a été organisée. Une usine de métallurgie fabrique maintenant des barrages antichars. On a eu juste besoin d'une journée, l'ingénieur nous a dessiné le prototype et on l'a mis en production », explique un ouvrier. Le directeur de l'entreprise ajoute : « Nous avons arrêté notre production habituelle pour nous consacrer à la fabrication de ces structures métalliques qui serviront de barrages pour arrêter les chars des occupants. Depuis le début de l'invasion, on est mobilisés pour fabriquer tout ça. Mais nous nous sommes vite retrouvés à court de matières premières. Heureusement, des bénévoles nous ont apporté plus de métal et on a pu élargir la production de ces barrages. On a un groupe sur l'application Telegram qui réunit

une quinzaine d'usines de la région. Certaines fabriquent des herses également. À Lviv, des femmes et des enfants se sont organisés pour fabriquer des filets de camouflage pour l'armée. Une brasserie qui dispose d'un stock de bouteilles s'est reconvertie en usine de fabrication de cocktails Molotov. » Nous sommes allés à la rencontre de ces autogestionnaires ukrainien·nes. Nous publions ici l'interview de Ksenia, membre de la coopérative QueerLab, qui a pris le temps et a trouvé l'énergie de répondre à nos questions alors que les drones irano-russes semaient la mort et la destruction. Qu'elle en soit remerciée.

Peux-tu présenter vos engagements et vos activités ?

Nous sommes QueerLab, installé dans une coopérative de Lviv en Ukraine. Nous essayons de donner aux personnes homosexuelles des possibilités de travail indépendant et aussi de faire des dons pour l'armée ukrainienne.

Parlons de la coopérative avant le 24 février. Peux-tu nous dire quelques mots sur son histoire, ses activités, son fonctionnement ou son organisation ?

Nous n'existions pas avant le 24 février. L'escalade de la guerre a été l'élément déclencheur qui nous a permis de nous réunir.

Et depuis le 24 février, qu'est-ce qui a changé pour la coopérative ? Pour ses activités, ses membres ?

Depuis l'escalade de la guerre, nous avons décidé de créer une coopérative pour permettre aux personnes homosexuelles qui ont dû fuir la guerre de gagner un

1. Knesia est membre de la coopérative QueerLab à Lviv. Elle s'est entretenue avec Patrick Le Tréhondat.

peu d'argent avec ce qu'elles savent faire le mieux. Des personnes de Lviv sont également présentes dans notre coopérative. Nous voulons montrer que les homosexuel·les participent à l'effort de guerre. Dans notre pays, nous luttons toujours pour l'égalité mais certaines personnes n'hésitent pas à lancer de folles accusations selon lesquelles les homosexuel·les et les féministes ne font rien pendant cette guerre. Nous sommes un petit exemple qui montre que ce n'est pas vrai. Nous sommes dans le même bateau, nous voulons notre indépendance et la sécurité de nos citoyen·nes. C'est pourquoi nous faisons de notre mieux pour essayer de soutenir notre armée.

Penses-tu que cette coopérative est un outil de transformation sociale de l'Ukraine ou participez-vous à son évolution progressiste? Et comment?



Oui. Une évolution progressiste s'exprime précisément dans les transformations sociales que notre coopérative promeut dans la société. Par exemple, une transformation sociale est l'aide à l'emploi pour les groupes vulnérables. Cela est devenu particulièrement important pendant la guerre, lorsque beaucoup

de nos membres ont dû quitter leur domicile et leur lieu de travail. En outre, notre coopérative détruit le stéréotype selon lequel la communauté LGBT est un segment inutile de la société, car selon le concept de notre coopérative, nous reversons 50 % des bénéfices aux forces armées ukrainiennes, et nous organisons également des événements visant à collecter des fonds pour l'armée.

Ici, en France, on parle beaucoup d'autogestion (самоуправління). Est-ce un sujet qui est abordé en Ukraine, dans les coopératives, par exemple?

Oui, la pratique de l'autogestion est généralisée. En Ukraine, ce sujet est discuté et est pertinent, car tout le monde est impressionné par le phénomène d'auto-organisation de diverses équipes, de volontaires, d'activistes, dont la montée est devenue perceptible avec le début d'une guerre à grande échelle! Notre équipe est également autogérée, chacun s'engage et coordonne la direction. En outre, adhérant à la structure horizontale, nous n'avons pas de «chefs» ni de patrons.

20 OCTOBRE 2022

LE SOUTIEN SYNDICAL AUX COMBATTANT·ES

CHRISTIAN MAHIEUX¹

Le site de la confédération KVPU publiait le 31 octobre dernier une note sur la modification de la procédure d'octroi du statut de combattant·e dans les forces armées. Depuis le 24 février, des dizaines de milliers de travailleur·euses se sont engagé·es. Leurs organisations syndicales les soutiennent et leur apportent un soutien matériel ainsi qu'à leur famille. Lors d'une récente conférence en ligne organisée par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes rendant compte du deuxième convoi syndical de solidarité avec l'Ukraine, Yuri Petrovich Samoïlov président du syndicat des mineurs indépendants de Krivoy Rog, expliquait que son syndicat livrait des sacs de couchage aux travailleur·euses combattant sur le front².

Le cabinet des ministres de l'Ukraine le 21 octobre a adopté la résolution n° 1193, qui a modifié la procédure d'octroi du statut de combattant·e aux citoyen·nes ukrainien·nes qui ont défendu l'État depuis le début d'une invasion russe à grande échelle, c'est-à-dire à partir du 24 février 2022.

1. Membre de la commission internationale de Solidaires et du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, membre des Brigades éditoriales de solidarité.

2. Bien qu'un·e un membre des forces armées ukrainiennes sur cinq soit une femme, ce document ne cite que les combattants (au masculin). C'est pourquoi le Bataillon invisible, qui regroupe des militaires ukrainiennes, revendique, parmi ses 32 propositions, de « mettre à jour les statuts militaires en ajoutant une terminologie sensible au genre ». Préconisation que nous appliquons dans cet article.

Selon la notification de l'état-major général des forces armées ukrainiennes, la principale condition d'octroi du statut de combattant·e aux militaires est désormais le fait qu'ils effectuent des tâches de combat personnellement ou dans le cadre d'une unité militaire. Dans le même temps, l'exigence relative au nombre de jours de séjour dans les zones d'hostilités a été supprimée.

Afin de confirmer l'exécution des missions de combat, les militaires doivent soumettre des extraits ou des copies de documents, si au moins l'un d'entre eux est disponible : rapports de combat ; journaux des opérations de combat (tâches opérationnelles, gestion de la situation opérationnelle) ; journaux de quart ; matériaux d'enquêtes spéciales (officielles) sur les faits de blessures, contusions et mutilations.

Pour obtenir le statut de participant·es aux hostilités, les commandants des unités militaires doivent s'adresser à la commission créée par l'organe auquel l'unité militaire est subordonnée, ou les militaires peuvent demander les documents pertinents de manière indépendante par l'intermédiaire des centres territoriaux de recrutement et de soutien social.

L'armée doit avoir : l'un des documents confirmant l'exécution des tâches de combat susmentionnées ; un certificat de participation directe aux mesures visant à assurer la défense, dont le formulaire est approuvé par la nouvelle annexe à la résolution du cabinet n° 413.

Vous pouvez lire la résolution gouvernementale mise à jour concernant l'octroi du statut de combattant·e au lien suivant : www.kmu.gov.ua/npas/pro-vnesennia-zmin-do-postanovy-ka-a1193.

FÉDÉRATION DU RUSSIE
RÉSISTANCE FÉMINISTE CONTRE LA GUERRE

« LA GUERRE EN UKRAINE EST L'UN DES DERNIERS CLOUS PLANTÉS SUR LE CERCUEIL DE NOS VIES »

Résistance féministe contre la guerre est un groupe de féministes de la Fédération de Russie fondé en février 2022 pour protester contre l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022. Le mouvement s'attache à publier régulièrement à publier un bilan de ses actions. Nous publions son rapport d'activité sur ces deux derniers mois.

Résistance féministe contre la guerre publie également un journal *Genskaya Pravda* (La vérité des femmes) dont nous proposons en téléchargement les 13 numéros parus à ce jour. Polina, militante multiethnique de Résistance féministe contre la guerre a bien voulu répondre à nos questions¹.

Peux-tu nous dire comment s'est créé Résistance féministe contre la guerre et quelles sont ses activités ?

En Russie, les féministes font l'objet de persécutions et de harcèlement de la part des autorités depuis dix ans, sans pour autant être considérées comme une véritable force politique par ces mêmes autorités. Ce dédain a permis à beaucoup d'entre nous de ne pas être persécutées (sauf si l'on compte les arrestations et quelques cas très célèbres comme celui de Yulia Tsvetkova). Les féministes ont organisé de nombreuses actions, attirant l'attention sur la violence systémique, l'inégalité et la xénophobie en Russie. Lorsque l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a commencé, nous avons toutes été choquées, mais nous avons compris que

nous devons réagir rapidement et riposter. C'est ainsi qu'est née la Résistance féministe contre la guerre. Nous avons des visions politiques différentes, nous sommes nées et avons vécu dans des républiques et des territoires différents, nous sommes d'ethnies et d'origines différentes. Mais nous avons une chose en commun : la compréhension que cette guerre



1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat.

Женская ПРАВДА

№13

31 октября 2022

ЧИТАЙТЕ
В НОМЕРЕ:ЕВРОПА
ЗАМЕРЗАЕТ? *стр. 2*ДВА КРУШЕНИЯ
ЗА МЕСЯЦ *стр. 2*РОССИЯНЕ
ДОЛЖНЫ БОЛЬШЕ
ТРИЛЛИОНА *стр. 3*СОВЕТ ОТ
СВЯЩЕННИКА *стр. 3*СВАДЕБНЫЙ БУМ
*стр. 4*ИСТОРИИ
С ГРАНИЦЫ *стр. 4*КАК ВЕРНУТЬ
МОБИЛИЗОВАННОГО
*стр. 5*ПРИНУДИТЕЛЬНАЯ
БЛАГОТВОРИТЕЛЬ-
НОСТЬ *стр. 5*

БАРАНА ЗА МУЖА И БРАТА...

Больше месяца в России продолжается мобилизация. Уходят на фронт наши мужья, братья и сыновья. Логичный вопрос – как быть семьям, где основным, а то и единственным добытчиком был мужчина, попавший под мобилизацию?

Скидки на ЖКУ, бесплатное питание в школах, приём в дома-интернаты без очереди и путевки в санатории – такой пакет льгот подготовило правительство РФ в рамках поддержки семей мобилизованных. Но кредиты и ипотеки ими не закрыть и в продуктовом не расплатиться. Ходили разговоры о одновременных выплатах в сумме 300 тысяч рублей. Никакие деньги не утешат мать, чей сын ушёл на фронт, но и этих выплат россияне не увидели. 20 октября соответствующий законопроект был отклонен. 19 октября на заседании Совета Путья сообщил, что ежемесячное денежное довольствие каждого мобилизованного рядового составит не менее 195 тысяч рублей. Пока никакого указа или законо-

проекта об этой выплате нет, а значит нет и гарантий. Как всегда, спасение утопающих – дело самих утопающих.

Каждый регион самостоятельно определяет перечень мер поддержки для мобилизованных. Некоторые главы регионов расщедрились и пообещали денежные компенсации, но повсюду не всем. В Башкирии, Чувашии, Волгоградской и Нижегородских областях пакет мер их не предусматривает. В Карелии и Татарстане деньги получают только семьи с детьми. В Томской области помогут только семьям с доходом ниже прожиточного минимума.

А где-то решили, что доброта дороже денег... Более 90 живых баранов раздали в Республике Тыва в качестве соци-

альной поддержки. Местных матерей это не устроило, им удалось выбить у администрации разовые выплаты в размере 5 тысяч рублей на ребёнка. Мэр Якутска пообещал выдать семьям мобилизованных овощные наборы. За такие «компенсации» и помидорами заехать могут... Позже глава региона Айсен Николаев подписал указ «О мерах поддержки семей военнослужащих» и включил туда материальную помощь.

Помните, что пока за крестивыми словами не стоит подписанного указа, обещающим властей цена – две луковички. А на сегодняшний день в большинстве регионов никаких указов так и не было подписано...

Зоя ВИШНЁВА

ТÉЛÉЧАРЖЕР
LES NUMÉROS
DE GENSKAYA PRAVDA

au format Pdf

FemPravda-1

FemPravda-2

FemPravda-3

FemPravda-4

FemPravda-5

FemPravda-6

FemPravda-7

FemPravda-8

fempravda-9

fempravda-10

fempravda-11

fempravda-12

FemPravda-13



n'aurait pas dû avoir lieu et que le régime criminel russe doit être condamné. Nous sommes une association non-violente, nos actions consistent donc à soutenir les Ukrainien·nes par des manifestations, des distributions de journaux, à agir, à sensibiliser nos ami·es étranger·es sur la situation réelle en Russie.

Résistance féministe contre la guerre publie un journal Genskaya Pravda, quels sujets sont traités vous et quelle est sa diffusion?

Genskaya Pravda essaie d'avoir l'apparence des magazines gratuits qui sont distribués dans toute la Russie. En fait, nous essayons de faire connaître la vérité aux personnes dont la principale source d'information est la télévision, c'est-à-dire les personnes âgées de plus de 55 ans. Nous parlons de la situation dans les différentes régions de la Fédération et pourquoi les citoyen·nes n'ont aucun intérêt à cette guerre: que ce soit sur le plan économique ou par exemple, en raison du nombre d'hommes revenant de la guerre avec un syndrome de stress post-traumatique qui veulent pas être soignés et que l'État ne veut pas traiter. Nous parlons des lois que les autorités se sont pressées d'adopter (en général, les autorités essaient d'introduire les lois le plus discrètement possible) – par exemple les tentatives d'interdire les avortements, ou comment les gens sont réprimés par les autorités (par exemple, nous avons des cas de torture de filles après la manifestation contre la guerre du 6 mars au poste de police de Brateevo). Quand la mobilisation a commencé, nous avons diffusé des recommandations (par exemple, ne touchez jamais au *povestka* (ordre de mobilisation) et n'allez pas au bureau de conscription! Battez-vous pour vos droits et bien plus encore). Les gens ne connaissent pas leurs droits et sont souvent intimidés par le fait qu'ils risquent d'être emprisonnés pendant plus de dix ans pour avoir refusé de se battre. Ils

pensent qu'ils pourront peut-être ensuite se rendre [à l'armée ukrainienne], mais le plus souvent c'est une route directe vers la mort.

Quelle est la situation en Russie de l'opposition à la guerre? Et particulier des femmes?

On peut penser qu'il n'y a pas beaucoup de gens contre la guerre parce que les gens ne descendent pas dans la rue. Au cours des vingt dernières années de répression, le nombre de personnes descendant dans la rue a progressivement diminué. Il faut savoir qu'une garde à vue est très probablement synonyme de torture. En fait, après la manifestation de masse du 6 mars (qui comprenait une manifestation de féministes pour marquer le 8 mars et protester contre la guerre), les arrestations de militant·es par la police, avec des accusations de terrorisme contre les militant·es, et les cas de torture se sont multipliés. Les femmes ont été le principal moteur de la protestation depuis le début de la guerre. Avec le début de la mobilisation, la protestation des femmes a connu une nouvelle vague dans toute la Russie – les femmes sont sorties en masse dans les régions, ont bloqué les autoroutes fédérales, se sont opposées à l'administration qui a repoussé les manifestantes.

L'opposition a tenté de connaître le pourcentage de personnes opposées à la guerre et a mené des enquêtes sociologiques indépendantes par téléphone. Au début de la guerre, plus de 80 % des personnes interrogées ont refusé de répondre à la première question concernant leur attitude vis-à-vis de la guerre avec l'Ukraine. Comprenez, les gens ont peur parce qu'ils pensent que s'ils disent un «contre» ou émettent un «doute», ils seront «tracés» et ensuite emprisonnés ou licenciés de leur travail. Lorsque la mobilisation a commencé, le nombre d'opposants a augmenté. Pour de nombreuses personnes géographiquement



éloignées, la guerre est arrivée concrètement sous la forme d'une convocation.

Nous avons vu la protestation des femmes au Daghestan, est-ce à ton avis un phénomène isolé?

Comme je l'ai dit précédemment, les femmes ont manifesté dans toutes les régions. Le Daghestan n'est pas un phénomène particulier, mais il faut reconnaître que les femmes du Daghestan et de Tchétchénie se trouvent dans la situation la plus difficile de Russie – cette dernière région est sous l'occupation des troupes de Kadyrov, et pour une simple action comme simplement sortir et protester contre

la guerre, les fils de ces femmes ont été enlevés et envoyés à la guerre sans équipement ni formation. Au Daghestan, de nombreux militant·es et des femmes ont été placées en garde à vue, sans eau ni nourriture, et torturées. Mais les femmes ont manifesté et continueront à le faire. Elles disaient: «Nous n'avons pas besoin de cette guerre, nous sommes contre cette guerre» et «L'Ukraine ne nous a pas attaqués et nous avons attaqué». Au Caucase, dans la région de la Volga, l'Oural, la Sibérie, l'Extrême-Orient, il y a eu des protestations partout. Des femmes de Yakoutie sont sorties et ont dansé la danse sacrée Osuokhai, en tenant tête à la police. Elles se sont exprimées non seulement contre la guerre mais aussi contre la mobilisation, qui est devenue une véritable nuit de la Saint-Barthélemy pour ces régions, les hommes minorités ethniques et des «petits» peuples ont été emmenés la nuit. C'est un véritable nettoyage ethnique dans toute la Russie. Nous, les «non-Russes» (sur le plan ethnique), sommes une plaie pour les autorités qui ont proclamé la «suprématie du peuple russe». Plus de 200 nationalités ont été mises en danger et avec la probabilité d'être exterminées. N'est-il est beaucoup plus facile d'envoyer des gens dans une guerre de rapine et de les considérer uniquement comme votre ressource? La Russie mène depuis longtemps une politique d'ethnocide et génocide. C'est l'un des derniers clous plantés sur le cercueil de nos vies.

Quel est votre point de vue sur la guerre en Ukraine?

Mon point de vue personnel est que c'est une guerre criminelle qui a commencé en 2014. La Russie est un empire qui n'a pas été condamné pour ses crimes et qui, chaque année, augmente l'ampleur de sa violence tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. En ce qui concerne Résistance féministe



contre la guerre, nous condamnons la guerre et pensons que tous les criminels devraient être présentés devant un tribunal international. Nous pensons que toutes les troupes de la Fédération de Russie doivent être retirées et que la Russie elle-même doit être démilitarisée.

Vous avez soutenu la déclaration des féministes ukrainiennes «Le droit de résister: manifeste féministe». Pourquoi?

Imaginez qu'un violeur qui a réussi à accomplir plusieurs fois ses crimes, devant de nombreuses personnes, veuille en accomplir davantage. À chaque fois, l'appétit grandit. La violence en Russie est un problème systémique encouragé par les autorités, par exemple, selon les statistiques du Consortium des ONG de femmes en Russie, plus de 70 % des femmes décédées lors de la pandémie [du Covid-19] sont mortes de violence domestique. Chaque année, le niveau de violence a augmenté, permettant à la masculinité toxique de tout empoisonner. C'est une guerre menée hors des frontières même de l'État. L'armée utilise le viol de civil·es, y compris comme moyen de faire la guerre – pour humilier et prouver



que vous êtes le plus fort. Et puis ces «militaires» rentreront chez eux et continueront la terreur. La guerre est toujours une perte pour les populations des deux camps. Maintenant, vous avez deux options: offrir à l'Ukraine et à ses citoyens la possibilité de mourir, de se rendre et de laisser le violeur gagner, ou dire que vous êtes un pacifiste et mettre un bouclier entre la victime et le violeur. Malheureusement, le régime de Poutine ne comprend pas les mots et les convictions, sinon ceux de Macron l'auraient stoppé depuis longtemps. Par conséquent, nous soutenons l'Ukraine et ses droits.

5 NOVEMBRE 2022

Pour contacter le Résistance féministe contre la guerre

Télégramme <https://t.me/femagainstwar> (si vous voulez aider financièrement – Écrivez-nous à [@femagainstwar_bot](https://t.me/femagainstwar_bot)); instagram [@fem_antiwar_resistance](https://www.instagram.com/fem_antiwar_resistance); twitter [@femagainstwar](https://twitter.com/femagainstwar)

Section française (Instagram) [@fem.antiwar.france](https://www.instagram.com/fem.antiwar.france)

Pour contacter la section française (aider financièrement ou proposer une collaboration) enchainees@proton.me.

DEUX MOIS D'ACTIVITÉS DE RÉSISTANCE FÉMINISTE CONTRE LA GUERRE

Nous n'avons produit de rapport le mois dernier en raison de la mobilisation, mais nous corrigeons ce manque maintenant et rendons compte de notre travail sur ces derniers deux mois. Tout ce que nous faisons, tout notre travail commun, vise à développer le nombre de partisan·es et de sympathisant·es du mouvement antiguerre et à soutenir celles et ceux qui sont déjà avec nous.

Ensemble, nous brisons le blocus de l'information, faisons campagne contre la mobilisation et aidons les personnes affectées.

■ Nous organisons un groupe de soutien psychologique pour les femmes dont les proches ont été mobilisés, un groupe pour les femmes qui tentent de faire revenir leurs proches de la guerre, et un groupe pour les femmes qui se retrouvent seules parce que

leur partenaire a été contraint de quitter le pays. Nos psychologues ont également conseillé plus de 800 personnes jusqu'à présent, dont beaucoup sont des militant·es antiguerre.

- Le 21 septembre, nous avons soutenu l'action de rue contre la mobilisation du mouvement Vesna et le 24 septembre, nous avons rejoint la mobilisation générale «Femmes en noir» – les militant·es sont sorti·es dans la rue dans 19 villes russes et nous remercions tout le monde pour sa participation et son courage.

- Nous avons créé un «Rejection Bot», qui collecte une base de données de numéros liés aux bureaux d'enrôlement militaire, de sorte que le numéro puisse être rapidement rejeté. La base de données est alimentée par les créateurs du bot et les efforts collectifs. Si vous connaissez un numéro de téléphone affilié au bureau de recrutement militaire, vous pouvez l'ajouter au bot.

- Nous avons produit plusieurs séries de cartes postales et de *Memes*¹ pour des envois viraux contre la guerre. Nous avons réalisé une série de cartes postales politiques pour l'anniversaire de Poutine et une série de Memes contre la mobilisation. Nous avons également préparé des instructions pour des listes de diffusion sûres dans les chats et un texte pour la liste de diffusion, qui répertorie les organisations qui aident à échapper à la conscription.

- Des militants de différentes villes ont mené plusieurs actions performatives contre la guerre et la mobilisation : une lettre sur la tombe des parents de Poutine, un graffiti antiguerre «Not for War», une action «Coffin on Wheels», etc.

- Nous nous joignons à la campagne du Mémorial pour la Journée du souvenir des personnes réprimées



et nous nous concentrons sur les noms et les histoires des femmes, «Retour des noms de femmes», 29 octobre.

- Nous avons soutenu l'initiative Vyvozhuk qui aide les personnes persécutées à quitter la Fédération de Russie. L'initiative a été créée par des militant·es contre la guerre et pour les droits humains.

- Nous avons publié quatre numéros du journal antiguerre *La vérité des femmes*. Parmi les numéros, il y avait un numéro contre la mobilisation : il contient de nombreux conseils et instructions utiles sur la manière d'aider ses proches à ne pas se retrouver dans cette guerre. Nous avons également distribué, avec votre aide, un grand nombre de dépliants anti-mobilisation avec des contacts sur les initiatives à soutenir.

- Nous avons plusieurs nouvelles sections à l'étranger : Résistance féministe contre la guerre Londres, France, Brésil, Tallinn. Nous souhaitons la bienvenue à tous les militant·es qui ont mis·es en place leur

1. NdT : phénomène repris et décliné en masse sur Internet. .

section et nous vous rappelons que chacun·e peut mettre en place une section antiguerre dans son pays!

- La section de Tallinn a participé à un rassemblement général contre la guerre en Ukraine le 24 septembre devant l'ambassade de Russie, ainsi qu'à un rassemblement de soutien aux femmes iraniennes le 1^{er} octobre, organisé un rassemblement «Femmes en noir contre la guerre» le 4 octobre et un rassemblement devant l'ambassade de Russie contre la loi sur la propagande gay le 18 octobre.

- La section de Berlin a organisé une manifestation contre la mobilisation le 21 septembre et celle des Femmes en noir le 24 septembre. Elle a soutenu les

manifestations de femmes iraniennes à Berlin et a participé à diverses réunions/conférences contre la guerre. La section a organisé une exposition intitulée «Réponse», à partir de laquelle elle a fait don de 300 euros à l'Atelier féministe de Lviv.

- La section française a organisé des actions contre des personnages importants de cette guerre, un rassemblement national des Femmes en noir contre la mobilisation, une manifestation de soutien aux victimes des autorités russes, elle a écrit des lettres aux prisonniers politiques, a organisé une action avec d'autres initiatives contre la société Eutelstat, qui achète des produits en Russie.

- Plusieurs groupes pour la sensibilisation aux questions militaires ont été lancés, et un guide sur la façon de créer des groupes antiguerre a été produit, qui peut être utilisé comme base pour lancer vos propres groupes.

- Nous avons lancé des collaborations de contenu et de médias avec Wurst, Important Stories, Trouble, afin que vous puissiez vous informer sur nous au-delà de notre chaîne.

- En octobre, nous avons lancé #AntiWarTober, permettant à tout militant d'exprimer sa position antiguerre de manière anonyme et visuelle. Environ 70 filles ont participé au défi. Un quart d'entre elles ont décidé de relever le défi dans son intégralité et ont créé une œuvre graphique chaque jour. Au total, nous avons reçu environ 560 œuvres – cette grande galerie de graphiques antiguerre a été traitée et téléchargée sur le site web d'Anti-War Inc. À l'avenir, ces œuvres pourront être utilisées pour des actions antiguerre, des affiches, des autocollants et des tracts, si les autrices le souhaitent.

- En collaboration avec d'autres initiatives, nous avons élaboré de nouvelles consignes de sécurité pour la participation aux rassemblements de rue et



des instructions sur la manière de faire profil bas après un rassemblement.

- Nous soutenons les initiatives des volontaires qui collectent des fonds pour l'aide humanitaire aux Ukrainiens déplacés.

- Nous avons aidé les volontaires de Penza à collecter des fonds pour qu'ils puissent poursuivre leur travail.

- Nous avons aidé un groupe de volontaires d'Eka-terinbourg à collecter des fonds.

- Nous avons commandé des médicaments et organisé la logistique de la livraison des médicaments aux victimes.

- Nous avons recherché une assistance médicale.

- La coordinatrice de Résistance féministe contre la guerre, Daria Serenko, a pris la parole à l'Hôtel-de-Ville de Paris et a rencontré le ministère français des Affaires étrangères pour parler de notre résistance et de la répression à laquelle sont confronté-es les militant-es antiguerre dans la Fédération de Russie. Une aide a été demandée pour les militant-es qui sont contraint-es de quitter la Russie en raison de persécutions. Un projet d'exposition est en préparation sur les femmes russes qui s'opposent à la guerre et sont devenues des prisonnières politiques.

- Sur le travail d'Antifond: Avec le début de la mobilisation, les conseillers juridiques d'Antifond

ont été confrontés à un flot de demandes sur un nouvel éventail de questions: mobilisation des employés par les employeurs, forcer les travailleurs du budget à délivrer des assignations. Des lignes directrices publiques sur le droit du travail en relation avec la mobilisation ont été créées, en particulier pour le guide du Helpdesk. Antifond a lancé la campagne «Congé de maladie contre la mobilisation», un appel à ne pas se rendre au travail sous des prétextes légaux afin de ne pas recevoir de convocation. Plus de quatre-vingts personnes de toute la Russie, de l'Extrême-Orient au Bashkortostan, et de toutes les professions, des mineurs aux informaticiens, des employés de centrales nucléaires aux avocats, ont répondu à l'appel. Nous avons lancé un nouveau robot, [@antifund_strikebot](#), pour recueillir des récits de mobilisation dans les entreprises et organiser des grèves «silencieuses».

- Le coordinateur de Résistance féministe contre la guerre, Sasha Starost, a pris la parole lors du rassemblement antiguerre russe à Tbilissi. Dans son discours, elle a parlé de ce à quoi les militant-es en Russie sont confronté-es et de la raison pour laquelle il est important de soutenir la protestation des femmes et de la nation.

28 OCTOBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhonat

COMMENT FONCTIONNE LA PROPAGANDE RUSSE, QUELLE VISION DE LA RÉALITÉ ELLE TENTE D'IMPOSER ET POURQUOI SES SUCCÈS ISOLÉS NE PEUVENT MASQUER LES NOMBREUSES VULNÉRABILITÉS?

RÉSISTANCE FÉMINISTE CONTRE LA GUERRE

Pour mieux comprendre le lien entre la propagande du Kremlin et les sentiments de masse des Russes, le projet Riddle a recueilli un ensemble de messages dans les médias russes et les médias sociaux liés d'une manière ou d'une autre à la guerre en Ukraine.

L'objectif était de retracer à la fois la fréquence d'utilisation de certains termes et expressions utilisés par la propagande et leur résonance dans les discussions sur les médias sociaux. Les résultats montrent que les succès de la machine de propagande dans certains domaines sont balancés par des échecs dans d'autres.

Les expressions «protection des résidents du Donbass» et «protection de la langue russe» ont été systématiquement utilisées – ce qui reflète la conviction que ces idées trouvent une plus grande résonance auprès du public. Ces expressions sont devenues plus importantes avant les jours fériés (le jour de la Victoire le 9 mai et le jour de la Russie le 12 juin) et après l'avancée de l'armée russe à la fin du mois de juin.

La propagande continue à avoir des difficultés à justifier les objectifs de l'«opération spéciale» et à les promouvoir dans les médias. Des problèmes se posent quant à l'utilisation de termes clés («dénazification» et «démilitarisation») : la fréquence de leur utilisation

à la télévision russe a fortement augmenté après le début de la guerre, mais a chuté après deux semaines, et en juin, ces mots avaient pratiquement disparu du vocabulaire des présentateurs de télévision.

Les quatre mots/phrases («protection des résidents du Donbass», «protection de la langue russe», «dénazification» et «démilitarisation») sont utilisés beaucoup moins fréquemment par les utilisateurs des médias sociaux que par le personnel des médias officiels. Si l'on considère qu'il y a un grand nombre de messages robotisés parmi les premiers, en réalité leur usage par le public est probablement encore plus faible.

La propagande utilise des schémas déjà établis et établit un lien entre la nécessité de l'«opération spéciale» et la réponse à la «menace de l'OTAN» : le volume des messages sur l'OTAN était assez élevé même avant le 24 février. Le nombre d'articles sur la confrontation entre la Russie et l'OTAN dans le contexte de la guerre en Ukraine est resté assez élevé et a augmenté à la veille des événements marquants.

Une autre technique de propagande fréquente est l'appropriation du langage [de l'autre] utilisé pour décrire les événements. Par exemple, le terme «guerre» est souvent utilisé dans les programmes télévisés, mais pas en relation avec la guerre en Ukraine, mais pour décrire la situation de la Russie. On prétend qu'une guerre «d'information» ou de



«sanctions» est menée contre elle et on insiste sur la menace d'une «guerre mondiale» due aux actions des dirigeants ukrainiens et des pays occidentaux.

Selon les sources de Meduza, la méthodologie de propagande préparée pour couvrir la mobilisation donne pour instruction aux médias de s'appuyer sur des arguments concernant l'OTAN et les habitants de Donbass, sujets qui trouvent davantage d'écho dans l'opinion publique. Dans le même temps, les objectifs de l'«opération spéciale» – des concepts comme la «dénazification», qui n'ont pas trouvé d'écho et ont été abandonnés – en sont totalement exclus. Les auteurs de l'étude concluent que, d'une part, huit années de préparation de la guerre par la propagande du Kremlin n'ont pas été vaines: la rhétorique agressive anti-occidentale et la campagne d'information à long terme contre l'Ukraine sont devenues importantes pour justifier la nécessité de déclencher la guerre. D'un autre côté, les nouveaux termes et significations que le Kremlin a tenté de donner à l'«opération spéciale» n'ont apparemment pas permis d'accroître de manière significative le soutien dont elle bénéficie. La répression massive qui a suivi immédiatement la guerre montre que le Kremlin ne s'est pas particulièrement appuyé sur la persuasion. L'objectif principal était d'étouffer toute voix critique, et si cette stratégie était couronnée de succès, aucun autre effort pour justifier la guerre ne serait nécessaire.

18 OCTOBRE 2022

Traduction Léonie Davidovitch

Public Meeting

**Ireland - Ukraine
International
Solidarity of the Left**

**7pm Tues 4 October
Teachers Club, Dublin 1**

Sponsored by: **Irish Left With Ukraine**
Mother Russia Not Washington

Contact: Irishleftwithukraine@gmail.com

Speakers:
Yuliya Yurchenko,
Ukrainian socialist,
Nadia Dobronoga
(Ukrainian Action),
Rhona McCord
(Unita), Seamus
Dooliv (NDL guest
speaker) | CATU

* Russian Troops Out of Ukraine Now • Refugees Welcome here
• Self-Determination for the Ukrainian People

OÙ VA LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ?

« LES GENS ORDINAIRES » ET LE FASCISME : UNE PERSPECTIVE CONJONCTURELLE SUR LA RUSSIE D'(AVANT)-GUERRE

OLGA REZNIKOVA¹

Dans les premières semaines et les premiers mois de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, l'une des questions centrales de la résistance ukrainienne et des observateurs occidentaux était de savoir si cette guerre était « la guerre de Poutine » ou « la guerre de la Russie » – c'est-à-dire si la population russe dans son ensemble soutenait l'idéologie fasciste et impériale du Kremlin.

Plusieurs sondages d'opinion – réalisés par des instituts de recherche gouvernementaux et indépendants – ont conclu que 70 % ou plus des personnes interrogées soutenaient la guerre d'agression². Néanmoins, le débat reste vif. La crédibilité de ces

sondages est contestée en raison de la répression annoncée par le gouvernement pour toutes déclarations antiguerre. Seule une personne interrogée sur deux ou sur quatre (selon l'enquête) a accepté de faire part de son attitude à l'égard de la guerre. Ce point est important, mais les résultats de toutes les enquêtes étaient similaires malgré des méthodologies différentes. Comme les résultats pourraient être partiellement complétés par des méthodes qualitatives (par exemple, Erpyleva³), je suis encline à évaluer les résultats des sondages d'opinion comme crédibles. En outre, tant que d'autres données ne les réfutent pas et que nous n'avons pas d'autre base d'analyse, nous devons fonctionner avec ces résultats des sondages d'opinion.

Les discussions sur la « guerre de Poutine » me semblent souvent masquer la vérité selon laquelle, en Russie, la plupart des intellectuels et la plupart des Russes ne s'opposent pas ou pas fortement à la guerre d'agression. L'espoir, notamment de la gauche internationale, est placé dans « les gens ordinaires en Russie et en Ukraine », qui ne veulent pas de la guerre, comme tous les autres peuples du monde. Mais qui sont ces « Russes ordinaires » ? Et pourquoi soutiennent-ils la guerre d'agression et les crimes contre l'humanité en Ukraine ? Quelle idéologie sert de superstructure à cette guerre – une guerre qui,

1. Olga Reznikova est anthropologue. Elle a étudié l'histoire du judaïsme et de la culture du Moyen-Orient à l'Institut d'études juives de Saint-Petersbourg. Depuis 2021, elle travaille comme assistante de recherche à l'Université de Zurich.

2. Voir, par exemple, les enquêtes mensuelles du centre indépendant Levada, qui montrent que la majorité des Russes soutiennent « fortement » (53 % à la fin mars, 45 % à la fin avril) et « plutôt » (28 % à la fin mars, 29 % à la fin avril) l'« Opération militaire spéciale » (Centre Levada, « Le conflit avec l'Ukraine et la responsabilité de la mort de civils », 18 mai 2022, www.levada.ru/2022/04/28/konflikt-s-ukrainoj-i-otvetstvennost-za-gibel-mirnyh-zhitelej). Il est également intéressant de noter qu'à la question « Qui est le principal responsable du meurtre de civils et de la destruction de maisons en Ukraine ? », 57 % des personnes interrogées ont répondu que les « États-Unis et l'OTAN » en étaient responsables. Des chiffres similaires ont été observés dans les études des sondages d'opinion pro-gouvernementaux (*VTsIOM New*, 2022), ainsi que dans les sondages d'opinion indépendants Russian Field, « Opération militaire spéciale » en Ukraine : l'attitude des Russes. *Third Wave*, 13-16 mars 2022, <https://russianfield.com/beregiterossiy>).

3. Svetlana Erpyleva, « Pourquoi les Russes soutiennent-ils la guerre contre l'Ukraine ? », *OpenDemocracy*, 16 avril 2022.

entre autres choses, est menée par la Russie sans tenir compte des intérêts rationnels de ses citoyens ?

Au cours de cette guerre, la question de savoir qui se sent « ordinaire » ou « Russe ordinaire », et quelles conséquences idéologiques et quotidiennes en sont tirées, prend une nouvelle dimension politique. Il en va de même pour les questions portant sur l'« unité », l'éthique et le potentiel de la protestation contre Poutine. Dans cet article, je vais relever certains aspects qui ont déjà joué un rôle dans l'analyse de la situation sociale dans la Russie d'avant-guerre et qui sont maintenant au centre des discussions actuelles sur l'idéologie russe. Je soutiens que la prédominance de l'image des « gens ordinaires » lors de la dernière crise financière (2015-2016) a remplacé toute construction d'une perspective collective sur la question des inégalités ou des injustices sociales, même lorsque la protestation est organisée et menée par des travailleurs. Dans le contexte de la dépolitisation et d'individualisation de la société, la protestation sociale des Russes ordinaires (ou simplement de « la base ») est le seul moyen de formuler des revendications sociales concrètes. En construisant des alliances (par exemple, entre les protestataires sociaux ou entre les protestations sociales et les protestations anti-Poutine), il devient particulièrement clair que la seule stratégie collective dans ce contexte est l'« unification du peuple » ethnonationaliste contre l'élite. Je soutiens également qu'une idéologie fasciste avec des éléments impériaux et ethnonationalistes prévaut en Russie aujourd'hui, elle a émergé pendant des années de la base vers le sommet.



LE « RUSSE ORDINAIRE »

Dans le cadre de mes recherches 2015-2018, j'ai étudié les images des « gens ordinaires/russes ordinaires » (простой народ/простыерус кие) dans diverses

protestations, en mettant l'accent sur les luttes des travailleurs. Dans cette perspective, j'ai fait des recherches sur les conflits et les alliances dans le paysage de la contestation russe, et plus particulièrement sur les protestations concernant les questions sociales. J'ai mené de nombreux entretiens parmi le spectre libéral de l'opposition, mais aussi parmi les manifestants de gauche pour les droits de l'homme et parmi les groupes de gauche en général. En outre, et surtout, j'ai mené deux ethnographies à long terme. La première concernait une grève d'un mois des chauffeurs routiers qui visait à améliorer leurs conditions de travail et à lutter contre la « privatisation » des « ressources communes ». Peut-être en raison de leur profession spécifique, les travailleurs en grève ont insisté sur l'indépendance personnelle et l'individualisme. La grève a abouti à la formation d'un syndicat indépendant. La deuxième ethnographie portait sur une manifestation de quartier à Moscou. Les activistes de la manifestation se décrivaient en public et entre eux comme des « gens ordinaires en colère » qui luttait contre l'injustice. Lors des entretiens individuels, ils ont répondu à mes questions sur leur appartenance à une classe sociale en déclarant qu'ils appartenaient à la classe ouvrière, mais ils n'ont pas utilisé cette « conscience » dans leurs actions et déclarations collectives. Les grèves et les protestations ont été menées uniquement au nom de gens ordinaires. Ni les ouvriers ni les militants ne se percevaient comme des acteurs collectifs dans leur secteur particulier, mais avant tout comme des « gens ordinaires », des Russes défavorisés qui cherchaient la protection du président du pays.

Cependant, la notion de « gens ordinaires » ne concerne pas seulement la perception que les travailleurs ont d'eux-mêmes ou de personnes défavorisées. Les camionneurs sont perçus par les médias

et par le gouvernement comme des manifestants anti-Poutine et comme des «gens ordinaires». L'élite politique populiste de droite a utilisé cette caractérisation pour empêcher les travailleurs de s'allier à l'intelligentsia, qu'elle a décrite comme étant «éloignée du peuple». La coalition anti-Poutine a soit répondu avec mépris et s'est empressée de se positionner loin du «Russe ordinaire», soit, tout en ignorant les problèmes sociaux concrets, a tenté de s'unir aux «gens ordinaires» et de soutenir leur protestation.

L'alliance de l'aile gauche populiste des protestations politiques ne voyait donc dans les travailleurs en grève qu'un instrument, et non une critique légitime de l'injustice sociale. Différents manifestants sociaux ont examiné s'il était possible ou non de s'unir contre Poutine, sans remettre en question les attitudes des gens à l'égard de la privatisation, de l'individualisation ou même de la justice sociale.

Dans ces manifestations, j'ai observé que le mécontentement face à l'injustice sociale se transformait rapidement en colère contre les oligarques et la corruption, et parfois aussi contre le gouvernement. Mais cette colère débouchait rapidement sur des fantasmes antisémites, l'espoir d'une «nation unie» pour «montrer au monde» ce dont la Russie était capable¹. Au niveau individuel, les travailleurs perçoivent le plus souvent la protestation sociale et les grèves comme une «libération de l'esclavage». Moins courante mais assez répandue est la vision de manifestants qu'ils ont découvert une «conspiration

mondiale» ou «effective qui dirige le monde». Par conséquent, lorsque le président Poutine était critiqué, ce n'était pas pour ses politiques anti-occidentales et antidémocratiques ni pour ses réformes antisociales, mais pour avoir «dansé au rythme de la musique des Américains», ou pour «être de mèche avec Israël»; la critique ne portait pas sur l'occupation de la Crimée, mais plus souvent sur le fait d'avoir «trahi nos gars» (les soldats russes qui avaient combattu dans le Donbass contre l'Ukraine de 2014 à 2016) ou sur le fait que «Poutine n'a pas agi de manière assez décisive» (c'est-à-dire qu'il n'a pas occupé davantage de territoires ukrainiens). De nombreux grévistes et manifestants ont déclaré qu'avant la manifestation, ils étaient «dans le brouillard» et n'ont découvert «la vérité» que grâce à la manifestation. Cependant, cette «vérité» correspondait souvent à la vision du monde des nationalistes ethniques et des antisémites. Les travailleurs ont adopté la vision antisémite du monde, un récit conspirationniste et la compréhension ethnique du «peuple russe» au cours de leur «politisation», c'est-à-dire en participant à des manifestations et à des grèves, et non nécessairement en raison de leur exposition à la «propagande télévisée». Il est important de noter que la rhétorique ouvertement antisémite n'était pas caractéristique de la rhétorique du Kremlin de l'époque. L'antisémitisme avait tendance à émaner «d'en bas» en Russie. D'après mes observations, cela a changé environ un mois après le début de la guerre, lorsque la rhétorique ouvertement antisémite a pris de l'importance, y compris dans la rhétorique gouvernementale².

1. Cette citation et les autres citations de ce paragraphe proviennent d'une manifestation de travailleurs, une grève contre la détérioration des conditions de travail et l'introduction de nouvelles normes juridiques. Les militants ont fait ces déclarations en 2015 ou 2016, pendant la phase active de leur protestation. Les citations sont extraites des archives privées du chercheur et n'ont pas encore été publiées.

2. L'antisémitisme explicite n'était pas typique de Poutine ou de la rhétorique officielle de Russie unie, le parti au pouvoir. Toutefois, la situation a changé depuis le début de la guerre. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky apparaît dans la propagande russe comme

Bien entendu, l'antisémitisme et l'idéologie ethnico-nationaliste ne sont pas nés de la seule politisation du conflit actuel. Depuis la fin des années 1980, l'antisémitisme fait partie de la «renaissance de l'Église orthodoxe russe» avec sa rhétorique selon laquelle «les Russes sauvent le monde des antichrétiens¹». Et bien sûr, il est difficile de séparer le récit antisémite des ouvriers des récits conspirationnistes qui font partie de la rhétorique politique officielle en Russie. Mais je voudrais noter deux observations issues de mes recherches.

Premièrement, l'interprétation antisémite des inégalités est venue principalement «d'en bas»: du «peuple», et non du gouvernement. Et deuxièmement, le consensus parmi les diverses manifestations russes était que la seule façon de parvenir à une large alliance était de s'unir en tant que peuple au sens ethnique et de lutter contre l'élite. Comment



un nationaliste, non pas malgré le fait qu'il soit juif, mais parce qu'il est juif. À peu près à la même époque, les porte-parole du gouvernement ont commencé à qualifier une synagogue orthodoxe de la ville ukrainienne d'Ouman de centre fasciste. Parallèlement, en avril, un activiste juif pro-ukrainien de Russie a été arrêté et diabolisé avec une rhétorique antisémite. Début mai, les médias russes pro-gouvernementaux ont publié des rapports sur l'armée ukrainienne; une prétendue affiliation aux «nazis» a été illustrée par l'utilisation d'un symbolisme juif. En outre, il existe un lien entre l'antisémitisme et les positions pro-russes en Occident, comme le démontre la récente caricature antisémite de Volodymyr Zelensky parue dans le journal allemand *Süddeutsche Zeitung* le 26 mai 2022 (<https://twitter.com/SZ/status/1529815334219395074>). Dans cette caricature, nous voyons un langage visuel antisémite typique; le président ukrainien apparaît en ligne devant la réunion annuelle du Forum économique mondial, dépeint comme un juif obèse qui règne sur l'économie du monde. Les gestes et la physionomie dessinés sur cette caricature appartiennent à une longue tradition antisémite. Cet exemple montre que les interprétations antisémites suggérées par le Kremlin ne se répandent finalement pas seulement en Russie.

1. Victor Shnirelman, «Politics of Ethnogenesis in the USSR and After», Bulletin du Musée national d'ethnologie, n° 30, 2005; *The Danovo Tribe: Eschatologie et antisémitisme dans la Russie contemporaine*, Moscou, BBI, 2017.

pouvons-nous caractériser ce processus? Sur la base de mes recherches avant la guerre, je suggère que la conjoncture d'avant-guerre peut être résumée par le terme de «fascisation», et que le fascisme est une idéologie dominante dans la Russie d'aujourd'hui.

L'IDÉOLOGIE DANS LA RUSSIE CONTEMPORAINE

L'utilisation analytique du terme fascisme pour l'idéologie, l'État et la société en Russie est actuellement très controversée. Je ne considère pas comme significatif que la résistance contre la guerre d'agression soit appelée une lutte contre le fascisme, même si la rhétorique de guerre russe dominante prétend se battre pour la «libération du fascisme ukrainien».

Le fait que la partie russe utilise ce terme ne doit pas le dévaloriser de telles projections (fausses) sur les victimes de la violence qui sont familières dans les recherches sur le racisme et l'antisémitisme.

Cependant, il y a des objections analytiques à prendre en compte. Existe-t-il même une idéologie dominante en Russie aujourd'hui? Le militant des droits humains Igor Kochetkov² part du principe qu'il n'existe pas d'idéologie d'État unificatrice en Russie aujourd'hui. Les libéraux de droite comme Latynina³ et Khodorkovsky⁴ affirment généralement qu'au lieu d'une idéologie, il n'y a qu'un vide. Le fascisme implique généralement la mobilisation de mouvements de masse. Or, non seulement le gouvernement ne mobilise pas les citoyens

2. Voir sa chaîne YouTube le 3 septembre 2022: www.youtube.com/watch?v=gEs1mPxAjyw.

3. Voir par exemple son tweet d'avril 2022.

4. Voir par exemple l'entretien avec lui de 2021, www.dw.com/ru/hodorkovskij-u-putinskogo-rezhima-net-ideologii-jeto-rezhim-prodengi/a-59045145 et celui de 2022.

de la Fédération de Russie dans un mouvement, mais il tente en fait de démobiliser et de dépolitiser les citoyens. Bien sûr, si nous jugeons exclusivement selon les normes du passé, un mouvement de masse, fortifié par les institutions de l'État, devrait avoir un aspect différent. L'absence de mobilisation pour la guerre et pour un mouvement pro-guerre pourrait indiquer que l'idéologie est totalement absente. Mais l'idéologie ne doit pas être réduite à la propagande d'État et à la tromperie délibérée de ses partisans. Elle doit plutôt être comprise comme faisant partie des conditions sociales et de la culture du pays, comme une réponse aux défis matériels, et aussi comme une «fausse conscience» (nécessaire) qui se manifeste dans les relations entre individus et groupes. En ce sens, l'idéologie existe incontestablement en Russie – comme dans tout pays.

Mais une autre question est de savoir si cette idéologie – qui accompagne la vie quotidienne, irrigue le travail, la consommation et toutes les relations, et qui se manifeste (avec toutes ses ambivalences et contradictions) par des protestations et dans la culture populaire et la «haute culture» – devrait vraiment être appelée fasciste. La discussion sur le caractère fasciste ou non de la Russie a commencé avant même la guerre d'agression. D'un côté, on trouve Alexander Motyl¹, Timothy Snyder²,

Lev Gudkov³ et Vladislav Inozemtsev⁴, ainsi que d'autres intellectuels publics qui comparent l'idéologie dominante en Russie à l'Allemagne nazie et diagnostiquent la domination d'une idéologie fasciste dans l'élite comme dans la population. D'autre part, Marlene Laruelle⁵ et Jeremy Morris⁶, entre autres, réservent le terme d'illibéralisme à l'idéologie de l'élite russe et considèrent les diagnostics plus généraux de fascisme principalement comme une altération de la Russie et de sa population défavorisée par l'Occident. Cette discussion se poursuit aujourd'hui.

Une comparaison directe de la Russie actuelle avec l'Allemagne nazie, telle qu'établie par Inozemtsev, Gudkov et Snyder, est difficile à soutenir car elle néglige l'élément crucial du national-socialisme, à savoir la poursuite de l'extermination de tous les Juifs. Cependant, à mon avis, le discours sur l'illibéralisme de l'élite n'explique pas les aspects essentiels de l'idéologie russe contemporaine. Tout d'abord, la conception d'un homme nouveau – «*Homo Putinus*», comme l'appelle Alexander Skobov⁷ – n'est pas issue de la notion soviétique de «l'homme nouveau» mais présente des caractéristiques tout à fait différentes. L'évaluation libérale répandue, selon laquelle l'idéologie actuelle est un retour illibéral à l'Union

1. Alexander Motyl, «Is Putin's Russia Fascist?», *National Interest*, 3 décembre 2007.

2. Timothy Snyder, «La nouvelle nostalgie de Poutine», *New York Review*, 10 novembre 2014, www.nybooks.com/daily/2014/11/10/putin-nostalgia-stalin-hitler; «Comment un fasciste russe s'imisce dans l'élection américaine», *New York Times*, 3 septembre 2016; «Nous devrions le dire. La Russie est fasciste», *New York Times*, 19 mai 2022, www.nytimes.com/2022/05/19/opinion/russia-fascism-ukraine-putin.html.

3. Lev Gudkov, «Parler du nazisme», *Golos Ameriki*, 8 avril 2015, www.golosameriki.com/a/vv-gudkov-usa/2710432.html.

4. Vladislav Inozemtsev, «La Russie de Poutine: un État fasciste modéré», *The American Interest*, n° 12, 2017, www.the-american-interest.com/2017/01/23/putins-russia-a-moderate-fascist-state.

5. Marlene Laruelle, *La Russie est-elle fasciste? Unraveling Propaganda East and West*, Ithaca, Cornell University Press, 2021.

6. Jeremy Morris, *Everyday Post-Socialism: Les communautés de la classe ouvrière dans les marges russes*, Londres, Palgrave Macmillan, 2016; «La Russie est-elle fasciste?», *Postsocialism*, juillet 2022, <https://postsocialism.org/2022/05/24/is-russia-fascist>.

7. Alexander Skobov, «Homo Putinus», 2022.

soviétique, ne reconnaît pas les principaux éléments de l'*Homo Putinus*, qui est pour la guerre, contre l'humanisme et une bonne vie (même pour lui-même) et approuve (ou du moins ne condamne pas) la brutalité, la hiérarchie autoritaire et la violence. Ce type d'éthique est nouveau et ne peut être relié à l'idéologie soviétique, qui a au moins prôné la paix, l'humanisme et l'égalité.

La deuxième différence concerne l'objectif, clairement présent dans la population et dans la rhétorique étatique, de changer l'ordre mondial. La rhétorique idéologique affirme que la Russie doit «se redresser» et «leur montrer». Un nouvel ordre mondial est imaginé, qui est tourné vers le passé mais qui croit que le «monde russe» ne finira jamais. L'idéologie actuellement dominante en Russie se caractérise par une utopie dans laquelle un nouvel ordre mondial est établi, qui tire sa légitimité d'un mélange de néoimpérialisme et de fascisme. Elle ne recherche pas une vie meilleure, le bonheur ou le plaisir, mais la violence et l'humiliation. La tâche du nouveau peuple dans le nouvel ordre mondial est donc de supporter la souffrance, ce qui se reflète non seulement dans la rhétorique du gouvernement et du président mais aussi dans de nombreux autres aspects de la construction de l'idéologie (comme dans la vie quotidienne, la culture, la consommation, le travail et les relations sociales).

Le troisième et dernier aspect concerne une fois encore la référence aux Russes ordinaires. Ni les travailleurs mécontents de leur situation ni la majorité de l'opposition anti-Poutine n'avaient l'intention de combattre les forces impériales et fascistes en Russie. En effet, les fantasmes de grande puissance collective que promeuvent des auteurs

comme Shura Burtin¹ étaient largement répandus dans les protestations sociales d'avant-guerre². Les manifestants aspiraient à «l'unification avec le peuple russe commun» et, ce faisant, animaient un récit sur le chauvinisme des grandes puissances et le récit connexe sur la façon dont la violence russe pouvait rendre «le monde propre et libéré» et contribuer à politiser les protestations sociales³.

Bien sûr, sur la base d'environ 80 entretiens avec des grévistes et d'autres manifestants, et d'une ethnographie à long terme de deux manifestations, il n'est pas possible de donner une représentation précise des «travailleurs» ou des «Russes» en général. Mais ce que l'on peut faire, c'est décrire une conjoncture. Cette description rend plus crédibles les affirmations des sondages d'opinion qui montrent un soutien massif à la guerre d'agression.

Dans ce contexte, je propose d'analyser la période d'avant-guerre comme une fascisation de la société, et l'idéologie dominante actuelle comme étant du fascisme. La simultanéité du plus haut degré d'individualisation et de dépolitisation (même à l'intérieur des manifestations), d'une part, et la poursuite de l'appartenance à l'unification ethnique-nationaliste

1. Shura Burtin, *Meduza*, 24 avril 2022, <https://meduza.io/feature/2022/04/24/voyti-vo-mrak-i-naschupat-v-nem-lyudey>.

2. Voir également Svetlana Erpyleva et Natalya Saveljeva, «War Near and Far», 2022.

3. Dans la réalité, bien sûr, tout semble beaucoup moins monolithique. Dans les mouvements ouvriers, il y a toujours eu des individus et des groupes qui défendent la solidarité internationale, partagent des visions du monde émancipatrices, rejettent le populisme de droite et ne sont pas réceptifs aux sentiments racistes, antisémites et impérialistes. Mais ce que j'ai surtout observé, c'est que ces personnes ou groupes étaient une infime minorité. C'est pourquoi il n'est pas surprenant que pendant la pandémie, le syndicat indépendant sur lequel j'ai fait des recherches était ostensiblement contre «l'empoisonnement de la population par la vaccination».



des Russes, d'autre part, est au cœur de l'idéologie de la Russie d'aujourd'hui.

SIGNIFICATION DE LA SOLIDARITÉ

Les membres de l'opposition libérale en exil luttent pour être reconnus comme appartenant au «peuple russe normal» et visent à écarter les notions de «culpabilité collective». Un comité d'action russe a tenu une conférence en mai 2022 à Vilnius, appelant à une Russie libre¹. Garri Kasparov, Dmitri Gudkov et Mikhaïl Khodorkovski, entre autres, ont déclaré que les signataires de la déclaration du comité recevraient un certificat attestant qu'ils sont de «bons Russes» ou des «Russes européens». Ce certificat est censé avoir une signification à la fois morale et pratique – l'objectif pratique étant que ces personnes ne seront pas affectées par les sanctions qui frappent les Russes dans leur ensemble². Cependant, ce n'est pas pour autant un renoncement aux prétentions impériales russes. Lors de la conférence, Kasparov a formulé la tâche centrale de l'opposition des émigrés était la défense des droits des Russes en Crimée après la guerre et la protection des Russes émigrés contre la «discrimination». Dans le même temps, de nombreux travailleurs ayant manifesté en 2015-2016 ainsi que des personnes autrefois non politisées – sont désormais satisfaites de la «politique de Poutine» ou envoient leurs enfants dans une guerre d'agression³.

1. Comité d'action russe, «Congrès de la Russie libre».

2. Alexandra Boguslavskaya, «Conférence antiguerre : sur le fiasco de Poutine et des “bons Russes”», *Deutsche Welle*, 20 mai 2022, www.dw.com/ru/antivoennaja-konferencija-o-fiasko-putina-v-ukraine-i-horoshih-russkih/a-61883137.

3. Cette déclaration fait référence aux grèves de travailleurs, aux syndicats et aux protestations locales que j'ai recherchées et que j'ai continué à observer. Bien sûr, les manifestants, les travailleurs et les responsables syndicaux ne sont pas tous favorables à la guerre. Certains

Dans ce contexte, une évaluation adéquate de la question de savoir si les travailleurs protestataires finiront par lutter contre le fascisme a une signification pour la stratégie militaire, politique de la société civile en Ukraine et pour le monde entier. C'est pourquoi la question du soutien de la guerre en Russie (et de la résistance de masse potentielle contre la guerre) est discutée avec tant de passion, même plusieurs mois après le début de la guerre. Cette question est porteuse d'espoir. Ne serait-il pas possible qu'il s'agisse «seulement» de la guerre de Poutine contre l'Ukraine? Ne serait-il pas possible que la majorité des Russes s'y opposent? Cela suggérerait que la société russe, du moins en théorie, pourrait arrêter la guerre, se démocratiser sans intervention extérieure et prendre ses distances par rapport aux fantasmes et aux prétentions des grandes puissances. Je pense que cet espoir n'est pas fondé, tant que nous n'avons pas la preuve du contraire.

d'entre eux rejoignent aujourd'hui la résistance contre la guerre, aident leurs enfants à désertir ou à refuser le service militaire, soutiennent les Ukrainiens déportés en Russie, et se positionnent contre leurs anciens compagnons d'armes et leurs nouveaux symboles. Tout cela pourrait théoriquement être interprété comme un signe d'espoir pour une large résistance antifasciste. Cependant, malgré ma profonde sympathie et mon admiration pour ces personnes, je pense qu'elles ont peu d'influence sur l'équilibre actuel des forces. Par conséquent, beaucoup considèrent que leur lutte contre les tendances fascistes au sein des syndicats ou des groupes est futile. Mais il ne s'agit en aucun cas du seul problème des ouvriers, des personnes à faibles revenus ou des personnes socialement défavorisées en Russie. Les recherches de Russian Field (2022) montrent que l'approbation de la guerre est répandue dans toutes les classes sociales. Les Russes les moins fortunés constituent même une exception. Selon un sondage d'opinion, les jeunes Russes ayant les revenus les plus faibles sont plus susceptibles que les autres groupes de s'opposer à la guerre. Voir Evgeniya Kuznetsova, «Les sociologues ont compilé les portraits des partisans et des opposants de l'opération spéciale», *RBC*, 18 mai 2022, www.rbc.ru/politics/18/05/2022/62825a8f9a794718a6e8560f.

Bien sûr, la période d'avant-guerre ne peut être réduite à ce qu'elle est après la guerre. La période entre la guerre de Tchétchénie (qui s'est terminée en 2009) et la guerre d'agression contre l'Ukraine en 2022, par exemple, était ambivalente et hétérogène. Cependant, dans le contexte de l'urgence actuelle de la solidarité avec les personnes vivant en Ukraine, ainsi que de l'obligation humaniste de la gauche, nous ne devrions pas nous concentrer sur les contradictions auxquelles est confronté le peuple russe ordinaire et sur ses griefs, du moins jusqu'à la victoire de l'Ukraine. Ce qu'il faut, c'est la solidarité avec la résistance courageuse de l'Ukraine et avec les travailleurs qui mettent le feu aux bureaux de recrutement militaire en Russie, avec les travailleurs et les activistes qui détruisent les voies utilisées pour les livraisons militaires, avec ceux qui refusent le service militaire, qui désertent ou qui sont emprisonnés pour agitation antifasciste et antiguerre. La guerre remet en question notre conception de la solidarité. Ce qui manque à la gauche internationale, c'est d'approfondir ce concept. Que signifie une véritable solidarité



internationale? Je propose de comprendre la solidarité, d'une part, comme une résistance commune contre l'inhumanité et l'injustice et, d'autre part, comme une action qui renonce à la prétention de la réciprocité.

Sur la base de ma critique sociale, je suis convaincue que la tâche de toute force progressiste aujourd'hui est d'utiliser toutes ses ressources pour lutter contre le chauvinisme de la grande puissance russe. Tous les groupes politiques émancipateurs, le mouvement ouvrier international et ses intellectuels organiques doivent avoir un seul objectif concernant la Russie: utiliser tous les moyens disponibles pour briser cette idéologie fasciste et mettre fin à la guerre d'agression de la Russie. Que nous soutenions l'Ukraine en lui fournissant des armes ou des analyses, c'est en définitive une question de ressources et de compétences.

PUBLIÉ PAR [GLOBAL LABOUR JOURNAL](#),
30 SEPTEMBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

LES ENVAHISSEURS RUSSES DÉTRUISENT LE MÉMORIAL AUX VICTIMES DE L'HOLODOMOR À MARIOUPOL

HALYA COYNASH¹

Les occupants russes de Marioupol, dans l'oblast de Donetsk, ont démantelé le Monument aux victimes de l'Holodomor, la famine de 1932-1933, qui avait coûté la vie à des millions d'Ukrainiens. Le régime russe actuel crie «Profanation!» chaque fois qu'il voit ou imagine un manque de respect dans les anciens États satellites soviétiques envers divers mémoriaux ou tombes de la Seconde Guerre mondiale, il piétine pourtant la mémoire des Ukrainiens morts de faim dans un crime reconnu en Ukraine et dans de nombreux autres pays comme un acte de génocide. Petro Andriushchenko, conseiller du maire de Marioupol, a certainement raison de dire que «les Russes continuent de détruire tout ce qui est lié à l'Ukraine, notre culture, notre histoire et notre patrimoine».

Dans toutes les régions de l'Ukraine que la Russie occupe (temporairement), des efforts pitoyablement insuffisants sont en cours pour restaurer les infrastructures essentielles et les maisons que les Russes ont détruites. Par ailleurs, leurs efforts se sont concentrés sur l'éradication de la langue ukrainienne, des manuels scolaires ukrainiens, des symboles, etc. des établissements d'enseignement, et même sur la modification des panneaux de signalisation pour qu'ils soient en russe. L'État agresseur s'est maintenant tourné vers la destruction d'un mémorial aux

victimes innocentes d'un crime odieux, avec cette destruction triomphalement affichée par les chaînes de communication et de propagande russes.

L'Holodomor a été assidûment dissimulé à l'époque soviétique et le régime russe actuel essaie agressivement de nier la nature délibérée de la famine. Comme le note Denis Kazansky, journaliste originaire de Donetsk, cette nouvelle profanation n'est guère surprenante. «Après tout, la famine artificielle de 1932-1933 était le même génocide délibérément planifié du peuple ukrainien que les attaques actuelles contre les infrastructures civiles et les habitations civiles.»

Le Monument aux victimes de l'Holodomor a été construit en granit et érigé en 2004 près du théâtre dramatique qui abritait environ un millier de personnes lorsqu'il a été bombardé par les Russes, le 16 mars.

Une vidéo de propagande sur la destruction du monument prétend montrer des habitants de Marioupol favorables à sa disparition. En fait, Andriushchenko affirme qu'il n'y a aucun habitant de Marioupol sur la vidéo. Il dit que le principal promoteur de la vidéo est Artem Bobrovsky, qui est présenté comme le chef d'une faculté créée sous l'occupation, l'«Université nationale de Donetsk», et où on l'entend affirmer que ce n'est pas l'Ukraine qui a le plus souffert de la famine de 1932-1933. Cet individu est diplômé de l'Université nationale de Donetsk en 2013, l'année précédant l'invasion effective du Donbass par la Russie, et il collabore désormais clairement avec les envahisseurs.

1. Halya Coynash est membre du Groupe de protection des droits humains de Kharkiv.

Le principal leitmotiv de la propagande est que le granit sera utilisé pour les travaux de construction. Ce cynisme est assez stupéfiant étant donné que c'est la Russie qui a détruit environ 90 % des infrastructures de Marioupol et un grand nombre de bâtiments résidentiels.

C'est aussi malhonnête que la plupart des récits de propagande russes. Après tout, ce n'est pas la première attaque contre le souvenir de l'Holodomor. En août 2015, le gouverneur russe «République

meurtrier de masse Joseph Staline. En Russie, cette politique a conduit à une situation où un pourcentage effrayant de la population défend les monuments à la gloire de Staline et où, en juin 2021, 39 % des Russes ont reconnu Staline comme la figure la plus marquante de tous les temps et de toutes les nations. L'agression de la Russie contre l'Ukraine, depuis l'invasion et l'annexion de la Crimée, est basée sur une déformation des faits historiques, visant à nier l'identité ukrainienne et



populaire de Donetsk» a démantelé le Mémorial aux victimes de la répression politique et de l'Holodomor à Snizhne (oblast de Donetsk). À cette occasion, on a entendu que ces destructions étaient le «rétablissement de la justice historique».

La prétendue «justice historique» que défendent la Russie et ses marionnettes en Ukraine occupée est en fait une déformation de l'histoire qui tente de dissimuler les crimes du régime soviétique et de justifier les actions du dictateur soviétique et

tout ce qui distingue l'Ukraine de la Russie. La Russie s'acharne à développer une «éducation» qui vise à inculquer ces mensonges de propagande aux enfants, tout en détruisant leur identité ukrainienne et en leur apprenant qu'ils devraient vouloir «défendre la Russie».

PUBLIÉ PAR [GROUPE DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS DE KHARKIV](#), 21 OCTOBRE 2022

Traduction Léonie Davidovitch
Photo Petro Andriushchenko



PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

LES MINEURS UKRAINIENS GAGNENT, MAIS LA VICTOIRE SEMBLE DE COURTE DURÉE

KATERYNA SEMCHUK¹

Le 6 octobre, le ministère ukrainien de l'énergie a licencié Trotsko à la suite de la pression exercée par une délégation de grévistes qui a rendu visite au ministre de l'énergie à deux reprises. Mais certains travailleurs de la mine et le représentant syndical craignent que ce ne soit pas la fin de leur lutte contre ce qu'ils considèrent comme une tentative continue de corruption pour prendre le contrôle de la mine.

«Ce n'est pas une victoire. La victoire, c'est quand on extrait 1000 tonnes de charbon de plus. Toute cette [situation] était un malentendu», a déclaré Volodymyr Yurkiv, l'ancien directeur de la mine, qui a été rétrogradé au poste d'ingénieur en chef pendant la période de grève. Au cours du mois de grève, la mine aurait pu gagner 5 millions de hryvnias (126 000 euros), a ajouté Yurkiv.

Les travailleurs de la mine n° 9 se sont battus pour que M. Yurkiv qui a été rétabli dans ses fonctions de directeur par le ministère le 8 octobre après le licenciement de M. Trotsko – reste en poste, car ils se disaient être entièrement satisfaits de sa gestion. Mais Mykhailo Volynets, un député ukrainien qui est également président du syndicat indépendant des mineurs ukrainiens, fait partie de ceux qui pensent que Yurkiv pourrait être licencié une fois de plus. Il a déclaré à *OpenDemocracy* que les derniers événements «ne sont pas la fin de cette histoire».

1. Kateryna Semchuk est correspondante en Ukraine pour *OpenDemocracy*.

«Cela va se reproduire», a déclaré Volynets, affirmant que le ministère de l'énergie va tenter de nommer un nouveau directeur à la mine n° 9 pour la troisième fois. Volynets pense qu'il y a toujours des corrompus au sein du ministère ukrainien de l'énergie, affirmant que les récentes nominations de nouveaux directeurs ont été faites au nom du *smotriashchiy* [terme désignant le réseau de superviseurs officieux corrompus du secteur du charbon ukrainien].

«Le *smotriashchiy*, ainsi que certains employés ministériels, ont cherché d'autres candidats prêts à accepter le poste de directeur [de la mine n° 9], mais ils ont peur que les [travailleurs] ne les laissent pas entrer, explique Volynets. Ces renégats corrompus ne se sont pas calmés. Ils ne permettront pas à Yurkiv de rester au poste de directeur.» «J'aimerais que cela ne se produise pas, surtout en temps de guerre. Parce que cela sape la confiance des gens dans les institutions de l'État», a-t-il ajouté.

M. Volynets considère que la tension actuelle à Novovolynsk est liée au fonds de 2,5 milliards de hryvnias (67 millions d'euros) mis en place par le gouvernement ukrainien pour l'achat de charbon pour la saison hivernale de chauffage de cette année, qui risque de mettre à rude épreuve les systèmes de chauffage du pays.

L'INCERTITUDE PERMANENTE

Bien que les travailleurs de la mine n° 9 aient repris l'extraction du charbon dès que le ministère a émis l'ordre de licencier Trotsko, ils sont épuisés par l'incertitude permanente, a déclaré Yurkiv.



Les tensions ont été exacerbées par le fait que les employés n'ont pas encore reçu leur salaire du mois d'août, selon Yurkiv. Bien que le ministère des finances ait envoyé l'argent pour leurs salaires au bureau local des finances publiques, il a été renvoyé après que Trotsko eut ordonné que les salaires ne soient pas payés sans sa signature.

Vasyl Hura, chef de la section syndicale des mineurs de Novovolynsk, pense que les mineurs du n° 9 continueront à se battre si nécessaire. C'est la deuxième fois, ces derniers mois, que les mineurs de Novovolynsk s'opposent à la nomination d'un nouveau directeur. En août, ils avaient bloqué l'accès à la mine n° 9, refusant de laisser entrer Viktor Herashchenko, qui venait d'être nommé directeur. Il a ensuite démissionné, n'ayant pas pu accéder à la mine.

Les mineurs ont allégué que Heraschenko était lié à une enquête sur un détournement de fonds concernant un contrat d'État dans une autre mine. À l'époque, Herashchenko, dont le nom n'est pas mentionné dans l'enquête, avait déclaré à *OpenDemocracy* qu'il n'avait rien à voir avec le détournement de fonds. Il est devenu ingénieur en chef à la mine de Buzhanka plusieurs semaines après la signature du contrat faisant l'objet de l'enquête, a-t-il déclaré.

Le ministère a refusé d'expliquer ses décisions aux employés des mines ou aux médias. Ni le ministre Halushchenko ni Andriy Syniuk, le directeur du département de l'industrie du charbon du ministère, n'ont répondu à la demande de commentaire d'*OpenDemocracy*. Pavlo Holota, directeur adjoint de la lutte contre la corruption de la mine n° 9, a déclaré que la plupart des lettres où il manifestait son inquiétude au ministère sont restées sans réponse, affirmant que la direction du ministère n'a pas informé la mine de ses projets à plusieurs reprises.

« Pendant la guerre, la lutte des classes continue »

C'est ce que rappellent régulièrement les syndicalistes d'Ukraine. Un exemple récemment donné par Youri Petrovich Samoïlov, président du syndicat des mineurs indépendants de Krivoy Rog, à propos des alertes et descentes aux abris lors des attaques de l'armée russe. Dans certaines entreprises, les travailleurs et travailleuses doivent pointer en se rendant au refuge puis au retour et c'est autant de perdu sur leur salaire.

Serhiy Trotsko nie avoir un agenda caché et affirme avoir été nommé par le ministère pour augmenter la rentabilité de la mine. On ne voit pas très bien comment la mine pourrait augmenter ses bénéfices puisqu'elle est en liquidation depuis plusieurs années, ayant presque épuisé ses réserves de charbon.

S'adressant à *OpenDemocracy*, Trotsko a déclaré : « Le ministre m'a licencié et je suis d'accord avec sa décision. » Il a ajouté qu'il avait engagé la société de sécurité privée pour sa propre sécurité et pour protéger les biens de la mine.

Selon une source locale, Trotsko a depuis pris un poste officiel de conseiller auprès du nouveau directeur de Nadiya, une autre mine locale de la région de Lviv, où il est vu quotidiennement depuis son licenciement de la mine n° 9.

Parallèlement aux tentatives de changement du directeur de la mine n° 9, les directeurs de deux autres mines publiques de l'ouest de l'Ukraine ont également été remplacés récemment. En septembre, plusieurs travailleurs de Nadiya ont mené une grève contre leur nouveau directeur, mais ils ont finalement

mis fin à la grève en raison du manque de réactions des autorités.

Selon une source, le nouveau directeur de la mine de Nadiya a réembauché en tant qu'ingénieur en chef adjoint un ancien chef de section qui avait déjà été reconnu coupable du vol de 87 tonnes de charbon dans la mine.

Cette source a déclaré à *OpenDemocracy* que des signes indiquent déjà que des «pratiques non officielles» de vente illégale de charbon sont en place à la mine de Nadiya. En septembre, un député local, Ihor Guz, a appelé le Premier ministre Denys Shmyhal à «régler le conflit» à la mine n° 9.

Lorsque *OpenDemocracy* a demandé au bureau de Zelenskyi de commenter la situation de l'industrie charbonnière de l'ouest de l'Ukraine, le bureau a répondu que le président n'est pas en mesure de commenter les événements en dehors de la guerre ou des relations internationales de la Russie.

PUBLIÉ PAR *OPENDEMOCRACY*, 21 OCTOBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

Voir également : les mineurs bravent l'interdiction de manifester pour se mettre en grève : <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2319/les-mineurs-bravent-l039interdiction-de-manifester-pour-se-mettre-en-greve>

LA LONGUE LUTTE POUR L'EXISTENCE DE LA LANGUE UKRAINIENNE



HANNA PEREKHODA¹

Le 21 février 2022, Vladimir Poutine prononce un long discours dont le but est de justifier l'invasion de l'Ukraine, lancée seulement trois jours plus tard. D'après le président russe, l'État ukrainien est une invention illégitime et l'identité distincte des Ukrainien·nes n'est rien d'autre que le produit d'une manipulation étrangère. Les Russes, les Ukrainien·nes et les Biélorusses constituent pour lui une seule et même nation, tandis que la politique promouvant la langue et la culture ukrainiennes ne serait qu'une preuve du «génocide» à l'égard des russophones vivant sur le territoire ukrainien et justifierait de ce fait l'invasion du pays. La question de la langue semble donc jouer un rôle important dans le

déclenchement de l'invasion russe et dans le conflit entre les deux pays qui l'a précédée. Afin de comprendre la guerre que Poutine mène contre l'Ukraine et son peuple, il faut porter un regard attentif sur la place que l'Ukraine, son État, sa langue et sa culture occupent dans l'imaginaire impérial et national des Russes.

L'IMPÉRIALISME TSARISTE

Après la chute de l'État médiéval de la Rus' de Kyiv, démantelé par l'invasion mongole au 13^e siècle, une grande partie des terres qui constituent l'Ukraine actuelle reviennent à la Pologne-Lituanie, et ce n'est qu'aux 17^e et 18^e siècles qu'elles passent sous contrôle russe. C'est donc l'intégration de ces nouveaux territoires qui a donné naissance à l'idée d'une nation russe unissant les trois peuples, une idée maintenant ressuscitée par Vladimir Poutine.

1. Chercheuse à l'Université de Lausanne, membre du RESU et du Comité suisse de solidarité et contre la guerre.

À l'époque, l'objectif de ce projet était de se doter d'un groupe hégémonique qui permettrait d'exercer plus facilement la domination sur les peuples non orthodoxes et non slaves de l'empire. Le contrôle de l'Ukraine était donc une pierre angulaire dans le projet de l'empire russe mais aussi et surtout dans le projet de la nation russe. L'affirmation d'une identité ukrainienne distincte était de ce fait perçue par les élites tsaristes comme une menace existentielle pour leur État.

En 1863, la publication et l'enseignement en langue ukrainienne sont totalement interdits. Cette politique a conduit à une situation, probablement unique dans l'histoire européenne, de baisse du taux d'alphabétisation de la population entre le milieu du 18^e siècle et la fin du 19^e. L'inégalité dans l'accès à l'éducation est l'un des facteurs de reproduction des inégalités sociales. Au 19^e siècle, la société ukrainienne est donc marquée par une opposition entre une campagne «arriérée» et des villes russifiées, qui servent en même temps de centres de la domination impériale.

Dans ces conditions, comment la langue ukrainienne a-t-elle pu survivre et se développer malgré tout? En effet, les infrastructures nécessaires à l'émergence d'une identité nationale commune, telles que le développement des villes et des communications, une scolarisation généralisée, ou le développement d'une administration centralisée efficace, restent largement sous-développées. Les autorités tsaristes, disposant des ressources presque illimitées de leur vaste empire, sont peu enclines à investir dans le projet coûteux qui aurait consisté à véritablement russifier l'Ukraine, en l'intégrant au développement de la nation russe. Plutôt que de se lancer dans cette politique, elles recourent à la répression brute contre la langue ukrainienne. Il est pourtant déjà trop tard:

à cette époque, les poètes et les écrivain·es ukrainien·nes, qui sont fasciné·es par le romantisme et pour qui la défense de leur langue maternelle constitue un marqueur politique important, conceptualisent déjà leur ethnie comme une nation. En somme, la prédation des élites tsaristes, le sous-développement étatique ainsi qu'une répression tardive et incohérente ont empêché l'assimilation des Ukrainien·nes à la Russie. De manière générale, la volonté des élites politiques de préserver leur empire multiethnique tout en construisant en même temps un État-nation slave est l'une des raisons de la fragilité inhérente de l'État russe. La résistance des Ukrainien·nes contre ces projets est perçue comme la pire des trahisons.

IMPOSITION DU RUSSE ET SOVIÉTISME

En 1917, l'empire éclate. L'éveil national et de classe prend rapidement son essor. Les paysan·nes ukrainien·nes revendiquent non seulement leur droit à la langue, mais elles et ils exigent aussi que leur subjectivité, celle d'actrices·eurs politiques à part entière, soit reconnue. L'arrivée sur la scène politique de cette masse «obscur» énerve les classes urbaines, y compris les socialistes qui se conçoivent comme les représentant·es des intérêts de la classe ouvrière des régions industrielles du Sud et de l'Est ukrainien. Comme l'explique un des membres du parti, pour eux, «l'Ukraine en tant que telle n'existe pas, car elle n'existe pas pour un ouvrier de la ville». Un autre écrit que la «tragédie» réside dans le fait que les bolcheviks tentent de gagner une influence sur la paysannerie «à l'aide de la classe ouvrière, russe ou russifiée, qui méprise la moindre trace de la langue et de la culture ukrainiennes». La détermination avec laquelle un grand nombre d'Ukrainien·nes ont lutté pour leur souveraineté les armes à la main convainc cependant les bolcheviks que des

dispositions spéciales doivent être prises pour s'assurer le contrôle de cette population. En 1923, Moscou introduit donc une politique visant à promouvoir les langues non russes. Avec Staline, le retour en force des politiques assimilatrices s'accompagne d'une violence étatique qui prend des formes extrêmes, allant jusqu'aux pratiques génocidaires. Ces dernières ont d'ailleurs aussi frappé l'Ukraine, avec la famine de 1932-1933, sciemment planifiée par Staline (un événement appelé Holodomor en Ukraine). La division coloniale du travail entre la ville et la campagne se reproduit et se renforce, garantissant aux citoyen·nes soviétiques russes et russifié·es des positions sociales privilégiées pour l'accès aux revenus, aux qualifications, au prestige et au pouvoir dans les républiques périphériques. Après l'époque stalinienne, on assiste à la promotion d'une identité soviétique qui se confond totalement avec la russité. Bien qu'aucune loi ne l'interdise, parler l'ukrainien en dehors du contexte privé est alors perçu comme une expression d'hostilité envers le système. Parler le russe est au contraire un moyen de manifester sa loyauté vis-à-vis de l'ordre existant et son respect de la hiérarchie entre les «peuples frères». Le russe devient alors une langue dominante dans tous les domaines de vie publique : économie, administration, culture, presse, enseignement. Ainsi, de plus en plus d'Ukrainien·nes abandonnent leur langue, qui devient un marqueur d'infériorité culturelle entravant la mobilité sociale.



La modernisation et l'urbanisation soviétiques sont accompagnées par le renforcement de la culture impériale dominante, qui perpétue des inégalités structurelles significatives entre les russophones et les locutrices·eurs ukrainien·nes. L'élite post-soviétique n'a ni la volonté ni les moyens nécessaires pour corriger ces déficiences structurelles, de sorte que ses politiques opportunistes visent en grande partie la

préservation du statu quo. La loi qui donne à l'ukrainien le statut de langue officielle a été adoptée sous le régime soviétique en 1989 et elle est restée en vigueur jusqu'en 2012. Après 1991, l'avènement du capitalisme et la faiblesse de l'État ne jouent pas en faveur de la langue ukrainienne. Souffrant de son image d'infériorité, privée de toute aide de la part de l'État, méconnue à l'étranger, la production médiatique, culturelle et artistique de l'Ukraine ne peut pas faire concurrence avec le marché russe en pleine expansion. De surcroît, à partir de 2004, les différents clans d'oligarques en concurrence pour le pouvoir alimentent artificiellement le clivage socio-linguistique afin de pouvoir mobiliser leurs électors respectifs autour des questions identitaires.

UN ENJEU TRÈS ACTUEL

En 2012, les forces politiques pro-russes passent une loi qui était censée assurer la protection des langues minoritaires, mais leur campagne tourne en réalité uniquement autour de la «défense du russe». Lors de la destitution du président Ianoukovitch, en 2014, le Parlement tente d'abroger cette loi. Bien que cette décision n'ait finalement jamais été ratifiée, la Russie saisit cette occasion pour s'inquiéter de la discrimination des Russes par la «junte fasciste» en Ukraine, argument qui a servi pour justifier l'ingérence russe en Crimée et dans le Donbass afin, selon Moscou, de «sauver les compatriotes».

En 2018, le Parlement adopte la loi qui rend obligatoire l'utilisation de l'ukrainien par les fonctionnaires d'État ainsi que dans la sphère publique. L'État ukrainien joue donc actuellement un rôle majeur dans la construction d'une identité commune aux habitant·es du pays. Ce peut paraître surprenant vu d'Europe occidentale, dans des pays où ce processus s'est déroulé il y a plus d'un siècle. La situation

de l'Ukraine, ayant obtenu son indépendance il y a seulement trente ans et restant sous la domination politique et culturelle russe jusqu'en 2014, ne peut pas être comparée à celle de nations appuyées sur un État propre depuis le 19^e siècle au moins.

UN FUTUR LINGUISTIQUE À INVENTER

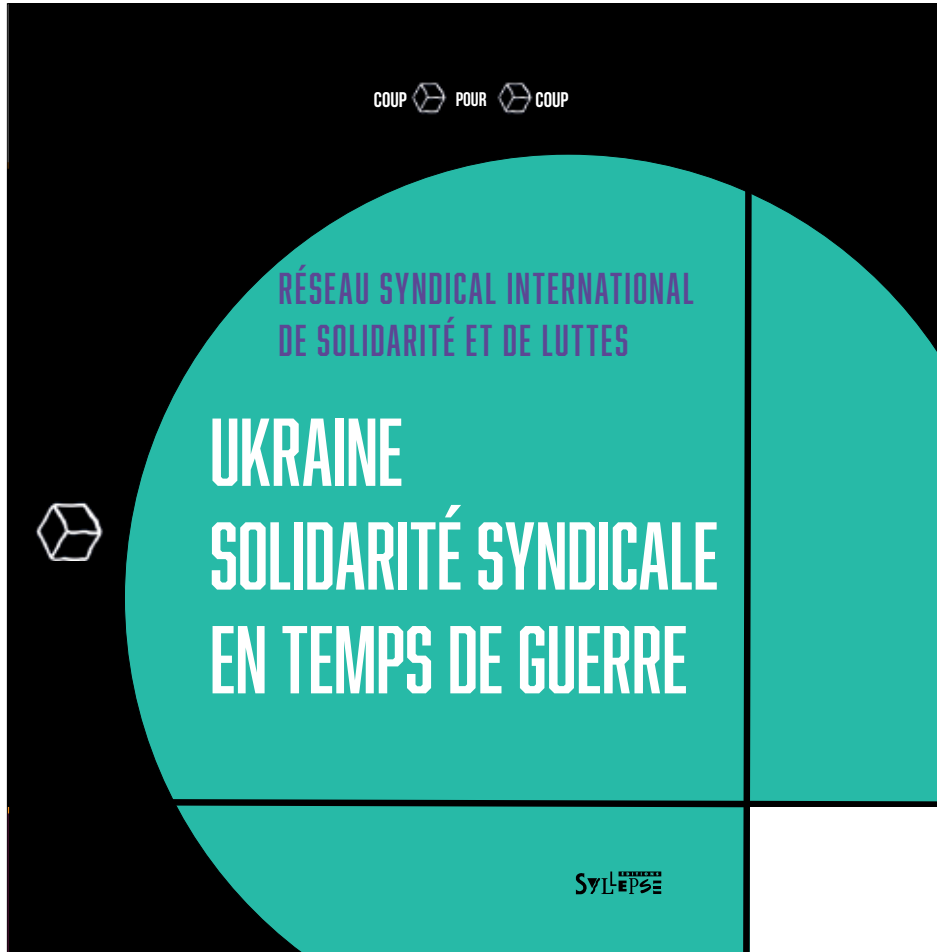
Certains individus font le choix conscient de commencer à parler en ukrainien afin de prendre leurs distances avec l'État poutinien, qui revendique le monopole absolu sur la langue et la culture russes, en considérant que l'utilisation de la langue russe et l'appartenance à son « espace civilisationnel » sont une seule et même chose. En effet, depuis le début des années 2000, la Russie s'est lancée dans la promotion de la conception du « monde russe » en s'appuyant sur les russophones des pays voisins, qui se voyaient alors accorder une mission particulière. Celle-ci consistait en une loyauté absolue envers l'État russe, ce qui supposait un appui inconditionnel à toutes les décisions du Kremlin. Si, dans les années 2000, le « monde russe » était surtout un outil de *soft power* et d'influence internationale, il devient à partir de 2014 le moteur de l'irrédentisme russe, dont l'objectif est

d'effacer l'Ukraine de la carte du monde. Se présentant comme le défenseur de la langue et de la culture russes, Vladimir Poutine nie rien moins que le droit des Ukrainien·nes à l'existence, tenant fréquemment des propos qui peuvent être qualifiés d'incitation au génocide.

Face à l'invasion russe et au traitement inhumain que subissent les civil·es de la part de l'armée d'occupation, les habitant·es du pays se sentent désormais avant tout ukrainien·nes, y compris dans les régions du pays où le russe reste la langue dominante. Dans ces conditions peu favorables, certain·es Ukrainien·nes qui sont engagés dans la résistance à l'occupant continuent néanmoins de revendiquer l'utilisation du russe, défiant ainsi le privilège exclusif de Poutine d'imposer son pouvoir sur cette langue parlée par des millions de gens qui ne se reconnaissent pas dans son projet politique. Utiliser la langue impériale en l'investissant d'un contenu décolonial pourrait devenir une solution pour une société ukrainienne bilingue, bien qu'elle ne soit pas facile à défendre aujourd'hui, au moment où les Ukrainien·nes luttent pour leur existence physique.

PUBLIÉ PAR [PAGES DE GAUCHE](#), 9 OCTOBRE 2022

À PARAÎTRE TRÈS PROCHAINEMENT



LES TRAVAILLEUR·EUSES UKRAINIEN·NES SE BATTENT SUR LE FRONT ET SOUFFRENT DU MANQUE DE POUVOIR POLITIQUE

«Nous ne voulons pas être la main-d'œuvre bon marché de l'Europe! Notre monde est celui du mouvement ouvrier indépendant en Ukraine et en Pologne – qui sera le fondement d'une Union européenne socialement juste» – c'est avec ces mots comme devise que des syndicalistes et des militant·es du Réseau international du travail de solidarité et lutte se sont réuni·es le 27 septembre à Varsovie à l'invitation du syndicat polonais Inicjatywa Pracownicza (Initiative des travailleur·euses). Elles et ils ont débattu de l'avenir de la Pologne et de l'Ukraine au sein du marché du travail européen. Le lendemain, ils et elles se sont rendu·es en Ukraine dans le cadre du convoi d'aide aux travailleur·euses, en direction de Kryvyi Rih pour soutenir les travailleur·euses ukrainien·nes. Nous avons interrogé les participant·es du convoi sur leurs motivations et les objectifs ambitieux de cette initiative. «Le monde change, que nous le voulions ou non, et pour qu'il change pour le mieux, nous devons agir», ont-ils·elles déclaré. L'entretien a été réalisé par Wojciech Albert Lobodziński.

Pour la première fois, grâce à vous, nous entendons parler de l'aide humanitaire des syndicats qui arrive en Ukraine. C'est une idée peu courante. D'où vient cette initiative?

Baptiste Larvol-Simon (Union syndicale Solidaires)

Ce qui se passe en Ukraine est une lutte pour la liberté et le changement vers de nouveaux modèles de sociétés. Le monde dans lequel nous vivons dépend de l'issue de cette lutte, y compris des moyens utilisés pour y mettre fin. L'énergie, l'écologie, le féminisme, l'anti-impérialisme et l'anti-autoritarisme, le capitalisme sont les thèmes au cœur de cette guerre. Les syndicats indépendants d'Ukraine, avec notre soutien, ou plutôt indépendamment de lui, se battent pour notre avenir commun. En outre, notre engagement en faveur des libertés, des droits des travailleur·euses en Europe occidentale ne peut avoir de sens que si nous les considérons globalement. C'est pourquoi nos organisations considèrent qu'il est de leur devoir de faire vivre de façon positive nos liens, car la coopération est notre principal moyen dans la lutte politique pour un monde mieux organisé. Notre convoi international est une réalisation concrète de cette vision.

Sergio Zulian (ADL-COBAS, Italie)¹

Nous avons pris part à ce convoi et à ce débat parce que nous voulons apporter une aide réelle et

1. Cobas (Confederazione Italiana di Base UNicobas) est un syndicat italien indépendant. La CIB Unicobas, créée en 1991 à partir du mouvement des Cobas.

construire un réseau avec des personnes réelles, vivant en Ukraine et s'organisant contre l'invasion russe. Mais aussi pour améliorer les droits des travailleur·euses. Nous sommes fatigués que, dans les médias grand public, seules les grandes puissances, les gouvernements sont montrés. Ce ne sont pas eux qui meurent, se battent et travaillent pour reconstruire le pays.

Il s'agissait du deuxième convoi d'aide aux travailleur·euses en Ukraine...

Pawel Nowożycki (OZZ Inicjatywa Pracownicza)¹

Oui. Avec le premier convoi (avril-mai), nous voulions montrer notre solidarité pratique avec des gens comme nous, la classe ouvrière, qui luttent pour maintenir la résistance contre l'invasion impérialiste russe malgré des ressources limitées. Cette fois-ci, nous avons également cherché à mener une campagne internationale contre les changements apportés au droit du travail en Ukraine, d'où le mot d'ordre du convoi: «Contre les attaques contre les droits des travailleur·euses sous le couvert de la guerre».

Nous avons estimé que c'était particulièrement important car les capitalistes saisissent toutes les occasions de saper les droits des travailleur·euses. Ce qui se passe depuis mars en Ukraine est spécifique, c'est une situation de guerre après tout, mais les attaques contre les droits des travailleur·euses sous certaines formes ont également lieu dans nos pays.



Quel est l'objectif politique, il est vrai de grande envergure, ici?

Antoni Wiesztort (chauffeur international chez Amazon, OZZ Inicjatywa Pracownicza)

Les politiciens néolibéraux en Pologne et dans l'UE veulent en théorie que l'Ukraine soit dans l'Europe et non dans l'étau de la Russie. Mais l'Ukraine privée des droits sociaux occidentaux, avec un Code du travail aboli, comme dans le Chili de Pinochet, ne sera qu'un éternel réservoir de main-d'œuvre bon marché pour l'Europe. Les politiques néolibérales compromettent tous les efforts que des millions de personnes déploient actuellement pour défendre leur pays. Cette vision de l'Ukraine, berceau du dumping social en Europe, porte un coup à l'ensemble du monde du travail du continent. En Pologne, nous savons, même sans l'expérience de la guerre, que jusqu'à présent, chaque choc provoqué par une crise a été utilisé par des élites égoïstes pour serrer la vis aux travailleur·euses et affaiblir notre position. Déjà avant la guerre, l'Ukraine et la Pologne, l'Europe de l'Est, ont joué un rôle important dans l'amplification des inégalités dans l'UE et l'accumulation des richesses à l'Ouest. Nos syndicats sont liés entre eux par les industries et des lieux de travail spécifiques où ils agissent, nous essayons donc de coordonner une réponse aux attaques des grandes entreprises.

Fabio Bosco (CSP-Conlutas, Brésil)²

Je voudrais simplement ajouter que la classe capitaliste agit au niveau international pour faire porter

1. Inicjatywa Pracownicza (IP) est un syndicat anarcho-sindicaliste polonais.

2. Central Sindical e Popular Conlutas (CSP-Conlutas) est une organisation syndicale brésilienne. Elle est née de plusieurs secteurs du mouvement syndical en lutte contre les réformes néolibérales appliquées par le gouvernement Lula. Le 21 septembre 2010, le journal *Estado de São Paulo* rapportait que la centrale était composée de 140 syndicats et comptait 2 millions d'adhérent·es.

le poids de la crise économique sur le dos de la classe ouvrière. Nous devons unir la classe ouvrière dans le monde entier pour repousser les politiques d'austérité et la guerre.

Vladyslav Starodubtsev (Sotsialnyi Rukh)¹

Dans ce contexte, il est essentiel de donner du pouvoir aux syndicats, la construction de la solidarité internationale devient une nécessité pour quiconque souhaite un monde plus juste, plus démocratique et plus pacifique.

Quel type de soutien voulez-vous apporter à vos collègues en Ukraine?

Verveine Angeli (Union syndicale Solidaires, France)

Nous voulons à la fois apporter un soutien matériel et exprimer notre solidarité avec les travailleur·euses ukrainien·nes. C'est pourquoi nous nous sommes rendu·es directement à Kryvyi Rih en tant que délégation de dix membres et avons assisté à une réunion avec la Confédération des syndicats libres (KVPU). Il s'agissait de la première réunion internationale de syndicats indépendants à Kryvyi Rih et les participant·es nous ont dit directement qu'il était très important que quelqu'un vienne leur rendre visite et écouter leurs problèmes en ces temps difficiles. Il s'agit aussi de comprendre ce qui se passe en Ukraine pour mieux comprendre

1. Sotsialnyi Rukh est une organisation socialiste ukrainienne de gauche fondée en 2015 qui revendique les principes du socialisme démocratique, la lutte contre le capitalisme et la xénophobie. Elle est active dans les plus grandes villes (Kiyv, Kryvyi Rih, Lviv, Odessa, Dnipro, Kharkiv). Ce groupe, qui aspire à être un parti politique de base, s'est fait connaître lors de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, lorsqu'il a appelé la gauche internationale à soutenir la résistance ukrainienne à l'impérialisme russe et a fait campagne contre la limitation de certains droits du travail par le gouvernement ukrainien pendant la guerre. Voir divers documents dans les volumes de *Solidarité avec l'Ukraine résistant* et ci-dessous le compte rendu de leur conférence nationale.

les mouvements globaux de notre monde. Notre soutien aux travailleur·euses ukrainien·nes est à la fois politique et matériel. Malheureusement, les plus grandes organisations syndicales et les partis de gauche du monde ne sont pas du côté des Ukrainien·nes. Nous voulons montrer aux travailleur·euses ukrainien·nes qu'ils ont des allié·es au sein de la classe ouvrière internationale.

Ignacy Józwiak (OZZ Inicjatywa Pracownicza)

Le soutien doit être à la fois symbolique (montrer notre solidarité globale et souligner que nous sommes ici en tant qu'organisation pour les écouter et permettre à leur voix d'être plus audibles) et matériel (c'est pourquoi nous avons organisé notre deuxième convoi avec un envoi humanitaire). Nos frères et sœurs ukrainien·nes connaissent leurs besoins, qu'ils soient matériels, symboliques ou politiques. Nous devons les écouter et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour leur apporter ce dont ils ont besoin. En prenant l'exemple de la Pologne, voyons comment la question du travail évolue dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la crise qui touche l'Europe.

Antoni Wiesztor

Dès le début, la guerre a provoqué en Pologne la plus forte hausse du prix des loyers des appartements. C'était déjà très cher et en février, les propriétaires ont ajouté une «prime de guerre», car le marché libre fonctionne sans scrupule. La guerre est un paradis pour les spéculateurs, et en Pologne les autorités ont liquidé les ressources communes, qui auraient été une alternative à la spéculation. Concrètement, cela signifie que dans chaque industrie, nous devons faire plus d'heures supplémentaires. Après le déclenchement de la guerre, le gouvernement a également tenté de restreindre davantage le droit de grève, et la loi actuelle interdit

déjà de facto les grèves dans les grandes multinationales et condamne les Polonais·es au rôle de casseurs [du droit du travail] l'UE. Par exemple, si l'exigence du taux de participation de 50 %: pour un référendum sur la grève était appliquée aux élections parlementaires, la plupart des élections qui ont lieu aujourd'hui au 21^e siècle devraient être déclarées illégales. Mais pour les élites, ce n'est manifestement pas suffisant. La guerre est donc une excellente occasion de casser les dernières dents du mouvement ouvrier en Pologne.

En ce qui concerne votre profession, il y aurait eu des changements dans les horaires de travail, n'est-ce pas?

Antoni Wiesztort

Oui. En Pologne, sous le prétexte de la guerre, les dirigeants de l'industrie du transport ont forcé le gouvernement à faire pression sur la Commission européenne pour étendre notre temps de conduite à onze heures par jour et soixante heures par semaine. Le temps de travail a été prolongé pour tout le monde dans tout le pays, bien que la guerre n'ait perturbé la chaîne d'approvisionnement polonaise que peut-être 5 à 10 % car, en fin de compte, nous transportons principalement dans l'UE et non en Ukraine, en Russie. Officiellement, dans l'UE, le temps de travail des conducteurs ne peut être déréglementé que temporairement. La Pologne l'a déjà fait deux fois cette année, en mars et en août. Le résultat, c'est des conducteurs plus épuisés et des accidents plus spectaculaires. De nombreux conducteurs, jusqu'à 20 à 30 %, sont ukrainiens.

Et en Ukraine, quels sont les changements?

Baptiste Larvol-Simon

La culture du travail change parce que les métiers mutent: du mineur ou de l'infirmière au combattant

de première ligne. Du syndicaliste qui travaille pour obtenir l'argent nécessaire à sa famille, au parent qui en appelle au syndicat pour trouver des sacs de couchage pour son fils et ses camarades au combat, et à sa fille qui cherche les moyens d'obtenir les médicaments nécessaires. Du travailleur à temps plein au travailleur avec un contrat d'une heure par mois et de 5 euros mensuels, qui peut être modifié sans son consentement, du fait de la discrimination syndicale, sans aucun recours légal à cause de la réforme du droit du travail du gouvernement libéral Zelensky. Les mesures anti-ouvrières, c'est d'abord le projet de loi 5371 qui introduit: le licenciement unilatéral d'un salarié sans motif, à l'initiative de l'employeur, la dérogation au Code du travail et l'établissement de clauses abusives dans les contrats de travail. Il y a aussi les conséquences des contrats bilatéraux avec la possibilité d'imposer presque toutes les conditions de travail, y compris les heures supplémentaires ou le travail les jours fériés. En outre, le contrat de travail peut établir des motifs supplémentaires de résiliation, ainsi que des sanctions légales contre le salarié, telles que des amendes, qui n'étaient pas prévues auparavant. Heureusement, ces solutions sont liées à la loi martiale et ne fonctionneront pour l'instant que pendant la loi martiale.

Baptiste Larvol-Simon

Oui, mais il n'y a pas que cette loi. Un certain nombre de lois adoptées par le Parlement ukrainien ces derniers mois permettent aux employeurs d'allonger ou de réduire arbitrairement le temps de travail, de rabaisser les salaires au niveau du salaire minimum, de licencier des travailleur·euses sans consulter les syndicats et d'introduire de nouveaux types de contrats «de pacotille». Cela rend la vie encore plus difficile pour la classe ouvrière. Nous



avons rencontré une personne qui a gagné l'équivalent de 5 euros au cours des trois derniers mois. Comment est-elle censée survivre ou nourrir sa famille? De plus, pendant la guerre, il est presque impossible pour les syndicats de protester et de faire grève. Malgré cela, les syndicats indépendants continuent à se battre et à maintenir leurs organisations pour être utiles à la population et continuer à se battre pour leurs droits!

Fabio Bosco

Dans ce contexte, il semble clair que les oligarques ukrainiens veulent utiliser la guerre pour faire avancer leur agenda contre les droits des travailleur·euses. Le Parlement ukrainien a adopté de nouvelles lois contre les droits des travailleur·euses et cela se fait au détriment de la guerre, dans laquelle la classe ouvrière est massivement impliquée. Il est nécessaire de renverser ces nouvelles atteintes aux droits des travailleur·euses afin de renforcer la résistance contre Poutine. N'oublions pas non plus que la conception et l'organisation du travail changent, et pas seulement en Ukraine. Nous sommes confrontés à une crise en Europe et dans le monde. Les crises de toutes sortes sont toujours une période favorable au capital. Nous devons nous méfier des tentatives d'imposer des réformes anti-ouvrières et antisociales (politiques d'austérité) dans nos pays sous le couvert de mesures anticrise.

Et quelle est la situation sur le front de la production de guerre, quel est l'état d'esprit, y a-t-il de nouvelles formes de mobilisation?

Vladyslav Starodubtsev

Les gens sont plus unis que jamais, ils s'engagent dans des actions de solidarité et la coopération est vraiment florissante. Beaucoup de choses ont changé dans la façon dont les gens ressentent leur

pouvoir, car la guerre a obligé tout le monde à travailler ensemble, sans les propriétaires qui ont fui le pays. Les gens sont confrontés à de nouveaux défis et à des formes de travail absolument nouvelles: travail humanitaire et logistique, bénévolat pour aider les réfugié·es et organisation de centres de réfugié·es. Mais aussi pour résister à l'occupation. Et enfin, se battre sur les lignes de front ou travailler sous les frappes de missiles ou de bombardements, les black-out...

Pouvons-nous décrire les principales évolutions du travail au quotidien?

Vladyslav Starodubtsev

Le gouvernement ukrainien utilise la guerre comme une occasion de promouvoir et de faire avancer son programme. Alors que toute l'attention est concentrée sur le front, que le prestige du gouvernement est plus fort que jamais (et pour cause), et que la majorité des syndicalistes se battent sur le front, il promeut des mesures néolibérales extrêmes concernant la syndicalisation, le droit du travail, le pouvoir de négociation, etc. Il fait pratiquement tout pour rendre les syndicats impuissants et les travailleur·euses aussi faibles que possible.

Et lors de vos rencontres avec les militant·es sur le terrain, qu'est-ce qui ressort le plus souvent?

Verveine Angeli

Nos camarades de Kryvyi Rih ont parlé des modifications des conventions collectives, de l'absence de consultation sur les licenciements, de la fin des contrats de travail, des conditions de travail, de la possibilité pour les employeurs de rompre les conventions collectives, de l'âge de la retraite. Il existe également des questions spécifiques en raison de la guerre: les conditions salariales lorsque les

travailleur·euses deviennent des soldats... Les organisations ukrainien·nes que nous avons rencontrées luttent contre la réforme du droit du travail. La classe ouvrière doit être incluse dans l'effort de guerre, mais ce n'est pas en supprimant ses moyens de subsistance, je veux dire les emplois, les salaires et les droits des travailleur·euses, que l'on arrêtera Poutine. La vie devient de plus en plus dure pour la classe ouvrière, à commencer par les plus vulnérables : les enfants qui restent à la maison mais suivent quand même leur scolarité, les mères qui sont privées des pensions alimentaires parce que le père et leur ex-partenaire sont partis au combat. Le contexte mondial est également important. N'oublions pas que nous ne parlons pas seulement d'oligarques ukrainiens ou russes, mais aussi d'autres acteurs mondiaux, tels qu'ArcelorMittal, qui est le principal investisseur étranger à Kryvyi Rih.



Ignacy Józwiak

Je pourrais ajouter à ce que dit Verveine qu'il était frappant d'apprendre tous ces détails, les conséquences en termes de genre. Une loi récemment introduite prive les travailleur·euses mobilisés·es de leur salaire. Apparemment, cela change complètement la situation des mères, notamment des mères célibataires dont l'ex-mari sert dans l'armée. Auparavant, elles recevaient de l'argent pour leurs enfants (pension alimentaire) directement de l'employeur. Dans les conditions de guerre, notamment au front, il est impossible de remplir les documents relatifs aux revenus ou à l'absence de revenus. Ces mères se retrouvent souvent sans rien.

Quel devrait être le rôle du mouvement syndical ?

Vladyslav Starodubtsev

Les syndicats rassemblent la plus grande partie de la société civile. En même temps, ils en sont la partie

la plus sous-représentée. Les travailleur·euses combattent sur le front, produisent des armes, travaillent dans la logistique et évacuent les personnes. Mais ils et elles n'ont pas de pouvoir réel ni de moyens politiques. Cela crée une situation de domination antidémocratique par une minorité absolue sur la majorité.

Malheureusement, bien que les syndicats soient au cœur de la résistance ukrainienne à l'impérialisme russe, les autorités continuent de faire passer des lois visant à limiter leur participation au processus décisionnel, provoquant ainsi de nouveaux conflits sociaux, affaiblissant les capacités de défense et violant les droits démocratiques de la majorité afin de protéger la minorité au pouvoir. Le renforcement du pouvoir des syndicats est le seul moyen de garantir une véritable démocratie et de renforcer la défense de notre pays. Parce que le peuple, qui donne aujourd'hui tout ce qu'il a pour défendre sa terre, ses amis et parents, sa nation, n'a ni pouvoir et ni droit à la parole dans la lutte contre l'impérialisme, dont il est un acteur majeur.

Ignacy Józwiak

Rappelons que les syndicats indépendants et militants ont leur propre organisation, leurs canaux de communication et leurs réseaux. C'est crucial dans des périodes exceptionnelles comme la guerre. Les syndicats ukrainiens font face à de multiples tâches : en plus de leurs activités régulières, ils doivent lutter contre les réformes antisociales et les politiques d'austérité et fournir une assistance à leurs adhérents qui servent dans l'armée ou la défense territoriale (et nous parlons de dizaines de milliers de personnes). Les syndicats font également beaucoup pour les civils dans les zones de front et pour les PDI (personnes déplacées à l'intérieur du pays, réfugiés en Ukraine). Je crois qu'il est de

notre devoir, en tant que syndicats de Pologne, de France, d'Italie, de l'État espagnol, du Brésil et d'autres pays, de les soutenir de toutes les manières possibles. Ces hommes et ces femmes courageux savent ce qu'ils font!

Y a-t-il des partis au Parlement européen qui travaillent sur des solutions aux problèmes que vous avez identifiés, et les travailleur·euses ukrainien·nes y ont-ils des alliés?

Vladyslav Starodubtsev

La plupart des partis européens de gauche nous apportent leur aide dans le cadre de la lutte contre la nouvelle loi sur le travail et contre la dette. Nous avons ressenti une forte solidarité de la part de partis comme Enhedlisted, qui nous a aidés financièrement dans notre travail syndical et nos campagnes. Pas nécessairement les partis du Parlement européen, mais le Parti social-démocrate de Suisse et le Razem polonais nous ont beaucoup aidés. Pour l'instant, nous essayons d'entrer en contact avec d'autres parlementaires de gauche, car certains d'entre eux sont réticents à l'égard de la solidarité internationale. Ils sont orientés plutôt vers les questions intérieures et essaient seulement maintenant de trouver des moyens pour aider l'Ukraine.

Quel est le rôle du mouvement syndical ukrainien dans la défense de l'Ukraine et la lutte contre l'affaiblissement du Code du travail ukrainien?

Vladyslav Starodubtsev

Les syndicats ukrainiens sont une structure très controversée, avec des traditions et des spécificités différentes. La Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) a été formée à partir des syndicats soviétiques, ils étaient de fervents partisans du Parti des régions et semblent maintenant être des syndicats plus «loyaux». Ils ont une forte tradition et sont

non pas un instrument de défense des intérêts des travailleur·euses, mais un outil bureaucratique-managérial, et c'est toujours un énorme problème. Nous, à Sotsialniyi Rukh, nous essayons de changer cela et nous avons modérément réussi à créer de nouvelles traditions syndicales, et avec le gouvernement du Serviteur du peuple¹, la FPU est obligée d'être tout le temps dans une position d'«opposition modérée». Par ailleurs, je tiens à dire que les jeunes du FPU sont vraiment excellents dans leurs activités et que le FPU des adultes peut apprendre beaucoup d'eux. Le KVPU, quant à lui, se situe davantage dans l'opposition mais a ses propres ambitions politiques et des accords louches avec certains oligarques. Leur travail est crucial pour s'opposer aux réformes anti-ouvrières, et grâce au député Mykhaylo Volynets, nous avons également une voix syndicale au Parlement, car il pousse son parti Batkivshchyna à voter presque toujours contre les lois anti-ouvrières.

La résistance la plus active aux lois antitruvail tend à provenir de militant·es syndicaux socialistes et indépendant·es, qui n'ont pas beaucoup de liens avec la direction de la Confédération ou de la Fédération, n'en sont pas adhérent·es ou seulement formellement et sont presque toujours à l'avant-garde de toute protestation. Parfois, par leur exemple, ils incitent la Fédération et la Confédération à agir. Mais la Fédération et la Confédération sont en train de changer positivement et j'admire leur travail – dans l'aide humanitaire, leur opposition aux lois nocives, etc. Ce sont encore des structures bureaucratiques, avec beaucoup de corruption, des accords secrets, peut-être pas au niveau des hauts

1. NdT: le parti de Volodymyr Zelenski.

dirigeants, mais quand même, etc. Mais il y a des progrès, ce qui me rend optimiste.

Le mouvement syndical polonais est-il capable de réagir collectivement à de nouvelles tentatives de réduire le droit de grève et d'imposer ses propres solutions?

Antoni Wiesztor

En Pologne, Inicjatywa Pracownicza essaie de travailler avec d'autres organisations à cette fin, car chaque syndicat devrait avoir intérêt à changer les lois antisyndicales en notre faveur. Au niveau de l'entreprise, nous construisons des coalitions avec des comités de Solidarność, par exemple, chez Genpact, avec Unité ouvrière et d'autres structures. Les bureaucraties des grands syndicats nationaux croient en leurs propres canaux d'influence et ne voient pas jusqu'à présent l'intérêt d'une coordination, il nous reste à leur souhaiter bon courage.

Ignacy Józwiak

Je voudrais ajouter que je crois que cela peut arriver. Ce dont nous avons besoin en Pologne, c'est d'une coopération au niveau de la base, entre les travailleur·euses à la base, entre les sections syndicales des mêmes lieux de travail ou des mêmes secteurs du marché du travail. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'une sorte d'unité dans la diversité et c'est ce que nous nous efforçons de construire en tant qu'Inicjatywa Pracownicza.

Le mouvement syndical international, au stade actuel de son développement, peut-il coordonner la lutte pour l'abolition des inégalités sociales entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest?

Verveine Angeli

Nous pouvons agir au niveau mondial pour exiger des salaires minimums, mais ce n'est pas si

simple. Nous pouvons aussi, comme nous le faisons à des niveaux spécifiques, comme dans le cas des travailleur·euses d'Amazon, agir pour les unir afin de lutter ensemble contre les mauvaises conditions de travail, d'emploi et de salaire.

Vladyslav Starodubtsev

Pour moi, cependant, ce n'est pas suffisant. Le mouvement syndical international est aujourd'hui divisé en différents courants se retrouvant parfois du côté conservateur (comme nous pouvons le voir dans certaines manifestations pour la «paix» contre l'«augmentation du prix du gaz», etc.). Je pense que le mouvement syndical se trouve actuellement dans une phase de renaissance – il est très faible et passif, mais il est en train de changer, notamment sous l'influence de militants politiques de gauche qui aident à «politiser» et à unir des syndicats désormais très institutionnalisés. La plupart des grands syndicats du monde ont besoin d'une approche plus décentralisée et démocratique, ainsi que d'une coopération internationale et politique entre différents mouvements et partis, afin de ne pas s'isoler de la politique. Je constate que de nouveaux syndicats sont en train de se former. Il y a la syndicalisation des travailleur·euses d'Amazon, les nouveaux syndicats qui s'occupent des emplois précaires, comme chez Starbucks aux États-Unis. Je pense qu'il faut travailler dans deux directions : aider les nouveaux syndicats indépendants et réformer et travailler avec les anciens. J'espère qu'à l'avenir, le mouvement syndical sera une force qui façonnera la vision de notre monde et de notre sphère politique.

Quel est l'avenir du mouvement syndical européen dans la nouvelle guerre froide dans laquelle nous nous trouvons (Chine, Russie - UE, États-Unis)?



Vladyslav Starodubtsev

Actuellement, nous observons deux tendances. Une action syndicale plus indépendante qui découle de la solidarité et de la coopération internationales, du travail humanitaire et politique. Et le pacifisme, qui est lié à la crise du coût de la vie, en partie déclenchée par l'invasion russe en Ukraine, qui pousse de nombreux syndicats dans la direction opposée à la solidarité, vers une certaine forme de nationalisme européen (dans le sens de droite du terme). Nous devons unir les secteurs progressistes des syndicats et nous opposer à ces derniers lorsqu'ils sont aveuglés par leur pacifisme primitif. Dans ce domaine, j'admire vraiment le travail de la Campagne de solidarité avec l'Ukraine au Royaume-Uni, qui a fait passer de nombreux syndicats britanniques de positions pacifistes ou pro-russes à des positions pro-ukrainiennes. Un tel travail est nécessaire, tout comme la collaboration avec le mouvement syndical sur tous les fronts d'action, car ils constituent la plus grande partie de la société civile. Et si notre travail en tant que militants de gauche, socialistes, syndicalistes indépendants, organisateurs, réussit, nous verrons probablement un mouvement syndical plus fort et plus internationaliste que jamais dans l'histoire.

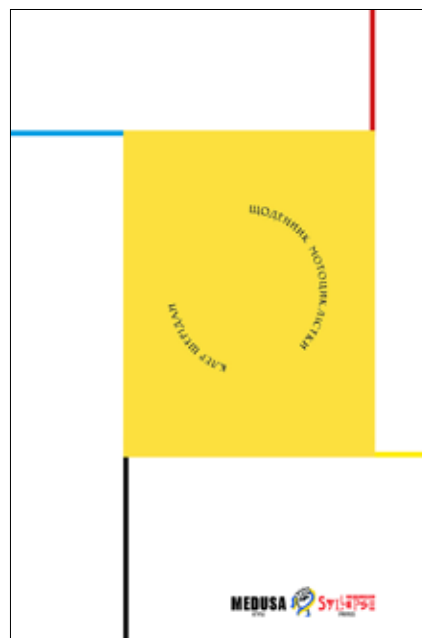
Verveine Angeli

Je suis d'accord avec Vladyslav, et j'ajouterais aussi que je pense qu'il est vraiment important dans une telle situation d'être indépendant des gouvernements et de construire des liens forts entre les travailleur·euses et les syndicats au-delà des frontières, même si nous savons que c'est difficile dans la situation de guerre actuelle, par exemple, entre les syndicats ukrainiens et russes (mais avec les syndicats du Bélarus, ce qui a été possible). Il est important de prévenir les guerres et les attaques

contre les travailleur·euses en raison de la concurrence économique. Les capitalistes d'Amérique, d'Europe, de Chine, de Russie et du Japon se disputent les marchés et les profits. Le mouvement syndical doit s'opposer à l'agression russe et à une nouvelle guerre froide et lutter pour les emplois, les salaires et les acquis sociaux. Si le mouvement ouvrier prend cette position, il deviendra plus fort et sera bien placé pour prendre le pouvoir.

PUBLIÉ PAR [CROSS-BORDER TALK](#), 28 OCTOBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat





2^E CONVOI SYNDICAL INTERNATIONAL PHOTOREPORTAGE

PHOTOREPORTAGE UNION SYNDICALES SOLIDAIRES, 14 OCTOBRE 2022



Kryvyi Rih, ville de mines, ville ouvrière.



Exposition en centre-ville de matériel militaire russe récupéré lors des affrontements, les tournesols symbolisent l'Ukraine.



À Varsovie, avant le départ, conférence organisée par nos camarades d'IP, ceux d'Ukraine sont en visio, mais nous les rejoignons bientôt.



Le fourgon plein à craquer de ce que nous avons acheté ici: groupes électrogènes, talkies-walkies, matériel de soin, d'autodéfense. Et des camarades ont ajouté des vêtements chauds, sacs de couchage... Sans oublier les produits d'hygiène et d'alimentation qu'une association de solidarité francilienne nous a confiés pour le transport. C'est un camarade polonais qui conduit, un ancien de Solidarnosc des années 1980, tous les combats se rejoignent.



La délégation et le fourgon avec des camarades ukrainien-nes: Solidaires, IP de Pologne, la CSP Conlutas du Brésil, ADL Cobas d'Italie, Cobas de l'État espagnol, Émancipation de France. Et le drapeau de nos camarades du syndicat indépendant des mineurs de Kryvyi Rih.



Conférence avec les syndicalistes en lutte contre l'agression militaire et en lutte pour les droits des travailleur·euses: ils et elles sont en première ligne.



Remise du matériel d'autodéfense aux femmes du syndicat qui nous l'avaient vivement demandé juste avant notre départ.



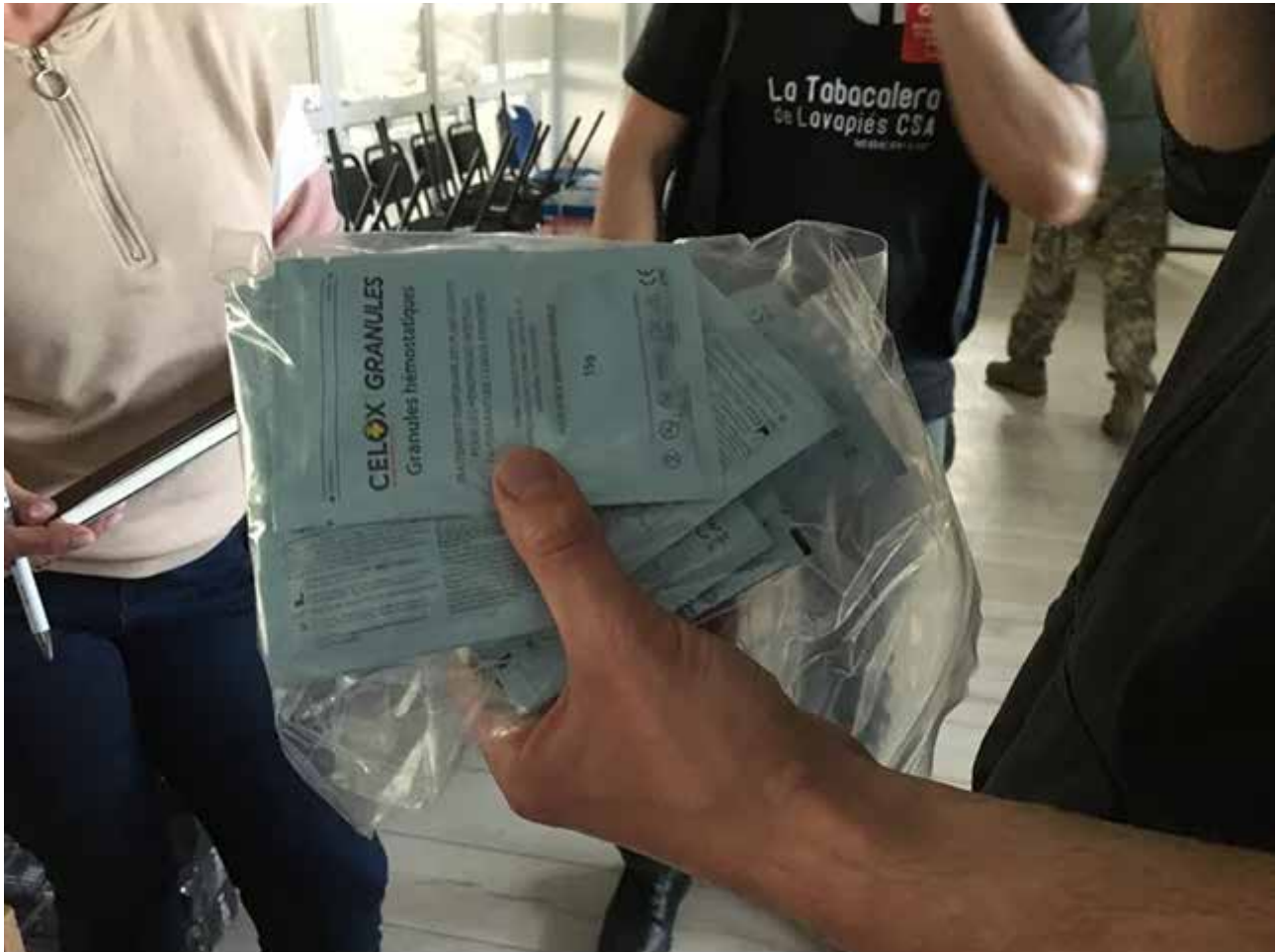
Déchargement du fourgon des groupes électrogènes, sacs de couchage, des produits d'alimentation...



Stockage du matériel.



Les trousse de secours achetées avec les dons de l'association Arta Solidari de Majorque.



Le matériel de soin: des granules pour les pansements hémostatiques.



Les talkies-walkies, particulièrement appréciés.



Discussions informelles et promenade avant le couvre-feu où on nous raconte la vie des Cosaques, la vie et le combat de Makhno et Maroussia, la naissance de Trotsky dans la région, et toujours les expériences syndicales, la lutte contre les pouvoirs et la corruption.



Sur la route en quittant Kryvyi Rih Tchernozium, les fameuses terres noires de l'Ukraine (le tchernoziom), celles qui produisent le blé et le tournesol, tout autant convoités que le charbon et le fer.



Gare routière, des femmes, des enfants et des hommes pour leur dire au revoir



Quitter Kryvyi Rih avec de nombreuses femmes et des enfants qui vont vers l'ouest et vers la Pologne. Trente heures de route jusqu'à Varsovie.

À PROPOS DE L'« ANTISÉMITISME » EN UKRAINE¹

1. Voir également le dossier « Juifs d'Ukraine » dans *Solidarité avec l'Ukraine résistante*, vol. 12.

CRIMES ANTISÉMITES AUJOURD'HUI: LES FAITS CONTRE LES ÉMOTIONS

VYACHESLAV LIKHACHEV¹

Comme je l'ai déjà écrit, pour des raisons historiques, un stéréotype essentialiste de l'inébranlable «antisémitisme ukrainien» s'est formé dans la mémoire collective de la communauté juive mondiale. Dans les campagnes de propagande du Kremlin, une attention hypertrophiée est habilement et systématiquement focalisée sur les questions ambiguës et douloureuses de la mémoire historique afin de renforcer ce stéréotype. Mais, bien sûr, les questions historiques et l'affirmation de la nature «éternelle» de l'antisémitisme ukrainien ne sont pas les seules questions. La thèse de «l'intensification de l'antisémitisme» est également constamment utilisée pour l'enflammer artificiellement et la rendre plus actuelle. À en juger par les médias russes et les prétendues «évaluations d'experts», l'antisémitisme en Ukraine connaît un «succès sans précédent», que ce soit sous le «nationaliste» Viktor Iouchtchenko, pendant la courte période de croissance de la popularité du parti radical de droite Svoboda sous Viktor Ianoukovitch, ou certainement après le «coup d'État des voyous nazis», comme Moscou appelle officiellement la «révolution de la dignité».



1. Vyacheslav Likhachev, chercheur, spécialiste de la communauté juive et défenseur des droits humains. Il est l'auteur de nombreux articles et de plusieurs livres sur l'antisémitisme, les crimes de haine et les groupes d'extrême droite dans les pays post-soviétiques. Depuis le début de l'agression russe en 2014, il travaille sur la documentation des violations du droit international humanitaire.

La première réaction de nombreux Ukrainiens, y compris des Juifs, à la propagande du Kremlin est le déni. Malheureusement, souvent dans le feu de la controverse publique, avec les meilleures intentions du monde, ils passent à l'extrême opposé, affirmant que les Ukrainiens sont la nation la plus tolérante, que nous n'avons pas du tout d'antisémitisme et que toute mention d'un quelconque incident est soit un mensonge soit une provocation. En effet, de quel antisémitisme pouvez-vous parler, si 73 % de l'électorat a voté pour un candidat juif à l'élection présidentielle. Dans quel autre pays européen cela s'est-il produit?

La réaction défensive de déni est naturelle, mais dans un débat public, elle est contre-productive. L'image idéalisée semble peu plausible. Le désir d'attribuer tous les problèmes réels à la propagande ennemie et à la «main du Kremlin», dans sa forme la plus extrême, donne l'impression d'un conspirationisme paranoïaque détaché de la réalité.

L'antisémitisme, bien sûr, existe en Ukraine. En Europe, comme dans le monde occidental en général, l'antisémitisme est partout. Une évaluation adéquate de la situation est impossible dans le cadre de l'alternative «existe/n'existe pas». Aussi éculé que cela puisse paraître, je suis sûr que la réponse constructive aux mensonges du Kremlin n'est pas la propagande, mais la vérité. Il me semble que seules une analyse dynamique et peut-être une comparaison avec la situation dans les pays voisins peuvent permettre de comprendre le problème. Mais avant tout, il faut bien sûr être en possession des faits.

La propagande anti-ukrainienne invoquant «la montée de l'antisémitisme» suit à peu près le même schéma. Pour créer l'illusion d'une argumentation, cette thèse est soutenue (ou plutôt illustrée) par plusieurs exemples. Il peut s'agir d'une référence à quelques incidents de vandalisme et/ou de violence contre les Juifs, de déclarations dans les médias sociaux ou d'articles dans les médias marginaux, et bien sûr de discussions sur des questions historiques, principalement celles liées à la période de la Seconde Guerre mondiale. Ce que ces discours n'incluent pas, c'est une analyse comparative à part entière de matériel statistique représentatif. En fait, ce n'est pas surprenant. Les propagandistes russes, même ceux qui imitent le style de travail des organisations expertes en matière de droits humains, ne collectent pas d'informations factuelles sur les manifestations d'antisémitisme dans les pays sur une base systématique, année après année.

Je travaille sur le suivi des crimes antisémites depuis vingt ans. Je n'ai pas tendance à exagérer mes compétences – bien sûr, je ne sais pas tout sur l'antisémitisme en Ukraine. Mais je peux dire en toute responsabilité que j'en sais plus que quiconque.

L'ensemble des informations accumulées semble permettre de tirer des conclusions prudentes sur l'évolution de la situation dans ce domaine, en se fondant sur des faits concrets plutôt que sur des émotions et des sentiments.

Pour commencer, nous devrions probablement dire que toute déclaration sur la «croissance» (ainsi que le «déclin») de l'antisémitisme est presque aussi vide de sens que la thèse sur sa présence ou son absence. L'«antisémitisme» lui-même ne peut ni augmenter ni diminuer – ou du moins, nous ne pouvons rien dire à ce sujet avec certitude. Nous n'avons pas et ne pouvons pas avoir d'instrument pour mesurer

l'antisémitisme «en général», «dans son ensemble». Nous ne pouvons retracer de dynamique que par rapport à ce qu'il est possible de compter avec une relative précision. Par exemple, le nombre de crimes antisémites.

Souvent, de tels incidents, lorsqu'ils apparaissent dans des reportages, provoquent un écho considérable. La photo d'une croix gammée sur un mémorial de l'Holocauste est en effet choquante, sans parler de la violence physique. L'hiver dernier, une vague de vandalisme a eu lieu dans des villes comme Mykolaïv et Uzhgorod contre les lumières rituelles installées dans de nombreux lieux publics pour la fête de Hanoukka. Concentrés sur une semaine, ces incidents ont pu donner l'impression d'une preuve irréfutable de la détérioration de la situation. C'est vrai, et de tel cas sont des cas de trop. Mais si nous essayons de mettre l'émotion de côté et de regarder les chiffres dans toute leur sécheresse, que pouvons-nous dire de l'antisémitisme dans notre pays?

Je commencerai par dire qu'il n'est malheureusement pas possible de se fier aux informations de nos services de répression sur cette question. Dans la grande majorité des cas, la police ne prend pas en compte le motif de la haine lorsqu'elle qualifie formellement une infraction. Si une personne est battue, il s'agit, selon la gravité, de hooliganisme ou de lésions corporelles. Si des vandales dessinent des croix gammées sur des monuments ou brisent des vitres dans des synagogues, cela est également considéré comme du hooliganisme ou de la dégradation de biens, en fonction de la valeur des dommages. Dans des cas extrêmes, on parle de profanation de charnier (dans le cas des mémoriaux de l'Holocauste) ou d'endommagement d'un édifice religieux (dans le cas d'une synagogue), même s'il s'agit d'un incendie criminel déclenché à l'occasion de l'anniversaire de

Hitler, comme cela s'est produit à Kherson l'année précédente. Enfin, de nombreux incidents ne peuvent en principe pas être signalés à la police – toutes les victimes ne déposent pas plainte et tous les policiers ne sont pas d'accord sur le fait qu'il existe des raisons d'ouvrir une procédure (par exemple, parce que le montant des dommages matériels peut être insignifiant et aucun motif de haine n'est pris en compte).

Il faut donc se fier à ses propres données. Les informations sont recueillies auprès de diverses sources, souvent directement auprès des communautés, et soigneusement vérifiées. Les statistiques finales ne comprennent que les cas pour lesquels je peux affirmer avec certitude qu'ils étaient motivés par l'antisémitisme. Je ne prétends pas que mon suivi couvre absolument tous les incidents significatifs. Mais encore une fois, il n'y a simplement personne d'autre qui possède plus d'informations. Et comme le suivi est effectué selon la même méthodologie depuis un certain temps, certaines observations peuvent être faites de façon dynamique.

Au cours de la dernière année d'avant-guerre (2021), il y a eu trois cas de violence antisémite (dans l'un d'eux, deux personnes ont été blessées par un vaurien ivre). Les années précédentes, la situation était la suivante: en 2004, huit personnes ont été blessées par des antisémites; en 2005, treize; en 2006 et 2007, huit pour chacune des années; en 2008, cinq; en 2009 et 2010, un pour chacune des années; en 2011, aucun incident n'a été signalé; en 2012, quatre personnes ont été blessées (dans trois incidents); en 2013 et 2014, quatre pour chacune des années; en 2015 et 2016, un pour chacune des années; en 2017 et 2019, aucun incident n'a été signalé; en 2020, quatre personnes ont été blessées.

Comme on peut le constater, les statistiques ont enregistré des hauts et des bas, mais pour dire les

choses un peu plus grossièrement, nous pouvons affirmer avec confiance que le pic historique de la violence antisémite a été enregistré il y a environ quinze ans et même un peu plus. C'est également à ce moment-là que les attaques les plus violentes ont eu lieu, notamment les attaques collectives et les attaques au couteau. C'est à cette époque que des groupes agressifs de skinheads nazis, influencés par l'exemple russe en Ukraine, ont intentionnellement fait leur «safari» dans les rues. Ces mêmes années ont vu une grande vague d'attaques racistes violentes. Rien de tel ne s'est produit depuis plus d'une décennie maintenant. Les incidents de ces dernières années sont généralement des actes spontanés de hooligans ivres qui ne sont pas sous l'influence d'une idéologie néonazie et ne sont pas affiliés à des organisations d'extrême droite. Il est vrai que les solitaires peuvent aussi être dangereux, comme le fou qui a fait irruption dans une synagogue de Marioupol avec une hache l'année dernière, mais ces dernières années, nous avons le plus souvent parlé d'incidents qui ne menacent pas vraiment la vie des gens.

La légère augmentation du nombre d'incidents enregistrés au cours des deux dernières années (par rapport aux trois années calmes précédentes) est due en partie à l'excitation émotionnelle associée à la pandémie. L'arrivée annuelle de pèlerins à Ouman pour célébrer la nouvelle année selon le calendrier juif, Rosh Hashanah, était marquée par la crainte que les visiteurs diffusent le virus. À cause de cette peur, les attitudes envers toute personne portant des vêtements juifs orthodoxes traditionnels sont devenues fortement négatives, voire agressives. Ce thème a encore été artificiellement enflammé par les politiciens qui ont essayé de s'afficher comme des défenseurs de la population locale dans un contexte des élections locales. En conséquence, les frontières du



pays ont été totalement fermées à l'automne dernier, mais la campagne xénophobe a porté ses fruits. La moitié des cas de l'année dernière et tous les incidents de cette année ont eu lieu à Ouman ou à proximité (et contre des hassidim résidant en permanence à Ouman). Trois ou quatre cas par an – est-ce beaucoup ou peu? Je suppose que l'on peut le comprendre en comparant l'Ukraine à d'autres pays.

Un rapport sur les manifestations d'antisémitisme dans les pays de l'Union européenne (<https://fra.europa.eu/en/publication/2021/antisemitism-overview-2010-2020>) a récemment été publié. Malheureusement, pour tous les pays, les indicateurs quantitatifs ne sont pas clairement catégorisés de la même manière que ceux utilisés dans notre suivi. En Europe, l'antisémitisme est pris plus au sérieux, y compris en termes de législation et de classification officielle des infractions, et les statistiques regroupent souvent les «incidents», qui peuvent être aussi bien des insultes verbales que des menaces téléphoniques. Mais pour certains, il est possible de comparer des chiffres pertinents.

Par exemple, en France, il y a eu 56 cas de violence antisémite en 2010, 57 en 2011, 96 en 2012, 49 en 2013, 108 en 2014, 66 en 2015, 40 en 2016, 29 en 2017 et 81 en 2018. Et en plus, il y a des meurtres ou des tentatives de meurtres antisémites presque chaque année, et au moins en 2010–2015 il y a eu des attaques terroristes répétées ou des tentatives d'attaques terroristes. La recrudescence qu'ont connue certaines années est clairement liée à la dynamique du conflit israélo-palestinien.

Bien sûr, la communauté juive en France est plus importante qu'en Ukraine, et les Juifs sont plus religieux (donc plus visibles dans la rue en raison du «code vestimentaire» spécifique), et les informations sont probablement recueillies avec plus de

soin. Néanmoins, toutes les conclusions hâtives me semblent superflues – il est évident que la violence antisémite dans nos pays n'est pas comparable. Et l'on comprend généralement pourquoi – les contextes sont trop différents, tout comme la nature des manifestations antisémites. En Ukraine, il est peu probable que quelqu'un ait l'idée d'attaquer des Juifs dans la rue pour protester contre les politiques de l'État d'Israël – du moins, dans le cadre de mon suivi, il n'y a pas eu de tels cas.

En ce qui concerne le vandalisme antisémite, la tendance générale est plus ou moins la même, bien qu'avec leurs propres spécificités (je considère comme du vandalisme tout dommage, du graffiti à l'incendie criminel, frappant des synagogues et d'autres bâtiments de l'infrastructure communautaire existante, aux mémoriaux, monuments et cimetières juifs, et dans les cas où il y a des raisons de croire que cela a été fait pour des motifs antisémites). En 2004, il y a eu 15 cas de vandalisme antisémite en Ukraine; en 2005: 13; en 2006: 21; en 2007: 20; en 2008: 13; en 2009: 19; en 2010: 16; en 2011, 2012 et 2013 : 9 pour chaque année; 2014 : 23; 2015 : 22; 2016 : 19; 2017 : 24; 2018 : 12; 2019 : 14; 2020 : 10; 2021 : 14 cas.

Comme on peut le constater, après la «vague» de 2006–2008, le nombre d'incidents a diminué au cours des cinq années suivantes. Cela correspond également aux données sur la violence antisémite, mais à partir de 2014, la «vague» suivante commence, pour atteindre un pic en 2017 – plus élevé qu'une décennie auparavant. Cette poussée peut s'expliquer par plusieurs raisons. Tout d'abord, après Maidan et sur fond de guerre, il y a eu un changement du seuil psychologique d'acceptabilité de l'agression symbolique qu'est le vandalisme. Les techniques de fabrication de cocktails Molotov sont devenues très répandues, et

des «petites choses» comme briser du verre ou faire un graffiti avec une croix celtique ne sont plus du tout perçues comme significatives. Deuxièmement, sur la base du symbolisme et des graffitis laissés par les vandales, il est clair qu'en 2014, les vandales pro-russes et même pro-soviétiques ont rejoint les antisémites nationaux-radicaux qui crachent traditionnellement leur agressivité sur les sites juifs. Non seulement des croix gammées, mais aussi des étoiles rouges pouvaient être peintes sur un mémorial de l'Holocauste. Si l'on se souvient du contexte, cela n'a rien de surprenant. Les idées antisémites occupaient une place importante dans la propagande pro-russe et séparatiste de l'époque. Maïdan a été dépeint comme le résultat d'une conspiration juive, et le chef de l'administration régionale de Dnipropetrovsk de l'époque, homme d'affaires et dirigeant à temps partiel d'une organisation communautaire juive, Igor Kolomoysky, connu pour sa position patriotique constante, était accusé par le site web *Novorossiya* d'effrayer les enfants russophones. Enfin, selon les autorités chargées de faire respecter la loi, certains des incidents de cette période n'étaient pas des manifestations «spontanées» d'antisémitisme. Il s'agissait de provocations organisées par la Russie, précisément pour qu'il y ait une base pour des histoires épouvantables sur l'antisémitisme ukrainien. Bien que je ne sois pas enclin à faire entièrement confiance au SBU [services de sécurité ukrainiens] et à la police dans tous les cas qu'ils ont rapportés (nos forces de l'ordre aiment l'idée que tous les incidents antisémites peuvent être imputés à des provocateurs), je suis prêt à leur donner raison dans un certain nombre de cas.

Après que le facteur guerre [depuis 2014] et la propagande pro-russe aient perdu de leur influence dans la société ukrainienne, et que les provocations

aient été réprimées par les forces de l'ordre (qui se sont révélées par la suite moins efficaces pour continuer cette lutte), nous avons enregistré une baisse constante du vandalisme antisémite ces dernières années. On assiste au retour d'une dynamique «normale», naturelle, qui, en Ukraine, comme on peut le constater, malgré des excès comme le «vandalisme de Hanoukka», tend à s'améliorer.

Comparons la situation en Ukraine et en France dans ce domaine également. Selon le rapport précité, en France, 74 cas de vandalisme antisémite ont été recensés en 2010 (avec les incendies criminels), 72 en 2011, 73 en 2012, 55 en 2013, 131 en 2014, 109 en 2015, 35 en 2016, 64 en 2017 et 102 en 2018.

Bien sûr, la situation n'est pas aussi difficile dans tous les pays européens qu'elle ne l'est en France. En Hongrie, par exemple, trois cas de violence antisémite et dix actes de vandalisme antisémite ont été enregistrés en 2018; en République tchèque, la même année, il y a également eu trois cas de violence et deux cas de vandalisme. Malheureusement, il n'existe pas de statistiques similaires pour les autres pays d'Europe de l'Est voisins de l'Ukraine en termes de types d'incidents. Mais il est clair que dans l'ensemble, corrigée de la taille du pays, du nombre d'infrastructures communautaires juives et du nombre de Juifs, notre situation est à peu près comparable à celle de nos voisins. Et incomparablement meilleur par rapport aux pays d'Europe occidentale.

Quant à la dynamique, comme nous l'avons vu, malgré des hauts et des bas occasionnels, le pire a été atteint il y a quinze ans. Depuis lors, l'antisémitisme en Ukraine n'a cessé de diminuer, quoi qu'en disent les alarmistes et les propagandistes du Kremlin.

25 OCTOBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat



L'OMBRE PORTÉE DE L'« ANTISÉMITISME UKRAINIEN »

VYACHESLAV LIKHACHEV

Les relations ukraino-juives sont un sujet inépuisable. Le riche patrimoine culturel commun, l'imbrication indissociable des destins historiques des deux peuples, les réalisations et les moments dramatiques de leur histoire commune... Nombre de ces sujets sont inconnus de presque tout le monde, sauf de quelques spécialistes. C'est quelque peu paradoxal. Il existe un intérêt notable, bien que pas toujours clairement exprimé, pour le sujet, avec des intérêts différents, tant au sein de la société ukrainienne que parmi un public international plus large. Pour certaines raisons, cette demande de connaissances reste largement insatisfaite.

Cependant, malgré l'intérêt considérable que suscitent les diverses facettes de l'histoire commune, il existe une question qui éclipse tous les autres aspects présents dans la conscience publique, en particulier dans le monde juif occidental. Celle de l'antisémitisme.

J'ai pris la parole des dizaines de fois devant des publics très divers, tant strictement juifs que mixtes, en Israël, aux États-Unis et en Europe, et toujours, quels que soient le sujet et le contexte spécifiques, cette question a inévitablement été abordée. On a l'impression que l'« antisémitisme » est simplement la première association qui surgit dans le public après que les mots « Ukraine » et « Juifs » ont été prononcés. D'où viennent les fondements de cette association ? Comment le monde a-t-il développé l'image stéréotypée de l'« antisémitisme ukrainien » et quel est le secret de sa persistance ?

Ces dernières années, la propagande du Kremlin a été de plus en plus citée comme étant la raison principale, notamment dans le discours public. [<https://uinp.gov.ua/public/storage/app/public/files/nodes/1695/file/2/4TTQA1553519962PDRRS.pdf>]

En effet, il est difficile de ne pas y prêter attention. Les responsables russes, les médias, les commentateurs, les organisations pseudo-gouvernementales (appelées GONGO) et les agents d'influence de Moscou dans le monde utilisent de manière obsessionnelle le « thème juif » pour diffamer l'Ukraine. Cette campagne a atteint son apogée au printemps 2014, lorsque de telles accusations visaient à légitimer une agression. De fausses nouvelles sur la persécution des Juifs, plus ou moins plausibles, ont été délibérément diffusées dans les médias mondiaux [www.stopfake.org/ru/fake-evrei-ubegayut-iz-kieva-iz-zantisemitizma-novoj-vlasti/]. De nombreux incidents antisémites qui auraient eu lieu en Ukraine ont tout simplement été inventés. Mais, selon les forces de l'ordre ukrainiennes, des cas ont été enregistrés où des crimes bien réels ont été commis par des provocateurs qui ont reçu de l'argent dans ce but [<https://zaborona.com/interactive/antisemity-po-vyzovu/>].

L'antisémitisme en Ukraine a été couvert par Russia Today sans discontinuer. Dans son discours devant l'Assemblée fédérale russe, Vladimir Poutine l'a citée comme l'une des trois principales raisons qui ont poussé le Kremlin à prendre le contrôle de la Crimée [<https://rg.ru/2014/03/18/stenogramma.html>]. Le ministère russe des affaires étrangères a envoyé aux ambassades étrangères des rapports sur le sujet, préparés par des militants de la droite radicale financés par l'État

Ces dernières années, l'intensité de cette propagande a diminué. Mais elle se poursuit aujourd'hui, si ce n'est que son groupe cible s'est spécialisé. Les experts du Kremlin sont passés d'un travail auprès d'un large public par des méthodes de « tapis »¹ de désinformation sous forme de rapports et d'analyses destinés aux organisations internationales – telles que le Haut-Commissariat des Nations unies et d'autres structures et agences des Nations unies et le Bureau des institutions démocratiques et des droits humains de l'OSCE.

Bien sûr, cette campagne n'a pas commencé par la guerre. Même à la veille de la « révolution de la dignité » en 2013, les responsables des campagnes de relations publiques du Parti des régions au pouvoir mettaient activement en lumière l'antisémitisme du parti radical de droite association panukrainienne Svoboda. À l'époque, Svoboda faisait partie, avec les principaux partis libéraux et nationaux-démocrates, d'une vaste coalition s'opposant au régime de Viktor Ianoukovitch.

Comme on l'a appris par la suite, l'idée de cette opération a été suggérée aux autorités ukrainiennes de l'époque par Paul Manafort. Le consultant américain du dirigeant autoritaire ukrainien savait comment travailler avec les publics occidentaux. Après la Seconde Guerre mondiale et les horreurs de l'Holocauste, l'antisémitisme est devenu totalement impardonnable et inacceptable pour la communauté internationale civilisée. En exagérant l'antisémitisme d'un parti ukrainien, les responsables des relations publiques du régime voulaient discréditer l'opposition ukrainienne dans son ensemble. Cette propagande était principalement destinée à un public étranger.

Le gouvernement de l'époque, dans la logique de nombreux dictateurs post-soviétiques, pensait que la principale ressource de l'opposition était le soutien de l'Occident.

Il est juste de dire que l'antisémitisme occupait auparavant une place importante dans l'idéologie et la propagande de Svoboda (cela a changé au cours des dix dernières années). Cependant, les anciennes déclarations des dirigeants de Svoboda n'ont pas suffi pour faire une campagne réellement convaincante. Par conséquent, afin de discréditer l'opposition, les autorités n'ont pas hésité à recourir à des provocations – allant jusqu'à la violence, prétendument motivée par l'antisémitisme. Par exemple, un rassemblement violent de jeunes portant des T-shirts avec l'inscription « Liberté » dans le dos et « Battez les Juifs ! » sur la poitrine a été mis en scène à Tcherkassy en avril 2013, ce qui a suscité une importante réaction. Il est apparu par la suite que ces violences avaient été perpétrées par des membres d'un club d'arts martiaux proche du gouverneur de l'époque, qui avaient enfilé sous la tente de campagne du Parti des régions ces T-shirts portant ces inscriptions.

Bien que ces histoires soient bien connues et qu'elles aient été décrites à de nombreuses reprises, le caractère systématique de la propagande a partiellement rempli son office. « Quelque chose » à propos de l'antisémitisme des « nationalistes ukrainiens » qui seraient arrivés au pouvoir après le renversement du régime de Yanukovich a été entendu. En fait, la dif-famation fonctionne.

La propagande de ces dernières années s'est construite sur des bases solides. Une sorte de répétition à plus petite échelle a été une campagne similaire après l'arrivée au pouvoir de Viktor Iouchtchenko à la suite de la révolution orange de 2004. De plus, les racines de cette campagne remontent à l'époque



1. NdT : technique qui consiste à bombarder de façon intensive et répétée une zone cible.

soviétique. Le KGB a organisé des opérations d'influence spéciales à l'Ouest visant à discréditer la diaspora ukrainienne antisoviétique et à empêcher son alliance avec les organisations juives, qui lançaient alors une vaste campagne en faveur des droits humains en URSS. Les propagandistes soviétiques et leurs successeurs modernes ne reculent pas devant le mensonge, la falsification des sources et les provocations. Il serait très tentant d'attribuer la «mauvaise image» de l'Ukraine dans la diaspora juive à la propagande russe. Toutefois, il s'agirait d'une simplification. Il existe d'autres facteurs historiques et psychologiques qui contribuent depuis longtemps à une attitude morbide envers l'antisémitisme en Ukraine.

Du 17^e au 20^e siècle, des vagues de violence brutale contre les Juifs ont déferlé en Ukraine. En partie, cela est simplement dû à la taille de la population juive – là où il y avait plus de Juifs, on enregistre plus d'antisémitisme. Mais il serait également injuste de ne pas souligner que des flambées de violence ont souvent accompagné la montée du mouvement national ukrainien. Dans les États multiethniques d'Europe de l'Est tels que la Turquie, la Pologne, l'Autriche-Hongrie et même la Russie, malgré les politiques antisémites des autorités, la loyauté envers le centre impérial donnait aux Juifs un espoir fantôme de protection. L'association avec les oppresseurs a coûté cher aux Juifs dans les moments d'agitation et de révolte. Les mouvements de libération nationale dans le contexte de l'Europe de l'Est étaient souvent de nature ethno-confessionnelle. Les Juifs savaient qu'ils pouvaient facilement devenir des victimes de n'importe quel moment d'instabilité. Ce stéréotype, parmi d'autres, a été habilement utilisé par la propagande russe en 2014. Au cours des cent cinquante dernières années, les populations juives qui sont parties émigrer (d'abord vers l'Amérique du Nord, puis vers

la Palestine) ont emporté avec elles les souvenirs de leur propre peur et de leur insécurité, qui sont fermement ancrés dans la mémoire culturelle.

Non seulement l'imaginaire «Ukraine» en tant que pays d'exode, mais aussi la «Pologne» et la «Russie» dans la conscience historique de masse de la diaspora juive sont aussi largement associés aux souvenirs de persécution et de violence. Mais contrairement à ces pays, l'Ukraine a historiquement manqué d'une subjectivité propre à laquelle ceux qui sont partis pourraient s'associer. Le plus souvent, l'auto-identification historique et culturelle de ceux qui ont quitté le territoire de notre pays n'a aucun lien avec celui-ci. La mémoire historique a fixé des notions de Juifs «polonais», «lituaniens» et «russes», voire «hongrois» et «roumains», mais pas celle de Juifs ukrainiens.

Cette auto-identification compense dans une certaine mesure les souvenirs d'antisémitisme. La Pologne, par exemple, est associée dans la mémoire historique juive à l'image de «l'âge d'or» des Juifs d'Europe orientale. L'empire russe n'a pas laissé une marque aussi positive dans la mémoire collective, mais parmi les nombreux descendants d'immigrants juifs instruits, peu religieux et largement assimilés, une image positive est fermement fixée, par exemple celle de la grande littérature russe. Les souvenirs liés à notre pays peuvent conserver de chaudes connotations nostalgiques associées à la nature, aux gens «ordinaires» et à l'art populaire, mais pas à la «haute» culture et à la prospérité.

La dernière vague massive d'émigration juive, rendue possible d'abord par la libéralisation relative puis par l'effondrement de l'Union soviétique, s'est déroulée dans un contexte de changements radicaux du paysage social. L'effondrement du système économique et l'instabilité politique de ces années-là étaient effrayants. Les Juifs avaient la possibilité de

s'éloigner des problèmes réels et des menaces imaginaires – et ils sont partis, comme lors des périodes précédentes, en emportant leur peur avec eux.

L'adaptation psychologique des émigrants eux-mêmes aux difficultés inévitables de la première période qui suit l'exil est grandement facilitée par la conviction que la décision d'émigrer était la bonne. Un élément important de cette conviction est la représentation des dangers qui pouvaient les menacer, eux et leurs enfants, dans le pays d'origine. Dans une telle situation, les gens ont tendance à croire à des peurs qu'ils ont eux-mêmes inventées. Les rumeurs d'antisémitisme dans le mouvement indépendantiste ukrainien et de pogroms imminents, alimentées artificiellement par le KGB pendant la période de perestroïka, se sont avérées extrêmement résistantes. Comme nous le savons très bien, il n'y a pas eu de poussée d'antisémitisme depuis l'indépendance de l'Ukraine. Mais la croyance que les pogroms étaient tout à fait possibles, aussi absurde soit-elle, demeure présente chez de nombreuses personnes.

En 1989-1992, lorsque l'émigration s'est véritablement généralisée, les Juifs quittent l'Ukraine en tant que citoyens soviétiques. Il y a un autre aspect à prendre en compte. L'ensemble du territoire de notre pays a été occupé par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. La grande majorité des Juifs ukrainiens ont péri dans le cauchemar de l'Holocauste. Les Juifs revenant de l'évacuation¹ et de l'Armée [rouge], venant d'autres régions pour travailler dans les centres industriels et scientifiques d'Ukraine, avaient peu de liens avec le paysage social local. Instruits, sécularisés et russifiés, la plupart

d'entre eux n'étaient pas désireux de s'intégrer dans leur propre environnement culturel ukrainien.

Un nombre important d'émigrants ont eu tendance à se «figer» dans l'état culturel qu'ils avaient au moment de leur départ. Les Juifs ukrainiens ont parcouru un long chemin au cours des trente dernières années, tout comme l'ensemble de la société. Ceux qui sont partis n'ont pas eu cette opportunité de le parcourir. Avec l'arrivée de la télévision russe par satellite dans le monde entier il y a quinze à vingt ans, ce média est devenu la principale source d'information sur ce qui se passe dans l'ancienne Union soviétique pour les émigrés russophones. La boucle est ainsi bouclée et la propagande moderne se superpose aux stéréotypes historiques, les renforçant et les développant.

Dans ces circonstances, il est tout simplement étonnant de constater à quel point la tendance opposée – soutenir l'Ukraine – a également été forte dans la diaspora juive. En dépit de tous les problèmes du passé et des efforts conscients menés pour empoisonner nos relations dans le présent, il y a beaucoup de choses dans la coexistence ukraino-juive séculaire qui brisent l'image stéréotypée de l'Ukraine comme un territoire de pogroms et de souffrance.

25 OCTOBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

Pour en savoir plus sur l'histoire de la communauté juive ukrainienne de l'Antiquité à 1914, avec de nombreuses illustrations (en anglais): https://ukrainianjewishencounter.org/media/UJE_book_readersreads_08_2019_Eng.pdf

1. NdT: en 1941, le pouvoir soviétique organisa une évacuation humaine à grande échelle à des milliers de kilomètres de l'Ukraine. Près de quatre millions de personnes sont ainsi évacuées d'Ukraine.



LA PAROLE À SOTSIALNIY RUKH

NOUVELLE TACTIQUE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE : COMMENT LA GAUCHE DOIT RÉAGIR ?

Le matin du 21 septembre, la mobilisation dite « partielle » a été annoncée en Fédération de Russie. Les premiers mobilisés ont déjà atteint le front et certains ont été tués ou capturés. Le 5 octobre, Poutine a signé un décret sur l'annexion de quatre régions d'Ukraine – les régions de Kherson, Zaporizhzhia, Donetsk et Louhansk. Dans ses déclarations, il a souligné à plusieurs reprises que tous les moyens possibles, y compris nucléaires, seront utilisés pour « protéger » les territoires capturés.

Dans le même temps, une campagne de terreur par missiles a été lancée, principalement contre l'infrastructure énergétique ukrainienne.

Les 10 et 11 octobre, plus de 100 missiles et drones kamikazes ont attaqué des villes et des villages ukrainiens. Il est fort probable que de telles attaques deviendront monnaie courante et que le système énergétique ukrainien sera constamment menacé. Pendant deux jours de bombardements intenses, un tiers de l'infrastructure énergétique du pays a été endommagé.

Tout cela ensemble indique que les dirigeants de la Russie ont décidé d'une sérieuse escalade dans cette guerre. Quelle est la raison de cette décision ? Qu'est-ce que cela signifie pour l'Ukraine et le monde ? Que devrait faire la communauté mondiale et que devrait exiger la gauche ?

Cette décision est une réaction à la défaite de l'impérialisme russe dans la guerre russo-ukrainienne.

La défaite s'est produite à tous les niveaux à la fois.

Premièrement, la défaite militaire de l'armée russe dans la région de Kharkiv par les forces armées ukrainiennes et l'avancée ultérieure dans les directions de Kherson et Lougansk. Récemment, les forces armées ukrainiennes ont libéré Bilogorivka – l'armée russe ne contrôle désormais entièrement aucune région ukrainienne (à l'exception de la Crimée). Il est devenu clair pour tout le monde, même pour les dirigeants russes, que de nouvelles pertes conduiraient non seulement à la libération des territoires capturés après le 24 février, mais également au retour [pour l'Ukraine] des territoires capturés depuis 2014. La mobilisation n'est qu'une tentative de la Russie pour maintenir sa position. Le succès de l'armée ukrainienne est devenu possible grâce au fait que la société à l'intérieur du pays s'est unie pour s'opposer à l'agresseur.

Deuxièmement, la défaite de la Russie dans la guerre économique avec l'Europe. La propagande russe a déclaré à plusieurs reprises que la Fédération de Russie trouverait d'autres acheteurs pour ses sources d'énergie, et l'Europe entière serait menacée d'effondrement sans le pétrole et le gaz russes. La réalité s'est avérée diamétralement opposée – les dernières données montrent que les ventes de pétrole russe ont chuté de près d'un quart, tandis que le prix du gaz en Europe se stabilise même dans les conditions d'une suspension presque complète des approvisionnements en provenance de Russie. La limitation prévue du coût du pétrole russe, cela



entraînera l'effondrement du principal secteur économique de la Fédération de Russie.

Tout cela est devenu possible grâce à des gens qui n'ont pas succombé à la thèse de la propagande russe selon laquelle «l'Occident souffrira plus des sanctions que la Russie», et ont continué à exiger un embargo sur le pétrole et le gaz. Il est décevant que parmi les personnes qui ont diffusé les récits de la propagande russe se trouvent des politiciens soi-disant «de gauche» – ces personnes, ainsi que les lobbyistes industriels, porteront la responsabilité de tels mensonges. Des économistes et des partis de gauche comme De Linke se sont associés à des lobbyistes d'entreprises (comme BASF) pour ne pas faire obstacle à la dépendance [de l'Europe] vis-à-vis de la Russie, ignorant complètement l'opinion des experts en énergie et des économistes.

Troisièmement, l'isolement presque complet de Poutine sur la scène internationale. Le congrès de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Samarcande a démontré que même l'Inde, principal partenaire économique de la Russie et principal acheteur de pétrole et d'armes russes, est extrêmement mécontente de la guerre en Ukraine. Même la Chine (qui profite sans aucun doute de la prolongation du conflit) a exprimé ses objections. Ceci est devenu possible grâce à une campagne internationale de solidarité sans précédent avec l'Ukraine, l'activité de nombreux groupes et politiques du monde entier qui font tout leur possible pour isoler la Russie et maximiser les coûts pour ceux qui voudraient encore continuer à coopérer avec elle. Ce ne sont pas des conversations téléphoniques et des appels à la paix, mais un isolement complet qui a amené Poutine penser qu'il perdrait la guerre.

Cette étape augmente les risques de globalisation du conflit et d'implication d'autres pays dans celui-ci.

Dans de telles conditions, les dirigeants russes ont compris qu'il était nécessaire de mettre fin à la guerre et de procéder à des négociations. Cependant, si la Russie devait demander des négociations maintenant, elle devrait les mener à partir d'une position très faible. L'escalade est nécessaire pour renforcer ses positions – la mobilisation augmente les risques pour l'Occident et freine la libération des territoires ukrainiens. En plus, la Russie active le chantage nucléaire – le prétexte est qu'une attaque contre les territoires occupés de l'Ukraine devient une prétendue attaque contre la Russie elle-même. Et c'est en augmentant le coût [de l'invasion] jusqu'à la défaite complète de la Russie l'Occident et l'Ukraine pourront négocier.

Le problème est que le plan [russe] ne fonctionnera pas. La direction de la Fédération de Russie est très en retard dans la mobilisation elle ne sera pas en mesure d'inverser le cours de la guerre, même en théorie. Les meilleurs soldats et armes qui pourraient être utilisés pour l'entraînement ont déjà été détruits. Ceux mobilisés ne seront que des fantassins mal entraînés et légèrement armés, comme ce fut le cas avec ceux mobilisés dans l'ORDLO¹.

Cependant, la mobilisation de l'armée russe fait peser une menace existentielle pour l'Ukraine. Toute

1. N.D.T. : les accords de Minsk utilisent l'expression «certaines parties des *oblasts* de Donetsk et Luhansk (ou "districts particuliers", en abrégé ORDLO)», pour désigner les territoires qui échappent au contrôle des autorités ukrainiennes.

trêve permettra à la Russie de former et d'armer une armée de plusieurs milliers d'hommes. Une guerre prolongée est maintenant moins dangereuse pour l'Ukraine qu'une trêve – à l'exception de celle qui inclurait la démilitarisation de la Fédération de Russie.

Le chantage nucléaire ne changera pas grand-chose non plus. Poutine se rend compte que l'utilisation d'armes nucléaires n'apportera pas d'avantages militaires significatifs, mais conduira plutôt à une réponse douloureuse d'une large coalition de pays – car les pays occidentaux s'opposeront à un tel tournant. D'un autre côté, cette évolution du point de vue de la hausse des enjeux conduira au fait que la Russie ne pourra plus simplement reculer – cela n'a pas de sens. Le retour au pays d'une armée de personnes en colère et mécontentes conduira à une révolution, tandis que le régime se retrouvera sans le soutien des faucons parmi les forces de sécurité, il ne pourra donc pas réprimer les émeutes. Le régime de Poutine a finalement lié son sort au sort de la guerre en Ukraine. On peut supposer qu'il continuera à faire monter les enchères dans l'espoir d'entrer dans les négociations avec une position de force.

Il n'est pas exclu que la Russie tente d'organiser un acte terroriste majeur dans un pays de l'OTAN avec un petit nombre de victimes humaines – une frappe de missile sur des infrastructures sensibles (par exemple, un terminal GNL dans un pays balte), une base militaire, etc., une tentative de percée sur le territoire de la Pologne ou des pays baltes. Tout cela créera un sérieux dilemme pour les pays de l'OTAN – comment répondre à une telle menace? Mener une opération offensive sur le territoire de la Russie? La doctrine de l'OTAN est conçue pour des actions défensives ou pour mener des campagnes expéditionnaires contre des forces rebelles. En outre,

toute décision nécessiterait un consensus total entre les États membres.

Pourquoi les dirigeants militaires et politiques de la Fédération de Russie pourraient-ils oser prendre une telle mesure?

La première raison: la réaction historiquement faible des pays occidentaux aux actes terroristes de la Fédération de Russie – l'assassinat de personnes, notamment par des armes chimiques, dans les pays occidentaux, l'explosion de dépôts militaires dans l'UE¹ – tout cela est resté pratiquement sans réponse sérieuse. L'OTAN s'est montrée extrêmement faible envers les menaces cachées ou hybrides – principalement parce que la plupart des pays membres sont démocratiques et que leurs gouvernements sont tenus d'être transparents. Nous voyons déjà la Russie faire des premiers pas dans cette direction – nous parlons de l'éventuel sabotage des gazoducs NS1/NS2. Cela démontre que la Fédération de Russie est prête à mener des opérations paramilitaires sur le territoire de l'UE en rapport avec les infrastructures énergétiques critiques. Elle est aussi motivée par l'échec de la guerre «du gaz» avec l'Europe. La guerre est toujours une continuation de la politique par d'autres moyens – la pression économique sur le secteur énergétique de l'UE sera renforcée par des actions militaires. À bien des égards, le bombardement actuel de l'Ukraine devrait servir d'«exemple»

1. NdT: allusion notamment aux explosions des entrepôts de munitions en Tchéquie en 2014. Selon le service de sécurité et de renseignement et la police tchèque, deux agents du GRU de l'unité 29155 ont été impliqués dans ces attentats.



et de «rappel» à l'Europe de ce dont la Russie est capable. L'infrastructure énergétique de l'Europe peut devenir la cible de la Russie, tout comme l'est actuellement l'infrastructure de l'Ukraine. Bien sûr, cette guerre n'est qu'entre la Russie et l'Ukraine. Cependant, les objectifs de la Russie allaient initialement beaucoup plus loin. L'objectif global de la guerre est de rendre à la Russie le contrôle de l'Europe (au moins sa partie orientale). Malgré l'effondrement des troupes russes, cet objectif n'a jamais été abandonné par la Russie – cela est montré par ses provocations constantes aux frontières occidentales. Si, dans la situation actuelle, la Russie parvient à forcer l'Europe à faire des compromis et à fermer les yeux sur le génocide [en Ukraine], cela signifie que la Russie réussira également à forcer l'Europe à faire des compromis sur d'autres questions. Par exemple, en matière de droits de l'homme ou d'écologie, puisque les efforts européens dans ces domaines ont sapé les bases du régime de Poutine.

La deuxième raison : tous les politiciens et personnalités publiques qui parlent encore de la nécessité d'une paix avec la Russie et de concessions à celle-ci. Moscou entend ces voix et s'attend à ce qu'elles empêchent une décision consensuelle sur la réponse militaire de la part de l'OTAN et forcent cette dernière à se diviser. Par conséquent, chaque politicien qui continue d'appeler à la paix avec la Russie à tout prix est responsable de cette situation et des autres escalades auxquelles les dirigeants de la Russie auront recours. Ces politiciens sont responsables du sang des citoyens ukrainiens et des victimes potentielles des attaques russes dans l'UE. Et parmi eux, beaucoup se disent «de gauche» : Corbin, Melanosh, Wagenknecht, Chomsky et d'autres. Ces gens sont une honte pour la gauche, ils détruisent la réputation de la gauche dans sa défense des victimes des

dictatures et encouragent Poutine à aller plus loin. Ces figures de la gauche répètent la même erreur que les socialistes, qui ont rejoint l'America First Committee¹ et d'autres organisations pacifistes pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous ne devons pas répéter leurs erreurs et devons cesser de tolérer de telles opinions dans les organisations de gauche.

Une telle décision intensifiera fortement les contradictions publiques et, surtout, de classe en Russie même, et ouvrira également la perspective de l'effondrement du régime de Poutine.

La mobilisation est extrêmement dangereuse pour la dictature russe. Dès le début de l'invasion, des analystes indépendants et la branche militaire russe ont déclaré que sans mobilisation, l'armée russe ne serait pas en mesure d'atteindre ses objectifs. Selon des informations provenant de nombreuses sources et au vu de la controverse publique, une aile du pouvoir de la direction russe fait pression sur Poutine et exige une mobilisation depuis avril. Cependant, il a constamment éludé cette décision et répété publiquement qu'il n'y aurait pas de mobilisation. Le président russe a été contraint d'y venir après l'effondrement complet du front. Précédemment, il n'y avait pas eu de mobilisation précisément parce

1. NdT : l'America First Committee était le principal groupe de pression isolationniste américain à s'opposer, au début des années 1940, à l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Le mouvement était noyauté par les antisémites et des pro-nazis.

que Poutine a compris le caractère catastrophique d'une telle démarche pour son régime. Malgré cela, il recourt à des mesures impopulaires et continue de prétendre que le système russe n'est pas menacé, contrairement à l'Occident. En fait, le régime politique de la Fédération de Russie est beaucoup moins stable à long terme,

Le niveau d'inégalité sociale en Russie est extrêmement élevé. Ce pays est l'un des leaders mondiaux des inégalités, qui ont des caractéristiques régionales et nationales. Alors que Moscou reste l'une des métropoles les plus chères du monde, les habitants des petites villes sont au niveau des pays africains pauvres. Ces républiques nationales les plus pauvres supportent un fardeau de guerre disproportionné, puisque pour la plupart, le seul moyen de gagner de l'argent est de rejoindre l'armée. Si vous regardez la carte des pertes documentées, vous pouvez voir que la plupart des morts se trouvent dans des régions pauvres où vivent des minorités nationales. Les habitants de Bouriatie ont fait état d'une mobilisation totale, en particulier dans les petits villages. La même chose se produit dans les territoires occupés – en Crimée, 80 % des mobilisés sont des Tatars de Crimée, alors qu'ils ne représentent que 20 % de la population.

Tout cela dépeint sous nos yeux une image classique d'une guerre de classe, que le régime semi-fasciste de la Fédération de Russie externalise – c'est-à-dire qu'il déplace les contradictions de classe internes vers l'extérieur. Poutine offre aux gens pauvres et en colère une cible sur laquelle exprimer leur colère, leur mécontentement – le peuple ukrainien et les pays occidentaux. C'est ce qu'a fait Hitler lorsqu'il a imputé les problèmes des ouvriers allemands aux Juifs, c'est ce que fait Poutine lorsqu'il a imputé aux Ukrainiens et à l'Occident les problèmes des Russes.

Ce schéma fonctionnera tant que l'ennemi extérieur apparaîtra plus dangereux pour le peuple que le régime lui-même. La soumission des peuples de Russie ne repose que sur la foi dans le pouvoir illimité du régime russe, dont il a fait preuve à maintes reprises en détruisant le peuple de Tchétchénie, en conquérant la Géorgie et en occupant l'Ukraine. Mais maintenant, la situation est en train de changer. La mobilisation montre clairement que le régime reconnaît sa faiblesse – son armée «la plus forte» a été vaincue, et maintenant le sort de sa guerre dépend de ceux qu'il est censé effrayer avec sa puissance.

La délégitimation du régime, qui détient le pouvoir absolu, ouvre des opportunités pour le retour de la guerre de classe dissimulée et externalisée à l'intérieur de la Russie. Le seul espoir de Poutine est maintenant que les pays occidentaux et l'Ukraine lui fassent des concessions avant que la situation ne devienne complètement incontrôlable. Une démonstration de faiblesse de la part de la communauté internationale contribuerait à relégitimer Poutine comme pouvoir absolu dans le pays. Si le monde entier ne peut pas y faire face, comment une nation, de plus si fortement divisée selon des lignes nationales et de classe, pourrait-elle le faire?

L'Occident n'a aucun droit moral de donner à ce régime une «victoire» et de faire des concessions. Nous voyons déjà des signes sérieux que même les représentants de l'élite les plus proches de Poutine ne veulent pas lier leur destin à son régime. De nombreux représentants des autorités et chefs de régions n'ont pas encore fait de déclarations publiques sur la mobilisation. De plus, une enquête menée par l'un des députés régionaux a montré que même les députés du parti au pouvoir Russie unie ne veulent pas répondre par écrit à la question du soutien aux actions militaires en cours et en reportent la



responsabilité sur le président. On observe également des protestations courageuses contre la guerre dans certaines régions où vivent des minorités ethniques, par exemple au Daghestan.

Nous ne savons pas si le régime russe tombera, nous ne savons pas quand cela pourrait arriver. Nous ne pouvons que dire sans équivoque que chaque jour avec l'effondrement qu'il connaît et auquel nous assistons actuellement, le régime s'affaiblit – étape par étape. Dans le même temps, plus le régime est faible, moins il aura de possibilités d'escalade. Les exécutants de la prochaine décision d'escalade pourraient tout simplement la saboter s'ils se rendent compte que le système est en perte de vitesse – tous ne veulent pas accompagner cette escalade.

L'Occident doit avoir une position cohérente et unifiée qui rejette sans équivoque tout chantage russe et tout projet de concession à la dictature russe, et maintenir cette position même s'il a la volonté d'en finir au plus vite.

Les risques pour l'Ukraine augmentent – c'est pourquoi nous et les pays occidentaux devons transférer l'économie sur des rails militaires. Les pays occidentaux devraient répondre à l'escalade en apportant un soutien à l'Ukraine dans tous les domaines.

La mobilisation «partielle» ne pourra pas inverser le cours de la guerre, mais elle conduira certainement à un prix plus élevé pour la libération des territoires. Les pertes parmi les soldats ukrainiens et la

population civile vont augmenter, d'autant plus que la Russie a lancé une campagne active de destruction des infrastructures civiles (barrages, centrales thermiques, centrales hydroélectriques).

L'Ukraine doit répondre à la mobilisation russe en renforçant encore ses forces de défense. Cela signifie que les forces armées auront besoin de plus de ressources et de plus d'armes. Le plus souvent, la question repose sur les ressources financières de l'Ukraine, qui ne sont pas importantes en raison du blocus maritime actuel et de la destruction des principales industries.

1. Premièrement: l'Ukraine doit mobiliser des finances à l'intérieur du pays. Introduisez des impôts sur le luxe, un prélèvement [fiscal] militaire progressif, confisque tous les actifs des entreprises russes, introduisez des taxes sur les biens d'investissement – immobilier, voitures, autres biens coûteux. Cela permettrait une augmentation des dépenses publiques sans risquer une forte hausse du taux de change et de l'inflation. Le format actuel de mobilisation financière, sous la forme d'émission d'«obligations militaires» avec un taux deux fois inférieur à l'inflation, est une erreur et n'est nécessaire que pour permettre d'allouer des fonds de la Banque nationale d'Ukraine aux besoins de dépenses de l'État – presque personne sauf la NBU achète ces obligations.

Parallèlement à la mobilisation des finances, nous devons également mobiliser des ressources. Tout ce dont nous disposons doit être mobilisé, y compris les personnes. Le chômage pendant la guerre, alors que le besoin de main-d'œuvre ne fait qu'augmenter, est absurde. Pour créer des emplois, il faut augmenter les dépenses de l'État et du secteur privé – cela peut se faire soit en baissant le taux directeur [des taux d'intérêt] (lutter contre l'inflation par des moyens

fiscaux, et non monétaires – par les impôts), soit en accordant des subventions de l'État et des prêts préférentiels dans les domaines prioritaires (production d'électricité, industries d'exportation, complexe militaro-industriel).

2. Deuxièmement: les pays occidentaux devraient également prendre des mesures pour confisquer les biens de la Russie et des oligarques russes et augmenter considérablement l'aide financière à l'Ukraine. Le gouvernement américain confisque depuis des années les biens de ses citoyens les plus pauvres, mais depuis six mois, il retarde la confiscation des biens d'un pays qui commet un génocide et menace le monde entier d'une apocalypse nucléaire. Les États-Unis et les pays occidentaux craignent que d'autres propriétaires sans scrupule de capitaux décident de ne pas conserver leurs fonds dans ces pays dans ce cas où de telles confiscations seraient menées. L'Occident doit, décider s'il veut continuer à détenir l'argent des dictateurs et des assassins, qui sera éventuellement utilisé pour les attaquer lui et ses alliés?

Jusqu'à présent, malgré tous les discours sur le soutien total à la résistance ukrainienne, les pays occidentaux bloquent l'approvisionnement de certains types d'armes. Il s'agit de BMP [véhicule de combat d'infanterie], de chars, d'avions, d'hélicoptères de type occidental et de systèmes de missiles à moyenne portée (plus de 100 km). Tout cela est absolument nécessaire pour la libération des territoires ukrainiens. Le manque d'approvisionnement de ces systèmes entraînera davantage de victimes parmi les militaires et les civils ukrainiens. Pourquoi l'Europe et les États-Unis bloquent-ils l'approvisionnement de ce type d'armes? Différents politiciens à différents moments ont donné des raisons différentes – les États-Unis disent que leur équipement

est trop complexe, l'Allemagne qu'elle ne veut pas faire le premier pas vers une éventuelle escalade.

La question de la complexité de la maintenance peut être légitime, mais nos forces armées ont démontré leur capacité à maîtriser rapidement tout équipement moderne – lors de l'invasion à grande échelle, l'artillerie, les véhicules blindés et la marine ont été améliorés. De plus, les États-Unis peuvent revenir à la pratique éprouvée consistant à fournir d'abord un équipement plus simple, et après qu'il soit maîtrisé, fournir soit des volumes plus importants, soit des armes plus avancées.

Les arguments de l'Allemagne ne sont pas moins frivoles – la politique de Scholz a conduit à une nouvelle escalade et n'a fait qu'encourager l'agression russe. Les prétextes concernant des obligations envers les alliés semblent ridicules – à part les États-Unis et l'Allemagne, il n'y a pas d'autres pays qui pourraient fournir des chars et des véhicules de combat d'infanterie dans la quantité requise. Dans le même temps, les États-Unis, au contraire, sont favorables au transfert des chars allemands.

Les politiciens ont tendance à donner la priorité aux décisions qui comportent moins de risques pour eux à court terme, provoquant des conséquences à long terme. C'est le résultat de la marchandisation de la politique et de sa transformation en marché – la question de la popularité ici et maintenant est bien plus importante pour un politicien que l'héritage qu'il laissera derrière lui.

C'est cet opportunisme – la priorité accordée aux objectifs à court terme par rapport aux objectifs à long terme – qui est la principale vulnérabilité de l'Occident vis-à-vis de la Russie. Les dirigeants russes ne tableraient pas sur le chantage au gaz, s'ils ne savaient pas que les entreprises européennes, même en raison d'une petite baisse à court terme des



bénéfices, commenceraient à paniquer, et exigeraient par l'intermédiaire de leurs lobbyistes de fermer les yeux sur le génocide. Poutine n'aurait pas escompté une faible réaction des pays de l'OTAN s'il ne savait pas que les politiciens ont tendance à ne pas prendre de décisions qui comportent au moins des risques minimales à court terme – même si l'inaction comporte des risques beaucoup plus importants à long terme.

La lutte contre l'agression russe aujourd'hui est aussi une lutte contre notre propre opportunisme, né du fait que toutes nos relations se sont transformées en relations marchandes. C'est par l'abandon de la course aux gains politiques et économiques immédiats et à la compréhension des conséquences à long terme de l'agression russe que l'Europe et les États-Unis ont pu s'unir et aider l'Ukraine à remporter à une victoire importante dans les deux étapes de la guerre – la bataille de Kyiv et le Donbass.

Les pays de l'Occident doivent cesser d'hésiter, affronter les risques à court terme et répondre clairement collectivement à cette escalade

1. Poursuivre la politique d'isolement de la Fédération de Russie. Inclure la Russie dans la liste des États qui parrainent le terrorisme. Interdire aux citoyens européens d'occuper des postes de direction dans des entreprises russes. Réduire les relations diplomatiques avec la Russie.

2. Fournir immédiatement et collectivement à l'Ukraine des véhicules blindés lourds, des chars, des

avions, des hélicoptères modernes de type occidental et des missiles à moyenne portée. Augmenter le niveau de formation des soldats ukrainiens. Augmenter le montant de l'aide financière pour l'Ukraine.

3. Poursuivre la politique d'isolement de l'économie russe. Interdire aux entreprises européennes et américaines d'opérer en Russie. Chaque entreprise qui opère encore en Russie contribue essentiellement à la mobilisation – c'est inacceptable. Il est également nécessaire d'introduire une limite aux prix du pétrole et d'imposer des sanctions à ceux qui ne respectent pas cette limite et augmentent leur consommation de pétrole russe depuis le 24 février.

Seule une telle réponse conjointe peut aider à empêcher l'agression russe de continuer à s'intensifier. La mobilisation et l'annexion du territoire ukrainien rappellent une fois de plus que la politique d'apaisement ne fait qu'encourager des actions d'escalade de la part des dirigeants russes.

PUBLIÉ PAR LE SITE DE [SOTSIALNIY RUKH](#),
20 OCTOBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

À PROPOS DE L'USAGE DE LA LANGUE RUSSE

DÉCLARATION DE SOTSIALNIY RUKH

La libération des territoires sous occupation russe posera inévitablement la question de la réintégration des populations libérée. Cette question nécessite une attention particulière, si, bien sûr, nous voulons recouvrer non seulement les territoires, mais réintégrer aussi leurs habitants. Cependant, les représentants des autorités [ukrainiennes] agissent souvent selon une logique différente, recourant à l'incitation à la haine contre la langue [russe].

Le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine Alexei Danilov a déclaré que «la langue russe doit disparaître complètement de notre territoire en tant qu'élément de propagande ennemi et de lavage de cerveau pour notre population.»

Comme on le sait, les Russes considèrent que la nation ukrainienne, la langue ukrainienne et la culture ukrainienne doivent être détruites comme phénomènes incompatibles avec l'«idée nationale» russe. Et cela sert d'excuse à la guerre et à tous les crimes des autorités russes. Mais au lieu de dénoncer cette illusion, nos autorités s'y complaisent.

La langue russe n'est pas seulement celle de Poutine et Solovyov – c'est la langue de millions d'Ukrainien·nes, y compris ceux qui combattent l'impérialisme russe. La langue russe est d'une grande importance pour beaucoup de ceux qui vivent sous occupation. Le déni du droit de ces gens de parler leur langue maternelle entraîne le rejet d'une grande partie de la société.

Ainsi, Danilov ne s'oppose pas à la propagande russe mais y contribue. Nous condamnons fermement

de telles déclarations. Russophone ne veut pas dire pro-russe!

Nous rappelons que la situation dans laquelle un groupe de personnes par signes linguistiques subit des restrictions de droits relève de la définition de la discrimination (article 1 de la loi ukrainienne «sur les principes de prévention et de lutte contre la discrimination en Ukraine»). Conformément à la Constitution ukrainienne, l'Ukraine garantit le libre développement de toutes les langues des minorités nationales d'Ukraine.

Par conséquent... les discours haineux doivent être rejetés en tant qu'élément de propagande ennemie et de lavage de cerveau de notre population.

Non au chauvinisme!

Solidaire - oui!

LE 23 OCTOBRE 2022



Une brochure pour la défense des droits de salarié-es ukrainien-nes

Marre de subir des violations de vos droits! Vous voulez vous protéger? Alors notre brochure vous sera utile! En effet, les travailleurs connaissent une situation difficile maintenant, en raison des horreurs de la guerre mais aussi des attaques des employeurs avides et un pouvoir qui est en faveur de ces derniers. Mais la législation contient encore de nombreuses garanties qui peuvent être utilisées. Les connaître vous facilitera la tâche pour vous défendre face à votre employeur.

Pour télécharger la brochure :
<https://tinyurl.com/cexexpaz>



LES GAUCHES ET L'INVASION DE L'UKRAINE

TRIBULATIONS D'UN BRIGADISTE AU PAYS DE LA CARABISTOUILLE DÉCONCERTANTE

PATRICK SILBERSTEIN

When my eyes were stabbed by the flash of a neon light
That split the night
And touched the sound of silence
And in the naked light, I saw
Ten thousand people, maybe more
People talking without speaking
People hearing without listening
People writing songs that voices never shared
And no one dared
Disturb the sound of silence
«Fools» said I, «You do not know
Silence like a cancer grows
Hear my words that I might teach you
Take my arms that I might reach you»
But my words, like silent raindrops fell
And echoed in the wells of silence
And the people bowed and prayed
To the neon god they made
And the sign flashed out its warning
In the words that it was forming
Then the sign said, «The words on the prophets are written on
the subway walls
In tenement halls»
And whispered in the sound of silence
(Simon and Garfunkel, *The sounds of silence*, 1964).

Il n'est guère difficile d'imaginer la stupeur et la colère de la gauche ukrainienne qui, sous le feu des bombes, a pu observer les silences – au mieux gênés, au pire complices – d'une partie significative de la gauche politique ou les prises de position du *Monde diplomatique*¹. Depuis le premier volume de *Solidarité avec l'Ukraine résistante*, le 3 mars 2022

1. Pour une critique de la ligne du *Monde diplomatique*, voir les billets de Dominique Vidal (*Solidarité avec l'Ukraine résistante*, n° 12) et les articles de Vincent Présuney et Jean-Marc Adolphe sur le blog *Entre les lignes entre les mots*.

au huitième jour de l'invasion de l'Ukraine par les troupes de l'impérialisme russe, les Brigades éditoriales de solidarité, constituées à la hâte et pour la circonstance, ont voulu *avant tout* s'adresser à cette gauche ukrainienne pour briser le silence entretenu par une certaine gauche et pour affirmer l'existence à l'échelle internationale d'une *autre* gauche. Une gauche internationaliste qui se tient, contre vents et marées, aux côtés de la résistance ukrainienne face à l'impérialisme russe et qui soutient le droit à l'existence d'une Ukraine libre et indépendante. Une gauche internationaliste pour laquelle la paix passe *avant tout* par le retrait des troupes de la Fédération de Russie de *toute* l'Ukraine, une gauche internationaliste qui défend le droit de cette République, aussi imparfaite soit-elle, à s'armer par tous les moyens nécessaires, une gauche internationaliste qui, est-il besoin de le rappeler, n'oublie pas que d'autres puissances ont leur propre agenda dans cette guerre voulue par la Russie.

Dans les pages de *Solidarité avec l'Ukraine résistante*, nous avons privilégié les expressions des résistances ukrainiennes – et également russes et biélorusses. Cependant, au fil des treize volumes parus, les Brigades éditoriales de solidarité ont publié de nombreux articles, venus d'Europe, des États-Unis, d'Amérique latine et d'Asie, consacrés à la critique de la gauche dite campiste, néocampiste, semi-campiste ou pacifiste². Nous avons surtout voulu faire entendre les critiques et les interpellations venues

2. En évitant de confondre les complices avec les myopes ayant des difficultés à appréhender les situations inédites ou inhabituelles.

d'Ukraine, en espérant que celles-ci, rédigées sous les bombes, dans les caves ou dans les tranchées, parviennent aux oreilles de cette gauche sourde et muette. «Écoutez-nous», «Parlez-nous plutôt que parler de nous», «Essayez de comprendre ce que nous vous disons», telles ont été, depuis le 24 février, les exhortations des gauches ukrainiennes. De *toutes* les gauches ukrainiennes, politiques, syndicales, féministes, anticoloniales, etc.

La guerre ayant duré plus longtemps que prévu, les Ukrainiennes ayant obstinément refusé de céder aux canons de l'impérialisme russe et à ceux des injonctions de ce que Leila al-Shami appelle l'«anti-impérialisme des imbéciles», une partie de ces forces, sans doute sensibles à l'opinion publique qui refuse, malgré tout, de lier la dégradation de son niveau de vie à l'aide apportée à l'Ukraine, a commencé à louer¹. Il devenait utile pour certaines d'entre elles de se dégager soit d'une complaisance plus ou moins avérée avec le régime poutinien soit d'un neutralisme frisant la non-assistance à peuple en danger.

Cette gauche tente désormais de faire oublier son silence en manifestant haut et fort sa condamnation du satrape de Moscou, devenu un paria sur la scène internationale, tout en omettant *volontairement* (et maladroitement) de manifester aussi haut et aussi fort son soutien au peuple d'Ukraine qui résiste. Peut-on condamner l'agresseur sans, dans la foulée et avec la même vigueur, reconnaître à la victime le droit de se défendre et de (sur)vivre?

Il s'agit donc désormais de brouiller les cartes et pour ce faire, rien de tel que de faire perdre leur sens

1. La lecture chronologique des blogs et le visionnage des propos des différentes «leaders» de la gauche politique sur les antennes sont tout à fait illustrant de l'évolution de leur posture. Un·e politologue avisé·e en tirerait certainement quelques leçons qui pourraient nous être utiles.

aux mots². Les appels à la paix, au désarmement, au cessez-le feu immédiat, à la concorde internationale, à l'amitié entre les peuples et à l'internationalisme prolétarien ne sont, souvent, au pire que des masques et des faux-nez et, au mieux, de la logomachie désincarnée, du ripolinage à la va-vite.

Dans un article récent, Yorgos Mitralias note qu'«il a suffi que l'armée ukrainienne avance vers Kherson et s'approche de la Crimée pour que refassent surface les “encouragements” et autres “conseils” des Occidentaux aux autorités ukrainiennes pour qu'elles cessent d'être “inflexibles” et n'insistent pas trop à vouloir recouvrer l'entièreté des territoires occupés par la Russie de Poutine!³».

Dans une déclaration que nous publions dans ce volume, Sotsialniy Rukh relève que «l'isolement presque complet de Poutine sur la scène internationale» a été rendu «possible grâce à une campagne internationale de solidarité sans précédent avec l'Ukraine, l'activité de nombreux groupes et politiques du monde entier [...]. Ce ne sont pas des conversations téléphoniques et des appels à la paix, mais un isolement complet qui a amené Poutine à penser qu'il perdrait la guerre.»

Alors, non le mot d'ordre du jour n'est pas le cessez-le-feu, mais le retrait *immédiat* des troupes de Poutine de *toute* l'Ukraine. Si l'Ukraine devait négocier, ce serait à ses conditions, au moment où elle le décidera⁴. Et certainement pas sur la base d'une

2. S'il s'agissait d'une meilleure compréhension de la réalité et des enjeux, nous en prendrions acte et ce serait positif. Malheureusement, il ne s'agit, souvent, que de petites manœuvres de dédouanement.

3. Yorgos Mitralias, «Amadouer Poutine», <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/11/05/amadouer-poutine/>. Les partisans de gauche de la «paix immédiate» seraient sans doute surpris si on signalait une certaine proximité de fait avec la diplomatie française. Nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir.

4. Ce fut, rappelons-le, notre attitude à l'époque de la guerre du Vietnam.



paix au prix fixé par la Fédération de Russie qui exigera, sans aucun doute, le dépeçage du territoire ukrainien et la pérennisation des pseudo-républiques à sa botte, autoproclamées après des référendums orchestrés par Moscou, dans une quasi-indifférence de la communauté internationale (et de ces gauches complaisantes).

Heureusement, les gauches ukrainiennes ne manquent pas d'air. Elles, qui comptaient encore hier, pour *peanuts* dans les cénacles de gauche, n'hésitent pas à interpeller de manière un tantinet brutale cette gauche qui confond, comme l'écrit Hanna Perekhoda¹, le 4 août 1914 avec le 14 juin 1940.

Bien qu'il soit extrêmement tentant pour un brigadiste éditorial moyen de se lancer dans une polémique contre ceux qui jouent cette partition, je résisterai à ce penchant. En effet, le jugement qui nous importe et qui nous guide, c'est celui des gauches ukrainiennes, de ses syndicalistes, de ses féministes et de ses intellectuel·les combattant·es. Ces gauches peuvent certes commettre des erreurs – qui n'en commettrait pas dans une telle situation, qui n'en a pas commises dans des situations plus « ordinaires » ? Ce sont ces gauches-là qui, aujourd'hui, combattent un impérialisme concret, luttent pour l'indépendance et la survie de la nation ukrainienne, pour les libertés démocratiques, tout en se battant pour une autre Ukraine et, sans aucun doute, pour faire advenir un autre monde.

Alors que dans une récente déclaration, que nous publions dans ce volume, Sotsialniy Rukh relève ce ne sont pas les « conversations téléphoniques » avec le dictateur du Kremlin qui ont mis la Fédération de Russie en difficulté mais la résistance du peuple

ukrainien et une « campagne internationale de solidarité sans précédent avec l'Ukraine » et « l'activité de nombreux groupes et politiques du monde entier », il n'est pas inutile de rappeler le message que nous adressait, il y a quelques mois, Taras Bilous, socialiste révolutionnaire et engagé volontaire sur le front :

La principale chose que je ressens maintenant de ces discussions est de la fatigue et de la déception. Trop de temps à devoir réfuter la propagande russe [...] trop de temps à expliquer pourquoi Moscou n'a pas de « préoccupations légitimes de sécurité » qui lui permettrait de justifier la guerre, trop de temps à affirmer les prémisses de base du droit à l'autodétermination avec lesquelles tout militant de gauche devrait déjà être d'accord. [...] Ce qui est peut-être le plus frappant [...] c'est que l'on ignore l'opinion des Ukrainiens. [...] Les Ukrainiens sont encore souvent présentés soit comme des victimes passives avec lesquelles il faut compatir, soit comme des nazis qu'il faut condamner. [...] Au cours des derniers mois, même de nombreuses personnes bien intentionnées ont lancé des appels de plus en plus forts mais finalement vagues en faveur de négociations et d'un règlement diplomatique du conflit. Mais qu'est-ce que cela signifie exactement ? [...] Un appel à la diplomatie en soi ne signifie rien si nous n'abordons pas la question des positions [de chacun] dans la négociation, les concessions concrètes possibles et la volonté des parties d'adhérer à tout accord signé. Tout cela dépend directement de l'évolution des hostilités, qui dépend à son tour de l'ampleur de l'aide militaire internationale. Et ceci peut accélérer la conclusion d'une paix juste².

1. Voir Hanna Perekhoda, « À propos des “bons opposants russes” », dans ce volume. Publié initialement dans *Arguments pour la lutte sociale*, <https://aplutsoc.org/2022/10/30/>.

2. Taras Bilous, « Je suis un socialiste ukrainien, voici pourquoi je résiste à l'invasion russe », dans Brigades éditoriales de solidarité, *L'Ukraine insurannée*, Paris, Syllepse, 2022.

À PROPOS DES « BONS OPPOSANTS RUSSES »

HANNA PEREKHODA

Le parti de Jean-Luc Mélenchon a tenu une conférence de presse à l'Assemblée nationale où la parole a été donnée à trois Russes. Les noms vous sont familiers. Alexei Sakhnin, Andrei Rudoï et Yelizaveta Smirnova, présentés comme membres de la « coalition des socialistes russes contre la guerre ». Le modérateur de la discussion était Sa Majesté la République c'est Moi. Oh désolé, Mélenchon. Je ne peux que le féliciter pour cette opération de relations publiques réussie. L'un des principaux pantins de Poutine dans la politique française pourra désormais plaider: « Écoutez, je ne suis pas un défenseur de Poutine, puisque j'ai des amis antiguerre russes »!



Je ne sais pas si les militants invités réalisent pleinement dans quoi ils se sont embarqués, mais ce n'est pas mon problème. Quoi qu'il en soit, je ne peux qu'être heureuse pour eux, et pour le fait qu'ils aient réussi à quitter la Russie. Je peux me mettre à leur place et comprendre leur choix. Le problème est autre. Quel est leur « discours antiguerre » maintenant qu'ils peuvent s'exprimer librement sur le sol français?

Il suffit de dire que l'Ukraine et les Ukrainiens n'ont pas eu l'honneur d'être mentionnés par les militants antiguerre. Mais ils ont eu le temps de discuter avec les Français de la manière dont ils veulent construire un nouveau monde démocratique après la guerre. Ils auraient pu même montrer une carte, mais allez savoir pourquoi, ils n'y ont pas pensé.

À la trente-cinquième minute de la conférence, un journaliste du public a posé, apparemment gêné,

une question. « Avez-vous quelque chose à dire aux Ukrainiens? » Rudoï répond: « La majorité ouvrière de la Russie et celle de l'Ukraine n'ont rien à se reprocher. Nos principaux ennemis sont nos autorités. Ce qui est nécessaire, c'est l'unité de la majorité ouvrière de Russie et d'Ukraine contre les autorités bourgeoises. »

Est-il utile d'expliquer quel est le problème à ce spécimen pour musée du chauvinisme russe pseudo-internationaliste? Je peux l'expliquer spécialement, au cas où cela ne serait pas encore évident pour tout le monde.

Je ne connais pas ce type. Eh bien, au cas où vous le fréquenteriez, dites-lui que les socialistes ukrainiens en ont assez de voir les socialistes russes faire leur traditionnel numéro de danse.

Non, les autorités ukrainiennes ne sont pas nos principaux ennemis. Nos principaux ennemis sont les autorités russes, qui mènent une guerre d'invasion sur notre territoire. Nous aimerions sincèrement vous aider à sortir de votre cocon impérial et vous aider à réaliser enfin une vérité simple qui vous permettrait de sortir de votre impasse politique. Seule la victoire de l'Ukraine et l'abolition de l'empire colonial russe permettra, comme sa première et unique condition, la libération du peuple russe. Il est impossible de sauter par-dessus cette étape pour se retrouver dans votre « Russie socialiste du futur ».

Si, au cours de ces neuf mois de guerre d'invasion, vous n'avez pas compris que vous n'étiez pas les Français en 1914, mais que vous êtes les Allemands en 1939, je ne peux que compatir à votre manque

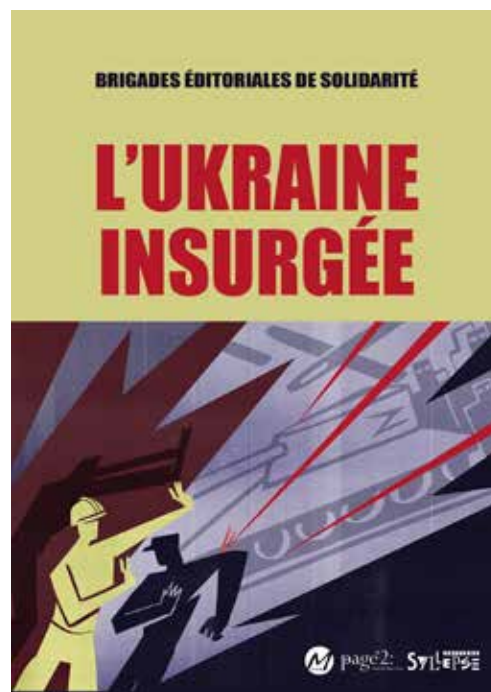
d'éducation historique¹. Si vous voulez continuer à jouer à l'éveil de la conscience de classe des prolétaires vivant dans un État fasciste, personne n'a le droit de vous en empêcher. Mais ne vous étonnez pas d'avoir droit à un tour de montagnes russes sur la réalité, que vous refusez soigneusement de comprendre. La société russe est imprégnée de conscience coloniale, de chauvinisme et d'impérialisme messianique. Cette idéologie a empoisonné les gens de toutes les strates sociales et, à moins que vous ne vous dressiez droit contre elle, vous ne pourrez rien faire d'autre que d'entraîner le mouvement socialiste russe dans une nouvelle série d'échecs.

Les socialistes ukrainiens sont prêts à vous tendre la main et à vous inviter à nous rejoindre dans notre lutte contre l'expansionnisme et l'impérialisme russes, dont la victoire est la première condition nécessaire à toute lutte pour une société juste, tant en Russie qu'en Ukraine. Nous, Ukrainiens, sommes en train de perdre nos meilleurs éléments, y compris ceux de gauche, qui ont pris les armes y compris pour vous

1. Note du brigadiste délirant au pays de la carabistouille déconcertante : « Alors là, Hanna, t'est gonflée. » Du coup, mon sang – rouge, rouge du sang des zououvriers – n'a fait qu'un tour, alors que j'étais attablé au Croissant à siroter une vodka polonaise (la meilleure, bien qu'un peu traître par nature) en lisant tranquillement mon journal de classe. Je te le dis, Hanna, c'est pas bien de se gausser comme ça de la fraternisation ouvrière. Tu sembles l'avoir oublié, Hanna, les prolétaires n'ont pas de patrie (relis donc les classiques. Je dois pouvoir te prêter les éditions de Moscou, là où j'ai tout appris). *L'Huma*, le journal de la classe ouvrière française, c'est un peu comme si elle te parlait à toi directement pour te donner une bonne leçon d'internationalisme prolétarien : « Il est particulièrement réconfortant en ces temps de malheur de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir avec les soldats allemands ; soit dans la rue, soit au bistro du coin. Bravo camarades, continuez même si cela ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants ! La fraternité des peuples ne sera pas toujours une espérance, elle deviendra une réalité vivante. » Voilà qui est bien dit. Ah, merdrre, quand je vous disais que la vodka polonaise était un peu traître, c'est *L'Huma* du 4 juillet 1940 que j'étais en train de lire. Non mais quel con ce chien enragé d'hitléro-trotskiste qui capitule devant l'OTAN.

sauver, vous, de votre principal malheur – l'empire qui se prend pour un État-nation. Et vous, vous faites quoi ?

J'aimerais, bien sûr, avoir tort, mais malheureusement, il semble que nous allons devoir contempler votre échec honteux et nous allons devoir, comme toujours, compter uniquement sur nous-mêmes pour résoudre le problème d'un empire devenu fou.



396 pages
dont 12
en couleurs
20 €
Les bénéfices seront
intégralement reversés
à la solidarité

LA GAUCHE OCCIDENTALE À UN CARREFOUR HISTORIQUE AVEC LA GUERRE EN UKRAINE

MICHEL NOBILE¹

La mascarade des référendums dans les territoires occupés, les annexions décrétées et rapidement reconnues par la servile Douma, la mobilisation partielle, l'agitation sans motif de la menace nucléaire contre un État non nucléaire qui se bat pour défendre son propre territoire, les missiles tirés encore une fois sur des cibles civiles: voilà des faits qui devraient faire comprendre, même aux plus inconscients, que l'attaque contre l'Ukraine est une opération impériale qui n'a rien de défensif, exactement comme tant d'autres invasions et tant d'opérations «secrètes» des impérialismes occidentaux. L'annexion illégale des territoires ukrainiens occupés exclut actuellement toute possibilité de solution politique à la guerre déclenchée par le gouvernement russe.

Poutine et les faux pacifistes se plaignent de la «trahison» de la promesse qui aurait été faite de ne pas étendre l'OTAN dans la zone déjà soumise à l'Union soviétique. Quelle naïveté!, a-t-on envie de s'exclamer. Indépendamment de la volonté de Washington ou de Berlin, il est évident que soit pour des raisons de sécurité soit pour les perspectives d'emploi, les élites et les peuples anciennement soumis à l'URSS sont attirés par l'OTAN et par l'Union européenne.



Quoi qu'il en soit, l'énumération des méfaits des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN ne fait pas de l'agression de Poutine contre le peuple ukrainien un crime politique moins grave.

La gauche qui se veut démocratique, pacifiste, voire anti-impérialiste, doit décider du critère à partir duquel elle juge les actions des grandes puissances et la résistance des peuples à l'agression. Elle doit choisir entre le critère géopolitique et l'équilibre des forces entre les puissances, qui l'amèneront inévitablement à se ranger du côté de l'un des «camps» impériaux, et l'autre choix, qui, lui, consiste à soutenir systématiquement les luttes des peuples pour leur libération et pour l'indépendance nationale, quels que soient leurs dirigeants ou les régimes politiques.

Le critère permettant de juger les actions des grandes puissances et la résistance d'un peuple face à une agression ne peut être le ressentiment des chefs d'État – de Poutine ou de n'importe quel autre – face à la «trahison» des promesses faites par d'autres chefs d'État et au redimensionnement de la sphère d'influence de la puissance en question. Le critère ne peut pas non plus être la menace, réelle ou supposée, qui existerait à proximité des frontières. Avec une telle logique, on pourrait justifier l'attaque de la baie des Cochons à Cuba en 1961 et le blocus de l'île, qui a débuté avec la crise des missiles nucléaires en 1962: après tout, ce qui était en jeu à l'époque, c'était la possibilité de frapper les villes américaines de la côte avec des ogives nucléaires en quelques minutes. La logique géopolitique et la

1. Michele Nobile est membre de la rédaction de Massari Editore, qui participe aux Brigades éditoriales avec l'Ukraine, et du blog *Utopia Rossa*, utopiarossa.blogspot.com/.

théorie des dominos qui tombent en série justifieraient l'agression américaine au Vietnam, la «guerre de basse intensité» en Amérique centrale, etc.

L'idée selon laquelle les intérêts et les actions de la Russie (et de la Chine) doivent être soutenus parce qu'ils contrebalanceraient ceux des États-Unis ou de l'Union européenne n'est pas non plus acceptable: il s'agit, là aussi, d'un concept découlant de la géopolitique des sphères d'influence impérialistes et non de l'internationalisme démocratique, et encore moins de l'internationalisme révolutionnaire. La logique géopolitique implique l'acceptation de la division du monde en sphères d'influence, un critère de «camp» selon lequel ce que fait la puissance A est toujours «mauvais», tandis que ce que fait la puissance B est toujours «bon» ou du moins «compréhensible» en réaction aux méfaits de A ou pour équilibrer les prétentions dominantes de A. Selon cette logique, lors de la Première Guerre mondiale, les «campistes» d'aujourd'hui auraient pris parti pour l'une ou l'autre des puissances impérialistes en conflit.

Il y a une raison très simple pour laquelle les démocrates et les socialistes conséquents ont toujours défendu l'indépendance politique et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes: c'est la condition élémentaire pour qu'il y ait, à l'intérieur d'un pays, à la fois des progrès dans le domaine des libertés politiques, de la démocratie, de l'organisation autonome des travailleurs et de la lutte pour se libérer de l'exploitation. Le colonialisme et l'intégration forcée dans une sphère impériale sont contraires à la fois à la démocratie politique et à la création des meilleures conditions pour la lutte des classes.

La gauche qui se fonde sur des critères géopolitiques, étatistes et «campistes» fait un bond en arrière d'un siècle et demi: à l'époque qui a précédé la solidarité totale manifestée par les démocrates et

les socialistes internationalistes avec la lutte insurrectionnelle des Polonais contre le régime tsariste en 1863-1855.

Les «souverainistes» qui, détestant l'Amérique et l'Union européenne, se rangent du côté de Poutine et de l'impérialisme russe, et ceux qui condamnent l'agression russe mais refusent à l'Ukraine le droit de se défendre en se procurant des armes partout où c'est possible, par choix délibéré et par opportunisme inconséquent renoncent à défendre la liberté d'un peuple de décider de son propre avenir. Ils se placent de fait en dehors d'une tradition démocratique et socialiste plus que séculaire. Ils adoptent une position réactionnaire, «en faveur de la restauration d'un ordre social ou politique historiquement dépassé», en l'occurrence sur le dos du peuple ukrainien.

L'Union soviétique est morte depuis longtemps, et avec elle le Comecon et le pacte de Varsovie. Nous devons nous débarrasser du fantôme de l'URSS et de l'identification entre l'État et le socialisme. Nous devons comprendre qu'un nouvel impérialisme grand-russe est né, animé par l'idée de ressusciter une version actualisée de l'empire tsariste et de la doctrine Brejnev de la «souveraineté limitée», limitée dans les faits par ce que le Kremlin considère comme sa sphère d'influence. Désormais, il n'est plus question de «socialisme», même pas dans le nom, mais de «monde russe».

Le capitalisme russe a produit sa propre forme d'impérialisme, qui est plus arriérée et moins attrayante pour les travailleurs ordinaires que celle dite «occidentale», mais pas moins dangereuse. Au contraire, c'est précisément l'infériorité économique du capitalisme russe qui pousse le régime de Poutine à recourir à la violence au cœur de l'Europe et à utiliser la carte des «compatriotes» à l'étranger, comme

autrefois Hitler, seuls moyens dont il dispose pour se tailler une sphère d'influence.

Que les armes destinées à la défense du peuple agressé proviennent de l'impérialisme dit occidental ne change rien à un point fondamental: les Ukrainiens doivent être libres de choisir leur propre avenir.

Le régime de Haïlé Sélassié en Éthiopie était certainement réactionnaire, mais aurait-il dû être privé d'armes pour résister à l'agression italienne en 1936? Les grandes puissances jouent toujours leur jeu, mais lorsque l'URSS avait fourni des armes à Cuba, au Vietnam ou au Nicaragua, s'agissait-il d'une «guerre par procuration» ou d'un «choc entre impérialismes», qui aurait dû entraîner le défaitisme chez les deux adversaires? Ou ne s'agissait-il pas de la question de l'autodéfense d'un peuple, qui se procurait des armes auprès de ceux qui voulaient bien les lui fournir?

L'Ukraine n'a même pas entamé le processus, qui peut durer des années, au terme duquel un État peut devenir membre de l'Organisation atlantique; en effet, la faible possibilité de voir l'Ukraine admise au sein de l'OTAN et de l'Union européenne s'est évanouie à partir du moment où la Russie a envahi la Crimée et lancé la sécession dans les oblasts de Donetsk et de Luhansk. Mais ça, Poutine et les prétendus pacifistes ne le disent pas.

Nous devons nous débarrasser des lunettes déformantes du «campisme» nostalgique et du cynisme géopolitique pour voir la guerre en Ukraine pour ce qu'elle est: la tentative de l'impérialisme russe de soumettre un peuple, à laquelle il faut résister par tous les moyens. Et cela, pour les démocrates, les internationalistes et les véritables pacifistes, devrait être un argument suffisant.

La condition minimale pour parvenir à une solution juste à la guerre en Ukraine a été indiquée par

l'Assemblée générale des Nations unies, qui a exigé que la Russie «retire immédiatement, complètement et inconditionnellement toutes ses forces militaires du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues». Même les pacifistes non violents ne peuvent, pour des raisons morales, ignorer la condamnation sans appel de ce crime d'agression et renoncer à lutter avec des méthodes non violentes contre l'invasion russe: manifestations pacifiques, grèves, sabotages, désertions, évasions. Ce sont des formes de lutte qui peuvent avoir un certain poids dans les territoires illégalement annexés et en Russie, mais qui ne suffisent pas pour repousser l'invasion. Cependant, ces actions impliquent un choix clair et honnête: entre une puissance impérialiste qui attaque et un peuple lésé, l'équidistance est inadmissible.

Celui qui reconnaît l'OTAN et les États-Unis, mais ne soutient pas le droit des Ukrainiens à se défendre par tous les moyens qu'ils jugent nécessaires, selon les opportunités qui se présentent et selon ses propres décisions autonomes, n'est pas un pacifiste. Au contraire, il appelle les Ukrainiens à se rendre sans se battre face à la brutalité d'un prédateur, il se fait complice d'un bandit. Ces héritiers du national-bolchevisme hitlérien-communiste et ceux qui appellent avec de beaux discours à la paix, mais nient le droit du peuple ukrainien à se procurer des armes là où il le peut, doivent se demander ce que les travailleurs et les travailleuses, les enfants et les anciens d'Ukraine pensent de leurs positions. Ils doivent se demander quelle humanité et quelle subjectivité ils ont effacées de leur discours. Ils doivent se demander s'ils ne devraient pas être considérés comme les complices des massacres et des destructions, c'est-à-dire comme des lâches et des hypocrites. Ils doivent se demander



si les Ukrainiens ne leur devraient pas leur cracher au visage.

Avec la guerre en Ukraine, la gauche occidentale arrive à un nouveau carrefour historique. La position vis-à-vis de l'agression de Poutine contre le peuple ukrainien fait le partage des eaux entre, d'une part, les «souverainistes», partisans de l'impérialisme et du nationalisme grand-russe, et, d'autre part, les socialistes internationalistes qui ont toujours pris le parti des luttes de libération nationale et sociale; entre les

faux pacifistes qui brandissent démagogiquement le mot paix, mais le comprennent dans le sens d'une capitulation face à l'envahisseur, et les combattants et pacifistes sincères qui luttent pour la liberté de leur peuple par tous les moyens possibles à sa disposition, parce qu'ils savent qu'une paix injuste n'est pas digne de considération et qu'elle est le prélude à un nouveau bain de sang et à de nouvelles injustices.

19 OCTOBRE 2022

Traduction Mariana Sanchez

LA GAUCHE AMÉRICAINE ET L'UKRAINE

DAN LA BOTZ¹

Le peuple américain soutient largement l'Ukraine dans sa lutte pour sa souveraineté contre la Russie. Selon un récent sondage, deux tiers des Américain·es sont favorables à ce que l'Ukraine recouvre son territoire. Et 80 % des démocrates soutiennent l'Ukraine, mais la plupart des républicains souhaitent que le conflit prenne fin rapidement, même si cela implique de céder des territoires à la Russie.

Le système politique, conservateur et antidémocratique, et la domination de longue date des partis capitalistes, démocrate et républicain, ce dernier s'étant récemment transformé en un parti de droite extrême, ont fait en sorte que la gauche est faible. Lors des élections, il n'y a pratiquement aucune opposition significative aux deux principaux partis.

Les démocrates et les républicains ne sont pas pour autant des partis disciplinés, ils sont déchirés par

des factions, et certains démocrates se considèrent comme des progressistes ou des socialistes. Un tiers des électeurs s'identifient comme des indépendants qui peuvent voter soit républicain soit démocrate. Les partis de la gauche électorale – le Green Party, le Peace and Freedom Party (en Californie), le Socialist Workers Party et le Socialist Party – reçoivent un pourcentage infime du total des voix. Le Parti communiste n'a pas présenté de candidats depuis les années 1990.

Après la Seconde Guerre mondiale et pendant vingt ans, les républicains et les démocrates n'avaient pas de différences politiques fondamentales en matière de politique étrangère. Le slogan était: «La politique s'arrête au bord de l'eau.» Des divergences apparurent toutefois à l'occasion de la guerre du Vietnam et, plus tard, des guerres d'Afghanistan et d'Irak, puis particulièrement pendant la présidence Trump. Celui-ci a appelé à la fin des «guerres sans fin», à la rupture avec les alliés européens et a exprimé son admiration pour Vladimir Poutine, le

1. Dan La Botz est membre des Brigades éditoriales de solidarité et du comité de rédaction de la revue *New Politics* (New York).

chef autoritaire de l'État russe, qui avait été le principal acteur antagoniste des États-Unis après la guerre.

Sur le plan intérieur, Trump a rendu les politiques économiques de la Chine, les terroristes arabo-musulmans et les politiques d'immigration latino-américaines responsables des problèmes des États-Unis. Avec son programme «America First», il a radicalement modifié les relations internationales des États-Unis: il a menacé de quitter l'OTAN, a quitté le Partenariat transpacifique, l'accord de Paris sur le climat, l'Organisation mondiale de la santé, l'Unesco et le Conseil des droits humains et s'est retiré de l'accord sur le nucléaire iranien. Il a également failli déclencher une guerre nucléaire avec la Corée du Nord, avant de «tomber amoureux» de Kim Jong-un. Les relations étrangères sont alors devenues chaotiques.

Joe Biden, espérant relever le défi de la Chine, est revenu aux politiques impériales traditionnelles des États-Unis, en tentant de reconstruire l'alliance de l'OTAN, retisser les relations avec l'UE, notamment en soutenant la guerre défensive de l'Ukraine contre l'invasion russe, et en travaillant à la construction d'une alliance asiatique avec le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, le Vietnam, les Philippines, la Thaïlande, l'Inde et d'autres pays. L'Amérique latine, autrefois assez facilement dominée par les États-Unis, s'est divisée politiquement et certains pays cherchent d'autres alliés étrangers, tandis que la Chine est devenue le deuxième investisseur du continent.

La politique étrangère figure rarement en bonne place sur la liste des priorités du peuple américain. Les préoccupations concernant l'économie, en ce moment l'inflation, l'avortement (en raison de l'annulation de l'arrêt *Roe v. Wade*), les armes à feu ou la criminalité figurent en premier. Cependant, selon un sondage récent très fiable, les Américain-es des deux grands partis soutiennent massivement le droit

de l'Ukraine à défendre sa souveraineté et à regagner son territoire. L'aide militaire à l'Ukraine a reçu une approbation massive des parlementaires. Seuls les républicains d'extrême droite ont voté contre.

Il convient de mentionner que les États-Unis comptent d'importantes communautés ukrainiennes dans certaines villes. Depuis le début de la guerre, elles ont organisé de grandes manifestations de protestation. Par le biais de leurs Églises et de leurs organisations sociales, les Américain-es d'origine ukrainienne fournissent une aide matérielle à l'Ukraine. Il y a très peu de liens entre la communauté ukrainienne et la gauche américaine.

LA GAUCHE ET DE L'UKRAINE

La gauche américaine au sens large s'étend de l'aile gauche du Parti démocrate, en passant par les partis électoraux de gauche (Verts, P&F, etc.), aux organisations et sectes socialistes, jusqu'aux mouvements sociaux. Le mouvement syndical américain ne peut pas être inclus dans la gauche, car il ne prend généralement pas de positions de gauche et ne participe pas ou ne se solidarise pas avec les mouvements sociaux. Les leaders de la gauche du Parti démocrate, qui se considèrent comme socialistes, le sénateur Bernie Sanders et les membres du Congrès connus sous le nom de *The Squad*¹ – Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Ayanna Pressley, Rashida Tlaib, Jamaal Bowman, Cori Bush – ont tous voté pour les projets de loi visant à financer l'aide militaire à l'Ukraine.

Le plus important groupe socialiste organisé aux États-Unis est le Democratic Socialists of America (DSA), qui revendique 90 000 membres. DSA n'est

1. NDLT: l'utilisation familière du mot «Squad» provient de la culture hip-hop de la côte Est et décrit «un groupe de personnes autochoisi avec lequel vous voulez vous identifier».



pas à proprement parler un parti politique et ne présente pas de candidats aux élections, mais soutient des candidats, dont la plupart se présentent comme non affiliés à un parti ou comme démocrates.

DSA s'est révélé incapable d'organiser des discussions et des débats politiques sérieux, il est donc difficile de savoir ce que ses membres pensent réellement sur de nombreuses questions. DSA a toutefois pris position à la fois contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie et contre l'aide militaire à l'Ukraine. Cette organisation n'exprime aucun soutien à l'autodétermination de l'Ukraine ou à son droit à protéger son intégrité territoriale.

Le Parti communiste, la deuxième plus grande organisation de gauche aux États-Unis, a adopté une position similaire, critiquant l'invasion de la Russie mais s'opposant également à tout soutien militaire à l'Ukraine.

D'autres organisations de gauche plus petites, comme le Parti du socialisme et de la libération, ont adopté une position similaire, bien que penchant vers le soutien à la Russie. Parmi les plus petites organisations de la gauche trotskiste, on trouve l'argument selon lequel les États-Unis et l'OTAN sont responsables de la guerre, parfois sans critique de la Russie. Comme on peut le voir, les politiques campistes et même néostaliniennes sont courantes dans la gauche américaine aujourd'hui.

D'autres groupes s'opposent à l'invasion russe et soutiennent le mouvement antiguerre russe, mais considèrent la guerre comme un conflit interimpérialiste et critiquent le fait que l'Ukraine accepte des armes d'autres nations.

Jacobin, la publication et le site web ayant la plus grande diffusion dans le pays, avaient initialement, tout en condamnant l'invasion russe, mis l'accent sur la responsabilité des États-Unis et de l'OTAN dans

la guerre et prédit que les armes fournies à l'Ukraine finiraient dans les mains des néonazis. Plus récemment, la revue a publié des articles de socialistes ukrainiens qui combattent la Russie et résistent au programme néolibéral et anti-ouvrier du président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Noam Chomsky, la figure de gauche la plus connue d'Amérique, a fermement condamné l'invasion russe de l'Ukraine – la comparant à celle des États-Unis en Irak et à celle de la Pologne par Hitler et Staline – mais il a tendance à faire porter la plus grande part de responsabilité de la guerre aux États-Unis et à l'OTAN¹. Sa position sur le droit de l'Ukraine à se procurer des armes n'est pas claire.

La gauche anarchiste a condamné l'invasion russe et soutient la lutte de l'Ukraine contre la Russie, mais s'oppose à tous les États et à leur implication.

Il existe également une petite tendance du socialisme par en bas, présente dans plusieurs revues et groupes – *Solidarity/Against the Current*, *Tempest*, *Spectre*, *New Politics* et *Internationalism from Below* –, qui soutient l'Ukraine contre la Russie et défend le droit de l'Ukraine à acquérir des armes partout où elle le peut. Cette tendance soutient également les militant·es antiguerre russes.

LE MOUVEMENT ANTIGUERRE

Les États-Unis du 20^e siècle et du début du 21^e ont connu de vastes et puissants mouvements antiguerre, contre la guerre au Vietnam dans les années 1960 et 1970, contre l'intervention américaine en Amérique centrale dans les années 1980 et contre la guerre américaine en Afghanistan et en Irak. Les manifestations de protestation rassemblaient

1. Voir Stanley Heller, « Sévère critique de la position de Chomsky sur l'Ukraine », *Soutien à l'Ukraine résistante*, vol. 6.

souvent des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes. Ces mouvements ont développé une position politique condamnant la politique étrangère du Département d'État, les opérations de la CIA, le militarisme et la guerre. Parfois, ces mouvements ont également exprimé leur solidarité avec les nations et les peuples attaqués par l'impérialisme américain.

Dans les années 2000, ces mouvements ont été animés par un groupe appelé Act Now to Stop War and End Racism (ANSWER), au centre duquel se trouvait le Workers World Party et, plus tard, une scission de ce dernier appelée le Party of Socialism and Liberation, tous deux ayant une politique stalinienne. Lorsque Barack Obama a été élu président avec un Congrès démocrate promettant de mettre fin aux guerres en Afghanistan et en Irak, les mouvements antiguerre ont décliné.



Il ne reste qu'un petit mouvement antiguerre américain, peut-être une vingtaine d'organisations locales avec seulement quelques centaines de membres au total. Elles continuent de défendre l'opposition historique à l'impérialisme américain, mais ne condamnent pas les guerres impérialistes des autres nations. Le mouvement pacifiste, essentiellement blanc, répugne à critiquer les pays de l'Est ou du Sud dont les populations sont composées de personnes de couleur. Ainsi, ces vestiges du mouvement antiguerre ont eu tendance, à quelques exceptions près, à devenir campistes, s'opposant aux États-Unis et sympathisant avec les pays qui leur résistent, même s'ils sont autoritaires, comme la Russie, la Chine, l'Irak et la Syrie.

Le plus important des groupes antiguerre actuels est Code Pink: Women for Peace, qui appelle à la diplomatie, à des négociations immédiates, à la paix maintenant, et s'oppose à l'aide militaire à l'Ukraine. Code Pink a contribué à la création de la Coalition

pour la paix en Ukraine. Un autre groupe, le petit groupe syndical, US Labor Against War, qui a une origine politique similaire dans l'opposition aux guerres américaines du passé, s'est également opposé au soutien militaire.

ET LES SYNDICATS ?

La quasi-totalité des syndicats américains entretiennent des liens étroits avec le Parti démocrate et suivent ses orientations politiques. Lorsque les démocrates détiennent le pouvoir exécutif, cela conduit à ce que les syndicats américains suivent les directives du Département d'État. En fait, il y a une longue histoire d'implication du Département d'État et de la CIA dans les activités des syndicats à l'étranger.

Les syndicats n'ont pas rompu avec le gouvernement américain au sujet du Vietnam, de l'Amérique centrale, de l'Afghanistan ou de l'Irak. Il n'est donc pas surprenant aujourd'hui que l'AFL-CIO, la plus grande fédération syndicale, soutienne la position de l'administration Biden en faveur de l'Ukraine et exprime sa solidarité avec les syndicats ukrainiens.

Les organisations syndicales nationales et locales discutent rarement des questions de politique étrangère, sauf si elles ont un impact direct sur l'emploi, comme dans les industries de l'armement. Il est rare que les sections syndicales à la base s'emparent des questions de politique étrangère.

LE COMBAT POLITIQUE POUR L'UKRAINE

La gauche, après les guerres américaines au Vietnam, en Amérique centrale, en Afghanistan et en Irak, est en général antimilitariste, antiguerre, anti-CIA, anti-Département d'État, et anti-OTAN.

Cette histoire a prédisposé la gauche au développement de vues campistes.

Il existe également une gauche campiste active et une gauche néostalinienne présentes dans diverses organisations, qui rejettent la défense du droit de l'Ukraine à l'autodétermination et qui penchent pour les dirigeants, les partis et les États autoritaires.

Ceux d'entre nous qui sommes impliqués dans les organisations et les revues défendant l'idée du socialisme par en bas ne disposent pas à l'heure actuelle d'une large base sociale qui leur permettrait d'avoir un impact sur le cours de choses. Nous nous sommes donc consacrés à la réalisation d'un travail éducatif par la publication d'articles et l'organisation de débats en ligne. Nous tentons de travailler avec l'organisation socialiste ukrainienne Sotsialniy Rukh et la revue ukrainienne *Commons*, en interviewant leurs militants et en publiant certains de leurs articles sur nos sites web. Nous nous sommes également engagés dans de modestes contributions à l'aide matérielle.

PUBLIÉ PAR [POSLE MEDIA](#), 26 OCTOBRE 2022

Traduction Léonie Davidovitch



PRISES DE POSITION

LA RUSSIE NE NÉGOCIERA QUE SI ELLE SUBIT DES DÉFAITES

DENYS PILASH¹

Nous sommes au milieu de l'une des pires tragédies de l'histoire de notre pays. Depuis l'invasion nazie, lors de la Seconde Guerre mondiale, l'Ukraine n'a jamais vu l'ampleur de la dévastation et de la terreur qui nous ont été infligées par la décision unilatérale de Poutine d'envahir l'Ukraine de manière brutale.

Cette invasion a dévasté des villes et des villages entiers. De nombreux endroits dans l'est et le sud de l'Ukraine ont été presque entièrement détruits. Il y a aussi des endroits autour de Kiev et Kharkiv – où les Ukrainiens ont réussi à repousser les agresseurs – où d'innombrables corps de civils ont été retrouvés, comme à Irpin, Boutcha et Izioum.

Les villes du sud et de l'est sont constamment bombardées et les infrastructures et les habitations civiles sont visées. La ville de Kiev a été visée par des centaines de missiles et de drones.

Mais le peuple ukrainien a résisté à cette agression impérialiste – une agression qui marche dans les traces des agressions impérialistes occidentales comme en Irak. Et si la Russie réussit, elle créera un précédent pour toutes les autres puissances impérialistes qui envahiront encore plus de pays.

RÉSISTANCE ET SOLIDARITÉ

Les gens ont réussi à résister à ce cauchemar, principalement grâce à la résistance très spontanée

et solidaire qui s'est manifestée dès les premières minutes de l'invasion.

L'armée russe s'est heurtée à tous les types de résistance, pas seulement des gens qui résistaient avec des armes mais aussi sans armes dans les régions occupées. Il y a eu d'énormes rassemblements à Kherson et dans d'autres villes occupées, impliquant des ukrainophones, des russophones et d'autres communautés ethniques, jusqu'à ce que ces protestations soient réprimées.

Les personnes travaillant derrière la ligne de front ont également été essentielles. Des millions de personnes ont participé à l'effort humanitaire visant à aider les personnes originaires de régions déchirées par la guerre. Cette résistance a impliqué un nombre incalculable de membres de la classe laborieuse ukrainienne.

Ces personnes sont la cible de l'impérialisme russe, car il est clair que Poutine veut effacer l'Ukraine en tant qu'entité séparée.

Dans le même temps, ces travailleurs et travailleuses de première ligne sont la cible de notre propre classe dirigeante. Vous pouvez voir le capitalisme du désastre à l'œuvre en Ukraine, car la classe dirigeante saisit cette occasion pour faire passer sa doctrine de choc d'austérité néolibérale, de législation anti-ouvrière et de réduction des droits sociaux. C'est le double défi auquel le peuple ukrainien s'affronte.

LA GAUCHE

Depuis le début de l'invasion, la majorité des membres de la gauche – syndicalistes, féministes,

1. Demy Pilash est membre de Sotsialniy Rukh et du comité de rédaction de *Commons: Journal of Social Criticism*.

socialistes, anarchistes – ont participé d'une manière ou d'une autre aux différents efforts humanitaires et de guerre.

Certains ont rejoint les rangs des unités de défense territoriale et des forces armées ukrainiennes en général – y compris les anarchistes antiautoritaires ont créé leurs propres unités au sein de l'armée. Sotsialniy Rukh a des camarades dans l'armée, aux côtés de nombreux syndicalistes qui se sont portés volontaires ou ont été enrôlés.

Certains activistes, principalement des anarchistes, ont créé des réseaux tels que les Collectifs de solidarité pour aider leurs camarades de la résistance armée. D'autres s'impliquent dans le travail humanitaire quotidien pour fournir un logement, de la nourriture et une assistance à ceux et celles qui en ont besoin.

En tant que Sotsialniy Rukh, nous avons cherché, parallèlement à ce travail humanitaire, à mettre en avant des revendications politiques qui reflètent les besoins de la population ukrainienne en temps de guerre, tout en les reliant à un programme plus large et global pour un monde plus égalitaire.

C'est pourquoi nous mettons en avant des revendications telles que l'annulation de la dette de l'Ukraine. La dette est un problème qui touche l'Ukraine, en tant que pays périphérique d'Europe de l'Est, tout comme elle frappe de nombreux pays du Sud.

Nous défendons également la nécessité d'une reconstruction de l'Ukraine plus orientée vers le social, l'égalité des sexes et la justice écologique, une reconstruction qui ne soit pas faite dans l'intérêt d'une poignée de capitalistes nationaux et transnationaux, mais au profit de la majorité des couches laborieuses. Cela inclut des revendications pour la protection des travailleurs et travailleuses et la création d'une économie renouvelable et durable. [...]

LES RUSSOPHONES

Des millions de russophones, y compris parmi ceux qui étaient autrefois pro-russes, ont perdu la confiance en tout ce qui est associé à la Russie.

De nombreux russophones ont voté pour Zelensky et se sont prononcés en faveur d'un processus de paix. Au cours de la première année de sa présidence, Zelensky a pris des mesures pour négocier une paix durable. Mais Poutine était très réticent, affirmant qu'il ne parlerait qu'avec Washington, comme si les Ukrainiens n'existaient pas.

Poutine a cherché à éviter toute forme de négociation directe et a ensuite opté pour l'invasion en février 2022. Évidemment, lorsque vous êtes la cible des bombes et des missiles russes, les sentiments pro-russes que vous pourriez avoir ont tendance à se dissiper.

Bon nombre des villes les plus dévastées avaient une population majoritairement russophone. Elles ont été rasées par l'armée russe qui prétendait protéger la population russophone.

La majorité des russophones dans les parties de l'Ukraine qui ont été récemment occupées rejettent clairement l'occupation. On peut le constater par la participation des russophones à l'effort de guerre.

UNE GUERRE PAR PROCURATION?

Les victimes d'une agression ont le droit légitime d'obtenir les armes dont elles ont besoin pour se défendre, même si elles peuvent provenir de sources peu recommandables. Regardez les Kurdes, qui ont été soutenus par les États-Unis à un moment donné, puis abandonnés par eux.

Au vu de cet exemple, nous devons comprendre que les puissances impérialistes qui soutiennent les mouvements de libération le font pour des intérêts



pratiques, et non parce qu'elles ressentent une sorte de solidarité. Nous ne devons pas nous faire d'illusions sur ces puissances impérialistes.

Nous ne devons pas oublier que l'Occident a été un coresponsable dans la consolidation de la nouvelle Russie capitaliste de [Boris] Eltsine et Poutine, comme il l'a été dans le cas de nombreuses autres dictatures. Tout comme l'Indonésie de Suharto, la Russie de Poutine était initialement un régime anti-communiste de droite qui a obtenu le consentement de l'Occident pour une campagne militaire brutale visant à conquérir une République périphérique¹.

Mais les parallèles avec l'occupation du Timor oriental [en 1975 par l'Indonésie] ne se limitent pas au contexte des guerres de Tchétchénie. En 1999, des militants progressistes en Australie, au Portugal et aux États-Unis, tout en restant critiques à l'égard de l'histoire du colonialisme de leurs propres pays et de leur rôle antérieur dans le conflit, ont néanmoins exhorté leurs gouvernements et l'ONU à protéger la population et l'autodétermination du Timor-Oriental.

De même, toutes les autres victimes d'agression, y compris le peuple ukrainien, ont besoin du soutien international.

Le gouvernement ukrainien agit également dans son propre intérêt de classe². À certains moments, cet

intérêt coïncide avec celui de la population générale, par exemple l'intérêt partagé de préserver l'Ukraine. L'Ukraine bénéficie également d'un soutien important de la part de plusieurs pays de la région qui s'inquiètent de l'expansionnisme russe. À certains moments, cet intérêt coïncide avec les intentions des capitaux occidentaux qui veulent ouvrir le pays à leurs entreprises³.

Et à certains moments, les intérêts du capital occidental et des puissances occidentales ne coïncident pas, car la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis, etc. ont des intérêts différents.

Mais les Ukrainiens s'offusquent lorsqu'ils sont considérés comme des sortes de mandataires, car les Ukrainiens se battent seuls. Il n'y a pas d'assistance militaire directe impliquant des personnes d'autres pays qui se battent ici. Il n'y a que des millions d'Ukrainiens qui résistent.

Ce cliché de «se battre jusqu'au dernier Ukrainien» a des parallèles avec la propagande allemande pendant la Première Guerre mondiale, qui disait que les

propos de la place actuelle des syndicats en Ukraine : «Les syndicats sont la plus grande partie de la société civile. En même temps, ils en sont la partie la plus sous-représentée. Les travailleurs combattent au front, produisent des armes, travaillent dans la logistique et évacuent les gens. Mais ils n'ont pas de pouvoir réel ni d'institution politique. Cela crée une situation de domination antidémocratique par une minorité absolue sur une majorité absolue. Malheureusement, bien que les masses laborieuses soient au cœur de la résistance ukrainienne à l'impérialisme russe, les autorités continuent de faire passer des initiatives législatives visant à limiter leur participation au processus décisionnel, provoquant ainsi de nouveaux conflits sociaux, affaiblissant les capacités de défense et violant les droits démocratiques de la majorité afin de protéger la minorité au pouvoir. Le renforcement du pouvoir des syndicats est le seul moyen de garantir une véritable démocratie et de renforcer la défense de notre pays. Car le peuple, qui donne aujourd'hui tout ce qu'il a pour défendre sa terre, ses amis et parents, sa nation, n'a aucun pouvoir et aucune voix dans la lutte contre l'impérialisme, dont il est un acteur majeur.»

3. Voir les articles sur les rapports économiques entre la Suisse et l'Ukraine publiés sur *À l'Encontre* les 20, 21, 22 et 23 septembre 2022.

1. Seconde guerre de Tchétchénie, 1999-2000, avec des opérations de «contre-insurrection» en avril 2009.

2. Dans un entretien publié par *Transform Europe!*, le 28 octobre, Vladyslav Starodubtsev de Sotsialnyi Rukh déclare : «Le gouvernement ukrainien utilise la guerre comme une occasion de promouvoir et de faire avancer son programme. Alors que toute l'attention est concentrée sur le front militaire, que le prestige du gouvernement est plus élevé que jamais (et pour cause), et que la majorité des militants et des syndicalistes se battent sur le front, ils promeuvent des mesures néolibérales extrêmes concernant la syndicalisation, le droit du travail, le pouvoir de négociation, etc. Ils font pratiquement tout pour rendre les syndicats impuissants et les travailleurs aussi précaires et faibles que possible.» Il poursuit à

Britanniques se battaient jusqu'au dernier Français en France. Il est désobligeant envers ces millions de personnes qui résistent délibérément aux envahisseurs.

Les Ukrainiens sont très conscients de ce qu'ils font : ils comprennent qu'il s'agit d'une menace existentielle pour leurs familles, leurs amis, leur communauté et leur pays.

NÉGOCIATIONS

Au cours des premiers mois de la guerre, la partie ukrainienne a présenté sa proposition de négociations : essentiellement, rétablir le statu quo d'avant le 24 février et engager des négociations à long terme sur le sort du Donbass et de la Crimée en échange de la neutralité de l'Ukraine, de sa non-adhésion à l'OTAN et de la garantie mutuelle des droits linguistiques avec la Russie.

Mais les négociations se sont enlisées et la Russie s'est retirée des pourparlers parce que sa stratégie consiste à s'emparer d'autant de terres qu'elle le peut en Ukraine.

Dans ce scénario, fournir des armes à l'Ukraine, c'est – pour faire image – comme organiser un syndicat afin de forcer les patrons à négocier. Pour cela, il faut disposer d'un certain pouvoir. L'Ukraine a besoin d'une certaine force militaire pour contrer la force militaire russe et forcer la Russie à une véritable négociation.

Nous devrions ajouter que l'aide militaire et financière à l'Ukraine ne représente qu'une infime partie des budgets occidentaux et qu'il n'est vraiment pas nécessaire d'augmenter les budgets militaires pour soutenir l'Ukraine.

Nous pouvons faire la distinction entre ces deux questions : la question de la défense de l'Ukraine ne justifie en aucun cas les appétits du complexe militaro-industriel.

Il semble que le Kremlin ne sera poussé à négocier qu'après avoir subi quelques défaites. Peut-être qu'après la prise de Kherson par les forces ukrainiennes – espérons-le – cela pourra influencer la position russe.

La majorité des Ukrainiens considèrent qu'il est nécessaire de continuer à se battre pour mettre fin à la terreur et aux annexions – au moins jusqu'à ce que nous soyons en mesure de parvenir à une conclusion diplomatique raisonnable.

Car si l'Ukraine se rend, elle ne cède pas seulement ses territoires, mais aussi des millions de personnes qui se retrouveront sous occupation russe, où les massacres, les viols et autres types de violence sont monnaie courante.

C'est ici que ressort la nécessité de la convergence d'une mobilisation pour l'autodétermination nationale contre une invasion impérialiste russe avec une bataille socio-politique pour une expression institutionnelle indépendante des intérêts de classe de la majorité populaire, ce qui implique dans le même mouvement une résistance face à une hétéro-détermination de l'avenir de l'Ukraine par les puissances impérialistes qui articulent leur projet avec l'oligarchie dominante ukrainienne.

PUBLIÉ SUR LE SITE *GREENLEFT*, LE 3 NOVEMBRE 2022

Traduction rédaction *A l'Encontre*, <http://alencontre.org/europe/russie/denys-pilash-socialiste-ukrainien-la-russie-ne-negociera-que-si-elle-subit-des-defaites.html>



UNE GAUCHE UKRAINIENNE EN CONSTRUCTION SUR PLUSIEURS FRONTS RETOUR SUR LA CONFÉRENCE NATIONALE DE SOTSIALNIY RUKH

CATHERINE SAMARY¹

Je me suis rendue à la conférence de Sotsialniy Rukh (SR) à double titre² mais avec un seul but, cohérent avec les positions défendues dans les différents réseaux où je suis insérée : consolider les liens internationalistes par en bas avec cette jeune gauche ukrainienne. Des liens noués au cœur de la crise ukrainienne de 2013-2014 et renouvelés contre la guerre d'agression impériale russe. Et des liens essentiels parce qu'il s'agit d'une résistance précieuse et fragile aux politiques et idéologies dominantes qui s'affrontent au sein de la guerre et dans l'actuel ordre impérialiste mondial.

Cette guerre-là, vue de Kyiv mi-septembre, était à la fois lointaine et bien présente : comme on le sait et comme on le voit dans les rues de la ville, les activités ont repris et semblent « normales » depuis le repli stratégique des troupes russes vers le sud et l'est du pays. Et pourtant la guerre demeure là de multiples façons – outre la chute de niveau de vie

(avec un salaire moyen de l'ordre de 400 euros), des millions de personnes déplacées ou réfugiées, des pertes d'emplois, des morts, destructions et violences multiples notamment pour les femmes. La guerre se rappelle fréquemment par des sirènes d'alerte quand les forces russes lancent des missiles sans qu'on sache quels lieux stratégiques du pays sont ciblés. Ce fut notamment le cas, à plusieurs reprises mi-septembre, quand des missiles ont visé, dans la région minière de Krivih Rih, la centrale hydraulique et ses barrages, produisant des inondations destructrices. Telle s'avéra la cause de l'alerte qui retentit à Kyiv à la mi-journée du 16 septembre, imposant la fermeture de la banque où nous voulions changer de l'argent. Toutefois, on nous indiqua que les services de change obligés de fermer dans la rue, fonctionnaient dans la vaste galerie aménagée dans le sous-sol, dotée de boutiques et bureaux divers assurant la continuité des activités. Mais, dans la phase où se déroulait la conférence, les alertes faisaient manifestement partie d'une certaine « normalité » à Kyiv : les conversations entamées sur les terrasses qui nous entouraient se sont ce jour-là paisiblement poursuivies, comme l'essentiel des activités de la capitale.

Dans la ville, deux autres « traces » de la guerre persistent : d'une part, toutes les statues sont protégées par leurs propres abris permanents qui les emmitoufflent, parfois recouverts d'une image ou d'un panneau indiquant la nature de l'ouvrage camouflé. Enfin, ici où là sont restés disponibles mais mis sur les côtés de rues stratégiques, les barrages antichars établis au

1. Économiste, membre de la 4^e Internationale et du NPA, militante du RESU et du collectif féministe.

2. J'y étais d'une part avec trois autres membres du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, (European Network Solidarity with Ukraine ENSU <https://ukraine-solidarity.eu/>) comme membre du NPA notamment. Voir le rapport collectif des quatre membres de l'ENSU qui étaient à Kyiv <https://ukraine-solidarity.eu/to-read/rapport-dalfons-catherine-francesco-et-szymon>. Mais j'y étais aussi mandatée par la 4^e Internationale pour apporter son soutien. Voir mon intervention <https://ukraine-solidarity.eu/to-read/confrence-nationale-de-Sotsialniy-rukhmouvement-social>

début de l'offensive russe vers Kyiv fin février. Si l'évolution de la guerre rend désormais peu crédibles une entrée de tanks et des envois de troupes dans la capitale, les autorités du pays prévoient de protéger parfois certaines cérémonies contre de possibles tirs de missiles (ou rappeler la réalité de la guerre à quelques personnalités internationales) en les organisant dans les sous-sols du très profond et beau métro de Kyiv (qui ressemble à celui de Moscou) – au grand dam de la population alors gênée dans ses déplacements. Malheureusement, les échecs mêmes des armées de Poutine signifient – notamment après les revers subis par Moscou dans le Donbass et sur le pont qui relie la Crimée à la Russie – de vraies nouvelles menaces de tirs de missiles vers toutes les grandes villes et carrefours stratégiques du pays.



D'UNE CONFÉRENCE À L'AUTRE L'ANCRAGE SOCIAL DE SR

Mais globalement, mi-septembre, la capitale vivait encore «normalement» en ce septième mois de la guerre alors qu'en mai dernier, c'était alors encore à Lviv (près de la frontière polonaise) que depuis l'invasion de fin février les forces politiques, syndicales, associatives du pays – ainsi que les diplomates – avaient déplacé leurs quartiers généraux, désertant Kyiv. Et ce fut donc là, qu'une première rencontre militante avait été coorganisée le 8 mai par Sotsialniy Rukh (SR) et le réseau européen de gauche ENSU¹.

À Lviv, les militant·es ukrainien·nes membres ou proches de SR présentèrent ce qu'étaient leurs activités (politiques, syndicales, féministes, LGBT, écolo...) en temps de guerre, ajoutant à leurs activités antérieures de formation et de défense de droits

toutes celles qu'imposait l'urgence des solidarités par en bas face aux destructions et dégâts sociaux de la guerre – et les délégués de l'ENSU cherchèrent à faire connaître ces activistes² et à organiser avec elles et eux des actions combinant défense de droits et aide humanitaire auto-organisée. L'organisation de convois syndicaux est la forme emblématique de ce type d'actions³.

Il s'agissait d'aider à l'ancrage d'une gauche politique, syndicale, féministe⁴ au sein de la résistance globale de la société ukrainienne à la guerre alors qu'une des caractéristiques majeures des désaccords au sein de la gauche occidentale est justement de faire abstraction de cette société ukrainienne – soit en l'ignorant (au profit d'analyses purement géostratégiques), soit en la réduisant à n'être qu'une victime et chair à canon au cœur d'agendas impérialistes, voire en l'identifiant aux seuls courants réactionnaires de droite et extrême droite dominants.

C'est en raison de ce même objectif – faire connaître la gauche ukrainienne au sein de la résistance populaire – que la conférence tenue à Kyiv le 17 septembre fut ouverte aux membres des réseaux internationaux de la gauche occidentale solidaire (soit par notre présence physique soit par les liens Zoom). Mais cette conférence-là avait d'abord et avant tout un objectif interne à SR : sans pouvoir être un «congrès» (vu les difficultés de fonctionnement et préparation en contexte de guerre), il s'agissait pour l'organisation SR elle-même d'évaluer ensemble ses avancées, fragilités et confrontation à des défis qui

2. Voir les courtes vidéos d'interview enregistrées par Olivier Besancenot, permettant «une semaine de solidarité»: www.youtube.com/playlist?list=PLn18G_o1gaSscgpRqi_tbpNV_7MTBA-w6.

3. Voir par exemple sur le site de l'Union syndicale Solidaires les actions intersyndicales pour l'Ukraine.

4. Lire le Manifeste des féministes ukrainiennes «Le droit de résister», *Mediapart*.

1. Voir les comptes rendus et vidéos sur le site de l'ENSU.

sont à la fois généraux et propres à la société ukrainienne post-soviétique : se donner les moyens de mieux assurer et exprimer collectivement son identité politique dans une société où être « de gauche » est assimilé au passé stalinien et au soutien à la guerre et au régime de Poutine.

Or, les discours mêmes de Poutine à la veille du lancement de son « opération militaire » renvoyèrent explicitement à deux enjeux majeurs divisant la gauche et qui marquent l'identité politique de SR : d'une part, la caractérisation de ce que fut la chute du dernier président dit « pro-russe » de l'Ukraine en 2013-2014 – Viktor Ianoukovitch ; d'autre part, la « raison d'être » de l'indépendance de l'Ukraine.

Un bref retour sur ces deux points vise ici à préciser le profil de Sotsialniy Rukh. Car cette ONG socialiste s'est créée en 2015 à partir de délimitations politiques essentielles jusqu'à ce jour travaillant la gauche « post-soviétique » face à Maïdan et au contre-Maïdan.

LA GAUCHE ET MAÏDAN

La crise ukrainienne de 2013-2014 renvoie à ce qui a été appelé la « révolution de Maïdan » – du nom de la grande place de Kyïv qui fut alors le lieu de manifestations, confrontations et occupations de lieux et bâtiments publics qui ont accompagné la chute du président Ianoukovitch. Celui-ci, nous rappellent toujours les défenseurs de la thèse d'un « coup d'État fasciste soutenu par l'Occident » avait été réélu démocratiquement en 2010 à la tête de l'Ukraine¹.

1. Il est tout à fait vrai que l'élection de Ianoukovitch en 2010 face à la candidate dite pro-occidentale Ioulia Timochenko se déroula correctement – ce dont ont témoigné tous les observateurs internationaux, à la différence des fraudes dénoncées lors des élections de 2004 : Viktor Ianoukovitch dirigeant du Parti des régions, dit « pro-russe », était alors pour la première fois candidat à la présidence. La « révolution orange »

Ce qu'était devenu le régime Ianoukovitch depuis 2010 et ce que fut l'évolution depuis lors de la société ukrainienne² et de la Russie sont au cœur des divergences qui ont divisé la gauche ukrainienne et internationale à l'époque et depuis lors.

Je ne peux développer ici³ les phases antérieures et l'arrière-plan de ce qui conduisit à la crise de 2013 pesant durablement sur la société ukrainienne confrontée à « ses oligarques et sa « troïka » » (FMI, UE et Russie). Disons seulement synthétiquement ce qui est souvent omis dans les rappels : d'une part, l'élection de Ianoukovitch en 2010 survenait après la très grave crise financière et bancaire de 2008-2009 qui a produit une fuite massive des capitaux occidentaux hors d'Ukraine (alors qu'ils avaient été attirés par le changement de régime de la « révolution orange » de 2004), la chute drastique de son PIB et un endettement majeur extérieur. Le pays était donc placé sous une double pression : soit celle du FMI et de ses conditionnements relayés par les critères néolibéraux du « partenariat » offerts par l'UE (augmentation des tarifs de l'énergie payés par la population, économies sur les services publics, etc.) ; soit les rapports de domination que la Russie s'efforçait d'imposer en

mobilisée contre la corruption et les fraudes l'avait alors forcé à organiser un second tour qu'il avait perdu face au candidat « pro-occidental » Viktor Iouchtchenko.

2. Sur l'évolution de la société ukrainienne entre 2013 et 2022, lire Daria Saburova « Questions sur l'Ukraine », *Contretemps*, 3 octobre 2022, www.contretemps.eu et *Soutien à l'Ukraine*, n° 12. Voir aussi le chapitre de Denys Gorbach sur l'économie-politique de l'Ukraine dans cette phase, dans Karine Clément, Denys Gorbach, Hanna Perekhoda, Catherine Samary, Tony Wood, *L'invasion de l'Ukraine : histoires, conflits et résistances populaires*, Paris, La Dispute, 2022.

3. Lire « La société ukrainienne entre ses oligarques et sa Troïka », l'analyse que j'ai écrite au tournant de l'année 2014 pour la revue du conseil scientifique d'Attac, *Les Possibles*, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-2-hiver-2013-2014/dossier-europe/article/la-societe-ukrainienne-entre-ses>.

exploitant l'«arme du gaz» (quantité et tarifs pesant lourdement dans une Ukraine lieu de transit essentiel du gaz russe vers l'UE). L'élection de Ianoukovitch avait exprimé en 2010 une sorte de mandat en faveur d'une neutralité militaire et d'un équilibre dans les relations internationales. Même les oligarques, dont Ianoukovitch et sa famille, faisaient feu de tout bois, russe ou occidental, dans la recherche de profit. L'élection démocratique de Ianoukovitch ne disait rien sur ses pratiques ultérieures. Fondamentalement, c'est son impopularité (comme celle de ses prédécesseurs et de ses successeurs!) qui produisit sa chute – associée à la corruption, à des politiques antisociales et à la répression...

Mais c'est dans ce contexte que la gauche ukrainienne et internationale a vu se cristalliser (après l'épreuve de la guerre de l'Otan concernant le Kosovo en 1999), des visions politiques et géostratégiques contradictoires relevant de ce qu'on a pu appeler le «néocampisme¹» – qui se sont prolongées, recomposées ou radicalisées face à l'invasion de l'Ukraine lancée par Poutine le 24 février 2022.

La crise ukrainienne de 2013-2014 a ainsi été décrite d'un côté comme «révolution démocratique» de l'«euro-Maïdan» mettant l'accent sur les protestations contre le choix de Ianoukovitch de ne pas signer l'accord d'association avec l'Union européenne (UE). À l'extrême opposé, une partie de la gauche radicale en Ukraine et en Europe, a également



1. Sur le contexte du monde dit bipolaire à l'origine de cette notion, son évolution et celle des «anti-impérialistes» notamment face aux conflits du Moyen-Orient lire Gilbert Achcar, www.contretemps.eu/anti-impérialisme-revolutions-arabes-libye-syrie-campisme/. Sur une critique des approches «campistes» face à la crise du Kosovo (1999) et à celle de l'Ukraine en 2014, voir Catherine Samary «Quel internationalisme dans le contexte de la crise ukrainienne? Les yeux grands ouverts contre les «campismes» borgnes», *ESSF*, janvier 2016, www.europe-solidaire.org/spip.php?article37993.

évoqué l'«euro-Maïdan» mais pour le rejeter en bloc. Dans les deux cas, c'était réduire les manifestations (en s'en réjouissant ou en le regrettant) à un mouvement «pro-européen», et assimiler d'éventuels espoirs d'ouvertures vers l'UE à des positions «anti-russes» – autant de réductions simplistes, gommant les dimensions auto-organisées et populaires des mobilisations, leur rejet d'un régime oligarchique corrompu et de sa répression. Or, les protestations initiales contre la rupture du «partenariat» avec l'UE ont été faibles, mais violemment réprimées. Et c'est cette répression qui a déclenché le caractère massif de l'occupation de la place Maïdan et exaspéré les manifestants en faveur de la chute du président et contre des mesures de compromis. Et ce sont sont

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE
SOUTENIR SOTSIALNIY RUKH (MOUVEMENT SOCIAL)

Les éditions Syllepse sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant divers ouvrages. Cet engagement s'est concrétisé à travers un partenariat de solidarité et d'assistance avec les éditions Medusa de Kyiv. Dans ce cadre, les éditions Syllepse diffusent désormais, en librairie et sur leur site, des ouvrages en langue ukrainienne des éditions Medusa. Le produit de la vente de ces ouvrages leur étant intégralement reversé.

Aujourd'hui, les éditions Syllepse proposent le t-shirt de l'organisation Sotsialny Rukh (Mouvement social) et des cartes postales illustrées d'œuvres de Katya Grilseva, artiste révolutionnaire ukrainienne, actuellement réfugiée à Lviv. Les bénéfices de ventes seront intégralement versés à Sotsialny Rukh.



S, M, L, XL
15 EUROS
 (FRAIS DE PORT À L'UNITÉ 3 EUROS)



4 CARTES
6 EUROS
 (FRAIS DE PORT INCLUS)

RETROUVEZ NOS LIVRES ÉLECTRONIQUES SUR L'UKRAINE RÉSISTANTE
 EN TÉLÉCHARGEMENT LIBRE ET GRATUIT SUR WWW.SYLLEPSE.NET 

ces mobilisations de masse qui ont produit la chute du régime par rejet profond de l'oligarchie familiale de Ianoukovitch débordant largement vers sa propre région (au point qu'il a du s'enfuir vers la Russie).

On a vu converger alors une partie de la gauche antistalinienne et des courants néostaliniens ou alliés au Parti des régions de l'ancien président Ianoukovitch dans l'analyse de l'«euro-Maïdan» comme simple instrument des institutions capitalistes occidentales. Il faut souligner combien ce type d'approches conspirationnistes a pénétré les analyses anti-impérialistes dans la phase post-soviétique – avec leur part de vrai, bien sûr: les moyens de corruption déployés par les institutions de la CIA vers les syndicalistes de Russie ou de Pologne – lors de la phase cruciale des années 1980; ou encore plus tard vers les blogueurs ou organisations actives au sein des révolutions arabes sont avérés. Mais cela doit-il conduire à nier l'authenticité des soulèvements populaires – et la possibilité qu'ils apprennent de l'expérience? Ce fut le cas en Ukraine de l'évolution des perceptions populaires des partis entre 2004 et 2014 – avec la découverte que la corruption dénoncée en 2004 par les partis dits «démocratiques» de la révolution orange étaient eux-mêmes profondément corrompus... Et plus généralement, comme partout dans le monde, on observa la montée des abstentions et de la défiance envers les partis institutionnels. dans le contexte d'une terrible confusion idéologique.

Le drame à gauche a été et reste, d'une part, le cumul de grandes divisions sur la façon d'analyser le passé soviétique avec une forte ignorance sur ce que furent les scénarios et transformations radicales des pays qui se sont réclamés du socialisme; ce qui a renforcé de plus la convergence de fait d'une partie de cette gauche conspirationniste avec la propagande des pouvoirs autocratiques de Russie et autres

ex-républiques post-soviétiques: ceux-ci ont eu une peur radicale des aspirations à l'autodétermination (comme en Tchétchénie) ou au «dégagisme» réel des mouvements de masse contestataires, notamment dans les années 2000. L'interprétation conspirationniste a légitimé leur tournant répressif (comme au temps de Staline): toute opposition a été assimilée à une infiltration d'«agents de l'étranger». Quand cet «étranger» est, de surcroît, l'«ennemi principal» (impérialiste), la logique «l'ennemi de mon ennemi est mon ami» renforce le soutien à la politique du Kremlin contre les «révolutions de couleur¹» (considérées comme manipulées par l'Occident) – dont celle de 2004 en Ukraine ou de Géorgie, puis à nouveau en Ukraine en 2014.

L'euro-Maïdan de 2013-2014 a été traité dans le cadre de ce type d'approche en y ajoutant la dénonciation du rôle actif (réel mais surdimensionné dans les analyses) des milices d'extrême droite dans les mobilisations populaires. La surreprésentation de ces courants et leur influence dans le gouvernement de transition mis en place en Ukraine (avant les nouvelles élections) après la chute et la fuite de Ianoukovitch a tenu lieu de «preuve» d'un «coup d'État fasciste antirusse soutenu par l'Occident» – que l'on retrouve dans le discours Poutinien précédant l'«opération militaire» du 24 février 2022. La glorification officielle du héros nationaliste Stepan Bandera (choisissant l'alliance avec les nazis contre l'URSS stalinienne) ou encore la remise en cause de la loi de 2012 sur les langues (qui avait été adoptée sous la présidence de Ianoukovitch et donnait de fait un statut de co-langue officielle² au russe et aux

1. Le terme évoque la couleur symbolique choisie par les mouvements d'opposition aux régimes corrompus.

2. Sur l'évolution de la politique linguistique et des lois sur les langues voir www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/ukraine-4pol-minorites.

langues régionalement dominantes), l'affirmation de la langue ukrainienne comme seule langue officielle ont conforté cette narration et les inquiétudes populaires dans les régions les plus russophones – du moins en 2014¹.

Mais cela n'impliquait pas un «séparatisme²» et encore moins une guerre. Même en 2014 dans le contexte des mobilisations de l'anti-Maïdan et des défiances réelles envers Kyiv, la population regroupée au sein des «Républiques populaires» autoproclamées de Donetsk et de Louhansk dominées (sans liberté d'expression) par les forces séparatistes ne recouvrait pas plus de 20 à 30 % du Donbass. Quant au référendum organisé en Crimée (qui avait un statut d'autonomie au sein de l'Ukraine) en présence des forces armées russes, il offrait certes le «choix» de rejoindre la Russie ou l'Ukraine – mais celle-ci était présentée comme fasciste (et «anti-Russes»). Et, en vérité, l'enjeu fondamental pour Poutine était de se réapproprier la Crimée pour y consolider la base militaire de Sébastopol (avec en son sein la flotte de la mer Noire). En annexant la Crimée, la Russie violait le protocole qu'elle avait signé avec l'Ukraine en 1994 à Budapest (en présence des États-Unis et de la Grande-Bretagne) selon lequel elle promettait de



[htm#1.4_La_Loi_ukrainienne_sur_la_politique_linguistique_de_1%C3%89tat_\(2012\).](#)

1. Lire l'interview du jeune chercheur historien et rédacteur de la revue *Commons*, Taras Bilous, membre de SR et issu du Donbass qui explique son activité dans le Donbass et la réalité de ce qu'y furent les «Républiques populaires de Donetsk et Louhansk» après Maïdan.

2. Rappelons ce que l'actuelle guerre frappant particulièrement les régions les plus russophones de l'Ukraine souligne: le fait de parler le russe n'implique pas une position politique «séparatiste» vers la Russie de Poutine. Voir les résultats des référendums sur l'indépendance de l'Ukraine en 1991: notamment plus de 80 % de «pour» dans le Donbass – et même en Crimée environ 55 % (celle-ci obtint un statut d'autonomie dans le cadre de la constitution ukrainienne – de même que, en son sein, le port de Sébastopol).

respecter les frontières de l'Ukraine en contrepartie de sa récupération de toutes les armes nucléaires³...

Parallèlement, si le pays avait effectivement subi ce «coup-d'État-fasciste-contrôlé-par-l'Occident», la société ukrainienne aurait porté au pouvoir une force nazie dans les élections de 2014, appuyée sur une consolidation de partis «pro-UE». Or, cette «thèse» est contredite par la difficulté récurrente de tous les partis institutionnels (notamment de droite et d'extrême droite) à former des majorités, voire à entrer au Parlement, ainsi que les scandales et crises successives affectant la présidence Porochenko (2014-2019). En témoigne, sans grand besoin d'enquêtes, l'élection surprise de l'acteur juif, russophone, Volodymyr Zelensky en 2019, élu sur la promesse de vaincre la corruption et de négocier avec Poutine un règlement pacifique des conflits du Donbass...

Les courants qui ont formé en 2015 Sotsialniy Rukh se sont démarqués de ces postures – qui disposaient de puissants relais de propagande d'État. Indépendants de tout pouvoir – de Kyiv comme de Moscou – la démarche de SR, si marginale et fragile soit-elle, est précieuse pour tout regard critique et résistance internationaliste «par en bas» .

UNE NOUVELLE GAUCHE AU SEIN DE LA « RÉVOLUTION DE LA DIGNITÉ »

Cette gauche-là en construction avait choisi de s'insérer en 2014 dans ce qu'elle préfère appeler «révolution de la dignité» avec ses aspirations de justice sociale et son «dégagisme» alors impossible en Russie. Certes, cette dynamique révolutionnaire avait été incapable de remettre en cause un système

3. Un protocole analogue était signé avec le Bélarus et le Kazakhstan. La Russie d'Elt sine, (grâce auquel l'URSS avait été démantelée), loin d'être en conflit avec l'OTAN était soutenue par les États-Unis qui préféraient voir l'ensemble des armes nucléaires de l'ex-URSS sous son contrôle...

oligarchique et le mouvement était traversé par des idéologies réactionnaires. Le courant qui s'était formé sous le nom «Opposition de gauche» les combattait, cherchant à tourner les aspirations populaires égalitaires vers des réponses progressistes, critiques des politiques néolibérales du FMI et de l'UE – notamment associées à la dette ukrainienne aggravée après la crise financière mondiale et européenne de 2008-2009 – et antifascistes.

Rassemblant en son sein des militant·es venant des diverses régions d'Ukraine et relevant de cultures politiques différentes (anarchistes, trotskistes et post-staliniennes notamment), elle avait aussi mesuré les raisons des défiances populaires exprimées dans l'anti-Maïdan de l'est et du sud de l'Ukraine envers le nouveau pouvoir de Kyiv. La politique de Poutine en 2014 – et depuis 2022 – a sans doute renforcé des sentiments «anti-russes» mais aussi la défense d'une Ukraine plurielle¹. Cela est vrai aussi à gauche, parmi les courants anarchistes se reconnaissant dans le combat du dirigeant anarchiste Makhno mais aussi du côté des marxistes antistaliniens se réclamant de Roman Rosdolsky, fondateur du Parti communiste dans l'ouest de l'Ukraine et se rapprochant de l'Opposition de gauche trotskiste contre Staline². Poutine a dénoncé (dans son discours de

février 2022) une Ukraine indépendante «création» de Lénine. La centralité de l'enjeu de l'autodétermination des peuples dans la constitution d'une union socialiste libre et égalitaire a été fondamentalement reconnu par Lénine, notamment face à l'affirmation de l'Ukraine populaire indépendante – initialement contre les bolcheviks³. Mais cela entraînait évidemment en tension avec plusieurs dimensions du projet révolutionnaire socialiste – comment combiner les droits souverains des peuples avec une planification redistributive des régions riches vers les moins développées? Quelle forme de démocratie inventer, combinant droits individuels et collectifs, sociaux et nationaux⁴?

Mais tout ce passé et ses sources ont été largement enfouis et ont besoin de paix et de démocratie pour être mis à plat et mutualisés. Dans le contexte post-Maïdan, des anars et plus généralement des antifascistes et anti-impérialistes se sont retrouvées de part et d'autres d'affrontements au sein desquels oeuvraient – également de part et d'autre –, des courants d'extrême droite «pro-russes» ou au contraire, viscéralement «antirusses». Là régnait (comme de façon dominante dans le monde) la plus grande opacité des étiquettes politiques et des concepts hérités d'un siècle révolu. Si une partie de

1. Lire à ce propos, outre le texte déjà cité de Taras Bilous, l'article de Milan Milakovsky, dans *The Guardian* du 7 octobre 2022, «Comment Poutine a perdu les cœurs et les âmes dans l'Ukraine de l'Est», www.theguardian.com/commentisfree/2022/oct/07/vladimir-putin-eastern-ukraine-referendums-russian-moscow.

2. Sa critique Friedrich Engels et les «peuples sans histoires»: la question nationale dans la révolution de 1848 a été publiée en français par les Éditions Syllepse en 2018 avec en préface et introduction des mises en perspective de son combat et de ses écrits marxistes d'une grande richesse. Sur l'histoire de l'Ukraine et des positions des bolcheviks, en particulier de Lénine et Trotsky en critique de Staline, lire notamment Zbigniew Marcin Kowalewski, «Pour l'indépendance de l'Ukraine soviétique», *Cahiers du socialisme*, 2022.

3. Ce point est développé sous des angles différents dans deux chapitres du livre collectif, *L'invasion de l'Ukraine*, op. cit., celui de Hanna Perekhoda sur le Donbass (dont elle est elle-même originaire) et le mien centré sur l'enjeu de l'autodétermination, revenant notamment sur les divisions traversant les marxistes et les bolcheviks en particulier sur les «questions nationales» au cœur du projet socialiste passé et à venir.

4. Ces questions ont été reposées – sans être résolues – dans l'expérience yougoslave. Je discute ces tensions et enjeux dans le recueil *Du communisme décolonial à la démocratie des communs*, Paris, Le Cygne, 2018. Pour avoir une idée de ce contexte, lire cet éclairage sur ESSF (4 octobre 2022) de militants anarcho-syndicalistes de l'est de l'Ukraine soulignant les sources d'information principalement russes des courants de gauche occidentaux, ignorant la plupart du temps la gauche ukrainienne (<http://europe-solidaire.org/spip.php?article64195>).

la gauche soutient Poutine comme étant «l'ennemi de mon ennemi principal» (l'OTAN dominé par les États-Unis), le cours «anti-occidental» de Poutine combine la remise en cause de toutes les dimensions révolutionnaires de l'URSS issue d'octobre 1917, le soutien à la logique de grande puissance de Staline, le mépris de tout statut social protégé et égalitaire des travailleurs, des femmes des LGBT. Et, comme il l'a explicitement dit dans son discours précédant l'invasion de février 2022¹, l'Ukraine indépendante est pour lui une création artificielle et aberrante de Lénine et de sa volonté de créer l'URSS en 1922 sur la base d'États souverains. Les courants mondiaux de l'extrême droite peuvent se retrouver dans l'approche ethniciste de la nation et le rejet de l'Occident «déca-dent» – ce qui devrait interroger la partie de la gauche qui y voit un appui contre l'impérialisme occidental.



La gauche de Maïdan qui allait fonder Sotsialny Rukh était donc amenée à se trouver à contre-courant sur ces divers fronts – donc très marginale. Elle était fondamentalement l'expression d'une nouvelle génération militante (l'âge moyen en est autour de 30 ans) voulant s'approprier de façon critique l'héritage révolutionnaire du 20^e siècle en y intégrant les apports des mouvements d'émancipation (et des logiques «intersectionnelles» croisant les oppressions de classe, genre, «race», sexualité...) et de protection de l'environnement. Son exigence d'ancrage social dans une société et des mouvements «impurs» et ses références intellectuelles la place donc aux antipodes d'approches livresques et dogmatiques – sans donner évidemment de réponses toutes faites sur des sujets ouverts à de multiples controverses.

1. Lire à ce propos notamment Denis Paillard, «Héritage impérial: Poutine et le nationalisme grand russe», 2022, *Europe solidaire sans frontières*, <http://europe-solidaire.org/spip.php?auteur530>.

Ses convictions anticapitalistes, son analyse concrète et critique de la société ukrainienne et sa connaissance marxiste critique du passé soviétique la protégeait de postures «campistes»: elle avait contesté comme contre-productives (du point de vue de la lutte contre les forces sécessionnistes) les «opérations antiterroristes» du pouvoir de Kyiv contre les populations du Donbass; mais elle dénonçait en même temps le rôle de Moscou et de l'appareil bureaucratique-militaire ukrainien en crise derrière le pseudo-référendum de Crimée contre une «Ukraine fasciste», puis l'auto-proclamation des pseudo-«républiques populaires» de Donetsk et de Louhansk (RPD et RPL). Elle cherchait à dégager des aspirations populaires communes à l'ensemble de l'Ukraine et espérait un cessez-le-feu sous contrôle de l'OSCE ou de l'ONU, un démantèlement de toutes les forces paramilitaires, et un rejet de toute ingérence russe comme précondition à l'actualisation sur des bases démocratiques de la constitution ukrainienne et à la maîtrise de ses choix et conflits – contre toute logique de partage des zones d'influence entre Moscou et Washington par-dessus la société ukrainienne².

J'ai rencontré pour la première fois cette jeune gauche à Kyiv en 2013 et 2014, en participant aux débats de la conférence qu'elle organisa sur «La gauche et Maïdan». Je lui suis redevable dans mes propres articles sur ces événements³ d'un «regard» associé à son insertion à contre-courant sur plusieurs

2. Lire Taras Bilous, «Moscow and Washington should not determine the Ukrainian future», janvier 2022, www.europe-solidaire.org/spip.php?article61324.

3. Voir Cathersur mon site la rubrique «Dés(ordre) mondial» 2013 et suivantes., analyses en temps réel (février 2014); notamment, reproduit sur le site ukrainien de l'Opposition de gauche, en mars 2014, face à la guerre «hybride» du Donbass, «Une guerre innommable et questions sans réponses claires», *ESSF*, www.europe-solidaire.org/spip.php?article32912.

fronts au cœur d'une «révolution de la dignité» – une révolution inachevée et impure ouvrant une phase de guerre hybride qui se transforme radicalement en guerre tout court en 2022.

LES TROIS POUPÉES RUSSES DE LA GUERRE DE POUTINE

La posture de SR face à cette guerre est cohérente d'une part avec sa démarche analytique et militante dans la phase 2013-2022, mais aussi avec son engagement en faveur d'une Ukraine souveraine comme composante d'une lutte socialiste.

C'est l'agression de Poutine qui a fait basculer bien des questionnements et hésitations dans le sens de la construction d'une Ukraine plurielle – qui devra assumer et surmonter démocratiquement (de façon pluraliste) ses propres conflits internes et ses lectures conflictuelles des pages noires du passé¹.

Poutine lui-même a donné dans son discours du 22 février² les clés d'interprétation de son offensive guerrière dont les modalités incertaines d'application se sont précisées depuis 2014 après l'annexion de la Crimée. On peut les résumer en trois poupées russes imbriquées.

La première relève explicitement du discours «grand russe» du 19^e siècle sur «un seul peuple russe» à trois dimensions (Russie, Biélorussie et Ukraine). Poutine l'oppose au choix de Lénine de vouloir fonder l'URSS sur la base d'une remise en cause de l'empire russe (et de ses rapports d'oppression), donc

sur un acte d'union libre signé sur base égalitaire entre des républiques (de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine) reconnues comme souveraines.

Comme la première, la deuxième poupée russe n'a rien à voir avec l'OTAN et se nourrit d'idéologies d'extrême droite sur le «monde russe» de l'Eurasie (contre la décadence féministe, LGTB et athée du reste du monde). Poutine ajuste ensemble diverses idéologies à sa manière. Il les appuie pragmatiquement sur deux constructions respectueuses des nouvelles souverainetés de républiques non russes post-soviétiques (autocratiques et antisociales): l'Union économique eurasiatique qui veut contrer les projets du «partenariat oriental» de l'UE; et l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), mini-OTAN, qui a montré son efficacité face aux émeutes sociales déstabilisant le pouvoir autocratique du Kazakhstan l'an passé³.

Ainsi, conforté sur son «espace propre» de domination, Poutine espérait élargir les dimensions de la troisième poupée: sa place dans la Cour des grandes puissances et face à l'OTAN pour négocier en position de force le partage des «sphères d'influence». L'audace de l'offensive russe (en défense des intérêts impériaux et impérialistes de ces projets) fut catalysée par l'état de «mort cérébrale» de l'OTAN après le retrait piteux d'Afghanistan et au vu des désaccords flagrants entre EU, France et Allemagne sur les enjeux énergétiques et les rapports à la Russie: c'est donc, non pas une menace de l'OTAN, mais à l'opposé, sa crise qui fondait un scénario offensif de Poutine en ce début 2022 – conforté par son

1. Sur ce plan aussi, il faut lire le regard critique de cet autre jeune historien membre de SR, Vladislav Starodubtsev, «Remembrance done wrong. Patriotic Narratives, left-wing history and constructed imagineries of Ukrainian national remembrance policies», <https://europe-solidaire.org/spip.php?article64214>.

2. Vladimir Poutine, «Allocution du président de la Fédération de Russie», *Kremlin.ru*.

3. Lire David Teurtrie, «Où en est l'Union économique eurasiatique? Entre instabilité sociopolitique et ambitions géo-économiques», dans Thierry de Montbrial (dir.), *Ramses 2022. Au-delà du Covid*, Paris, Dunod, 2021, p. 160-165; et «L'OTSC: une réaffirmation du leadership russe en Eurasie post-soviétique?», *Défense nationale*, n° 802, 2017.

évaluation de la situation en Ukraine. Il espérait en tirer une popularité intérieure analogue à celle que lui avait apporté l'annexion de la Crimée.

Les tentatives de Zelensky de négocier avec Poutine le sort du Donbass se sont heurtées de plein fouet au mépris de l'autocrate russe. Mais elles ont aussi confronté le président ukrainien aux menaces de son extrême droite. Se tournant alors vers Biden il a reçu de lui le refus explicite de défendre l'Ukraine contre des menaces d'interventions russes. Au total, la popularité du président ukrainien avait chuté fin 2021. Cela conforta Poutine dans la conviction d'un scénario de chute / fuite de Zelensky remplacé par un Pétain ukrainien dans le cadre d'un déploiement de force sur tout le territoire notamment vers la capitale – avec le même type de narration que pour le référendum en Crimée: «Contre une Ukraine nazifiée, retour à la maison russe».



SOTSIALNIY RUKH FACE À LA GUERRE

Les membres de SR adoptèrent d'emblée, comme la grande masse de la population ukrainienne et à sa tête le président Zelensky, le choix de résister à l'invasion et de refuser de disparaître dans la camisole de la poupée russe. Ce profil n'a jamais supprimé leur profil anarcho-communiste anticapitaliste ni, donc, l'indépendance critique vis-à-vis du gouvernement Zelensky. Celui-ci est jugé comme «le moins pire» possible sur la scène politique ukrainienne telle qu'elle est et doté d'une forte légitimité populaire en tant qu'exprimant la défense de la souveraineté ukrainienne – ce qui implique, dans la phase de guerre que les critiques de gauche formulées soient (également) populaires, concrètes et non contradictoires avec l'engagement contre cette guerre.

La violence de l'invasion russe a imposé aux plus pacifistes l'évidence du droit de se défendre, de

refuser de mettre sur le même plan les armes de l'agresseur et celles nécessaires au peuple qui décide de résister et de défendre sa dignité, ses droits, sa vie. Les liens de longue date avec le Mouvement socialiste russe ont permis une position commune le 7 avril 2022 qui affrontait les arguments de la gauche occidentale:

Nous voulons aborder une demande très controversée, celle de l'aide militaire à l'Ukraine. Nous comprenons les répercussions de la militarisation sur le mouvement de la gauche progressiste dans le monde et la résistance de la gauche à l'expansion de l'OTAN ou à l'intervention occidentale. Cependant, un contexte plus large est nécessaire pour donner une image plus complète.

Tout d'abord, les pays de l'OTAN ont fourni des armes à la Russie malgré l'embargo de 2014 (France, Allemagne, Italie, Autriche, Bulgarie, République tchèque, Croatie, Slovaquie et Espagne). Ainsi, la discussion sur la question de savoir si les armes envoyées dans la région finissent dans de bonnes ou de mauvaises mains semble un peu tardive. Elles sont déjà dans de mauvaises mains et les pays de l'UE ne feraient que réparer leurs erreurs antérieures en fournissant des armes à l'Ukraine. En outre, les garanties de sécurité alternatives proposées par le gouvernement ukrainien nécessitent l'implication d'un certain nombre de pays, et ne peuvent probablement être obtenues qu'avec leur implication également.

Deuxièmement, comme de nombreux articles l'ont souligné, le régiment Azov est un problème. Cependant, contrairement à 2014, l'extrême droite ne joue pas un rôle prépondérant dans la guerre d'aujourd'hui, qui est devenue une guerre populaire – et nos camarades de la gauche antiautoritaire d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie luttent

ensemble contre l'impérialisme. Comme cela est devenu clair ces derniers jours, la Russie tente de compenser son échec sur le terrain par des attaques aériennes. La défense aérienne ne donnera pas de puissance supplémentaire à Azov, mais elle aidera l'Ukraine à garder le contrôle de son territoire et à réduire le nombre de morts civiles, même si les négociations échouent.

Toutes les demandes d'aides (militaires, matérielles, financières) exprimées par SR se sont accompagnées du refus de tout conditionnement néolibéral et anti-social – une position qui est aussi dans la plateforme du réseau solidaire ENSU. En témoignent les mots d'ordre et la menée concrète de deux campagnes de RS (soutenues par ENSU), illustrant la réalité de ce front de résistance sociale au sein de la lutte contre l'agression russe: d'une part la dénonciation des causes et contenu de la dette ukrainienne (épargnant les oligarques et pesant sur les budgets sociaux du pays) accompagnée de l'exigence de son annulation, notamment face aux désastres infligés par la guerre. Mais aussi la campagne lancée plus concrètement au plan syndical en direction du gouvernement Zelensky contre les lois attaquant les protections sociales héritées de l'ère soviétique. En arrière-plan permanent était posée la question de quelle Ukraine se construisait (et se reconstruirait) face aux destructions de la guerre? C'est le thème de la conférence organisée sur trois jours les 21-23 octobre: «À quoi devrait ressembler la nouvelle Ukraine? A-t-on une chance de construire une société fondée sur la solidarité, la justice et le développement durable? Que faire des ruines du système de sécurité mondial? Quel est le rôle des mouvements progressistes mondiaux dans sa restauration?»¹ »

Ces mêmes questions – qui interpellent la gauche internationale sans réponses simples – étaient au cœur de la résolution adoptée par la conférence du 17 septembre à Kyiv, qui commence ainsi:

Le peuple ukrainien a été confronté à des défis difficiles, mais il a prouvé sa capacité à lutter pour le droit de décider de son propre destin, et sa détermination à défendre le pays et à mettre fin à la guerre dès que possible. Les autorités et les représentants de l'idéologie fondamentaliste du marché, ainsi que les grandes entreprises, continuent de faire passer un modèle économique axé sur le profit d'une minorité au détriment du bien-être de la majorité absolue. Dans ce modèle, les travailleurs sont complètement soumis à la volonté de leurs employeurs, tandis que les fonctions sociales et réglementaires de l'État sont abolies au nom des «besoins des entreprises», de la «concurrence» et du «marché libre»².

Des trois textes proposés au vote, celui qui fut adopté est celui qui développe le plus l'identité de SR. Mais le temps de débat fut court. L'optique de cette conférence-étape est de fournir des thèses et pistes de base pour la poursuite des tâches de formation et d'élaboration collective de la période prochaine. Voici quelles sont les «priorités» que le texte met en avant pour les réflexions et actions de Sotsialnyi Rukh dans la lutte engagée.

1. La victoire complète et la sécurité de l'Ukraine. L'armée russe doit être vaincue maintenant, c'est une condition préalable au développement démocratique et social de notre pays et du monde. La préservation de l'indépendance et de la démocratie passe avant tout par le développement de ses propres capacités de défense. Sur cette base, un nouveau système de sécurité international doit être

1. Voir et écouter la conférence sur ce thème organisée en anglais et ukrainien par la revue *Commons* à laquelle participent des membres de

SR et de l'ENSU

2. NDLR : voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 12.

construit pour contrer efficacement toute manifestation d'agression impérialiste dans le monde. [...]

2. Une reconstruction de l'Ukraine orientée vers le social.

Les forces néolibérales tentent d'imposer leur vision de l'Ukraine d'après-guerre, un pays appartenant aux grandes entreprises et non à son peuple, et ne disposant ni de protection ni de garanties sociales. Contrairement à cela, nous pensons qu'il est nécessaire de prôner une reconstruction qui met l'accent sur le développement progressif du niveau de vie de la majorité de la population, et de notre infrastructure sociale, la fourniture de garanties économiques. La reconstruction doit être écologique, sociale, décentralisée et démocratique, inclusive et féministe. [...]

3. La démocratisation sociale.

Démocratisation à tous les niveaux de la vie, en éliminant l'influence de l'argent et des grandes entreprises sur la politique, en augmentant la représentation et l'importance des syndicats, des minorités nationales et des communautés au pouvoir et leur pleine participation à la prise de décision. [...]

4. Identité et inclusivité.

La nouvelle identité ukrainienne, qui naît sous nos yeux, est multiethnique et multiculturelle, car la plupart des Ukrainiens, qui défendent aujourd'hui notre pays, sont au moins bilingues. Le multilinguisme et la diversité de la culture nationale ukrainienne doivent être préservés et développés, en mettant l'accent sur le fait que la langue ukrainienne doit devenir un moyen universel d'échange et de production de connaissances dans tous les domaines de la vie publique, de la culture, de la science et de la technologie. L'ensemble du patrimoine culturel de l'humanité ne devrait pas seulement être disponible en ukrainien, mais l'ukrainien devrait également être utilisé pour produire des œuvres littéraires et artistiques avancées, ainsi que

des connaissances scientifiques et techniques de niveau mondial.

Il est nécessaire d'assurer le développement de la culture et de la langue ukrainiennes dans toute leur diversité, une ukrainisation à vocation sociale, basée sur un financement public décent et compétent de l'éducation, de l'édition, de la vulgarisation scientifique, des festivals, des projets culturels, du cinéma, etc.

5. La solidarité internationale contre l'impérialisme et la catastrophe climatique.

Bien que l'Ukraine soit le plus grand pays du continent européen, elle est rejetée à la périphérie de la politique régionale. N'ayant aucune influence sur la prise de décision, elle est réduite à un marché pour les États européens.

Les contradictions croissantes entre les centres d'accumulation du capital dans le système capitaliste mondial ne s'arrêteront pas, même après la destruction complète du pouvoir impérialiste russe. [...]

La catastrophe climatique qui se déroule sous nos yeux exige une action urgente. L'humanité doit mobiliser des ressources pour le rejet immédiat et complet des hydrocarbures [...].

6. Un monde libre pour la créativité et la connaissance.

L'accès à la connaissance doit être libre et disponible pour tous. Chacun doit disposer des meilleures conditions possibles pour apprendre et poursuivre ses propres intérêts créatifs et de recherche. [...] Protégeons la victoire du peuple ukrainien contre sa privatisation par les oligarques!

L'objectif de la conférence était aussi d'affronter les tâches organisationnelles associées à ce programme. Le rapport introductif fait par le président de SR, le juriste des droits du travail, Vitaliy Dudin, soulignait



qu'en six mois, SR a vu ses effectifs doubler¹, ce qui ne la sortait pas de la marginalité, mais lui posait de nouveaux défis: elle devait trouver les moyens d'un fonctionnement adapté à un plus grand nombre de membres dans leurs divers domaines d'intervention – organisations syndicales, féministes, jeunes, recherches sociopolitiques, revue *Commons*, médias sociaux et internationaux... Et, ce faisant, il lui fallait aussi affronter les responsabilités que soulevait son gain d'influence.

En effet, SR émergeait comme la gauche qui s'oppose à la fois à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine et aux politiques néolibérales² et antidémocratiques (loi de «décommunisation³») du gouvernement Zelensky. C'est dire que la question d'une «représentation» politique des travailleurs et travailleuses se pose cruellement sur la scène politique ukrainienne – comme souvent ailleurs. Répondant à cet enjeu, la tâche de construction d'un «parti» fut soulevée de deux façons. D'une part, un tel objectif est intégré à la résolution politique adoptée par la conférence qui spécifie en introduction.

Un parti est nécessaire pour mettre en œuvre une vision alternative de l'Ukraine – démocratique, sociale et socialiste. Ce parti protégerait et unirait la classe ouvrière et les défavorisés, ceux qui manquent aujourd'hui de représentation politique et souffrent d'abus constants. Un tel parti doit protéger

la majorité absolue de la population active contre le diktat des employeurs.

Le but d'une telle force politique doit être l'émancipation de l'humanité et la démocratisation radicale de la vie économique, politique, nationale et sociale.

De plus, la question des liens entre activité syndicale en cours (ou mouvements sociaux) et parti fut abordée de façon concrète, après le rapport introductif de bilan d'activité. C'est en effet sur ce sujet précis que le président de SR invita à s'exprimer devant la conférence Vasili Andreev, président du syndicat du bâtiment, pour qu'il présente son expérience en cours: il a en effet commencé à établir les bases requises légalement pour la reconnaissance d'un parti politique qu'il conçoit comme prolongement de son syndicat. L'organisation SR s'est donné pour objectif sur ce plan d'une part d'évaluer de plus près dans le dialogue avec Vasili Andreev la proximité programmatique entre les deux organisations et au plan pratique de tester dans les diverses branches et régions les possibilités de fonctionnement commun.

Pour le suivi des diverses tâches, la conférence a élu un nouveau «conseil» (ou Rada), collectif de sept membres – dont trois liés au travail syndical (dont le président, Vitaliy Dudin, largement plébiscité), trois femmes notamment impliquées dans les réseaux féministes et un des animateurs des réseaux jeunes d'Actions directes en milieu étudiant. Dans tous les secteurs, la conférence est une étape visant à mieux poursuivre ensemble les divers types d'activités dans une relation «de confiance» – soulignée par Vitaliy Dudin. Celles entamées avant la guerre, associées à la défense de droits (y compris de formation populaire); mais aussi les formes diverses d'auto-organisation large s'efforçant de répondre de façon solidaire aux dégâts et désastres de la guerre – ses destructions d'emplois, donc perte de ressources et souvent

1. Une quarantaine de membres actifs étaient présents à la conférence (sur un effectif évalué à environ 80) et ont participé aux votes.

2. Voir Vitaliy Dudin, «La reconstruction de l'Ukraine doit profiter à la population. Mais l'Occident a d'autres idées», *Europe solidaire sans frontières*, 4 juillet 2022, <http://europe-solidaire.org/spip.php?article63269>.

3. Voir la déclaration de SR contre l'interdiction (supposée temporaire) de plusieurs partis se disant de gauche ou socialistes accusés de soutenir Poutine, <https://rev.org.ua/statement-on-temporary-ban-of-some-ukrainian-parties/>.

de toits, mais aussi insuffisance des services collectifs et violences multiples notamment pour les femmes¹.

Le rapport de Vitaliy Dudin lui-même soulignait deux tâches que SR s'efforcera d'assumer: celle de «traduire» les convictions socialistes exprimées dans la résolution en formulations concrètes compréhensibles, mobilisatrices et porteuses de ruptures avec l'ordre existant (une logique «de transition», dirait-on?). Et celle de consolider la confiance nécessaire au fonctionnement d'un «intellectuel collectif» porteur de ce type de projet. Des tâches qui interpellent toutes les organisations de gauche dans le monde. Des tâches difficiles dès lors qu'on s'élargit: SR est une organisation qui, tout en étant encore de petite taille est déjà très diverse (heureusement!) sous l'angle des cultures politiques de ses membres – à dominante écolo-anarcho-communiste, féministe, LGTB, antifasciste. Une richesse.

Mais que veut dire, comme l'affirment les textes de SR, être en faveur d'un «socialisme démocratique»? La question fut soulevée par un des camarades présents à la conférence. Et en creusant de plus près, il s'avérait que c'est le contenu de la notion de «démocratique» qui le questionnait le plus. La critique du passé stalinien n'a en rien résolu les questions qui interrogent en fait non pas seulement la gauche ukrainienne mais tous les courants anticapitalistes: comment organiser la nouvelle société (quelles formes de démocratie, donc quelles institutions derrière la socialisation de la planification, du marché, de la propriété?). De plus comment passer de la lutte dans/contre le système existant à la construction d'autres

pouvoirs de décision et d'autres droits et priorités écolo-communistes – et à quels niveaux doit-on s'organiser au plan territorial pour être crédible et efficace? Qu'attendre de l'UE? La population ukrainienne a subi les effets d'une radicale «périphérisation» dans l'ordre capitaliste et elle s'est confrontée aux critères néolibéraux de l'UE dans le rapport de «partenariat» depuis 2009. La grande masse de la population aspire à avoir le statut, les droits – et espère-t-elle les protections (de tous points de vue) d'un membre à part entière. C'est un débat que SR n'a pas eu – mais entamé avec ses membres et qui divise (lui aussi) la gauche européenne. Il s'intègre dans les enjeux globaux soulevés par la guerre. La résolution adoptée par SR souligne:

La gauche en Europe et dans le monde s'est révélée impuissante et désorientée lorsque l'agression russe en Ukraine a eu lieu. À moins que le mouvement socialiste international ne réalise les erreurs qu'il a commises et ne construise une nouvelle coopération et coordination véritablement internationaliste, nous n'avons tout simplement aucune chance d'empêcher la croissance de la lutte interimpérialiste à l'avenir.

La seule perspective qui ouvre des marges aux résistances progressistes contre tous les impérialismes est que la résistance populaire ukrainienne (qui rend efficaces les armes reçues) conduise à la chute de Poutine – en suscitant notamment dans la fédération de Russie et dans les ex-républiques soviétiques une identification des nations non russes à la cause décoloniale ukrainienne et plus largement un refus de masse de mourir pour une sale guerre. Il revient à la gauche internationaliste de faire connaître la proximité des enjeux décoloniaux de la gauche ukrainienne et russe avec ceux des peuples du «Sud global», comme le souligne la féministe et communiste indienne



1. Voir sur le site de l'ENSU les différentes campagnes dont celles évoquées sur le plan syndical; mais aussi outre le soutien au Manifeste féministe ukrainien déjà cité, la pétition européenne soutenant les droits reproductifs des femmes ukrainiennes en temps de guerre, notamment réfugiées en Pologne et dans l'UE.

Kavita Krishnan¹. La décolonisation de la Fédération russe est la clé pour rendre crédible la mise l'ordre du jour d'une dissolution de l'OTAN et de l'OTSC et les débats (entamés par Taras Bilous² au sein de Sotsialniy Rukh) sur une autre architecture de «sécurité» mondiale refusant toute logique de «bloc» et de partage de sphères d'influence.

PUBLIÉ DANS *CONTRETEMPS*



1. Écouter ou lire son interview à ce sujet: www.democracynow.org/2022/10/6/cpiml_kavita_krishnan_india_russia_ukraine.

2. Taras Bilous, «La guerre en Ukraine, la sécurité internationale et la gauche», *Contretemps*, 14 juin 2022 en réponse à Susan Watkins, «Une guerre évitable?», *New Left Review*, avril 2022, traduit par la revue *Contretemps*, 14 juin 2022.

DÉCLARATION DE FÉMINISTES UKRAINIENNES EN SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES IRANIENNES

Nous, féministes ukrainiennes, exprimons notre solidarité avec le soulèvement iranien, déclenché par le meurtre brutal de Mahsa Amini par la police des mœurs iranienne. Des milliers de femmes ont répondu à ce crime en sortant dans les rues, en se coupant les cheveux et en enlevant et brûlant publiquement les hijabs comme symbole de leur oppression. Ce qui a commencé comme une protestation contre la brutalité policière et le hijab obligatoire s'est rapidement transformé en une résistance générale du peuple iranien contre le régime patriarcal et dictatorial des mollahs et la forme autoritaire de capitalisme qu'il représente. La mobilisation populaire est aujourd'hui rejointe par les écolières, les étudiants, les syndicats, les minorités ethniques et les personnes issues d'autres groupes sociaux touchés par les crises économiques, les prix élevés des denrées alimentaires, les coupes sociales et les privatisations. Cette nouvelle vague de luttes poursuit et élargit ainsi la série de soulèvements contre les inégalités socio-économiques, l'oppression politique et la discrimination ethnique qui ont secoué l'Iran au cours de la dernière décennie.



Les slogans «Femme, vie, liberté» et «Mort au dictateur» se sont répandus du Kurdistan iranien dans tout le pays et sur les places du monde entier. Traversant les frontières des groupes sociaux et des classes, cette vague de résistance a pour centre la figure de la femme iranienne – celle qui lutte pour sa propre vie et celle des autres. Nous exprimons notre soutien aux revendications des manifestants, notamment :

- le changement du régime dictatorial et la démocratisation de la vie politique ;
- réduction des inégalités socio-économiques, développement de la protection sociale, garantie et respect des droits du travail ;
- l'autonomie des femmes sur leur corps et leur vie, y compris le droit pour les femmes de choisir de porter ou non le hijab ;
- la justice et la protection contre la violence dans les espaces publics et privés.

Le soulèvement populaire en Iran est confronté à une sévère répression. Des centaines de manifestants ont déjà été assassinés, blessés ou arrêtés. Mais l'État iranien n'opprime pas seulement ses propres citoyens. Il apporte également son soutien à d'autres régimes oppressifs et impérialistes. Au cours des dernières semaines, des drones iraniens employés par l'armée russe ont tué des dizaines de civils et détruit d'innombrables logements et objets d'infrastructure critique en Ukraine. La lutte du peuple iranien pour sa propre liberté est aussi une lutte pour la liberté et la sécurité des Ukrainiens ordinaires.

Depuis huit mois maintenant, les hommes et les femmes ukrainiens résistent à l'agression impérialiste de Poutine. Les Iraniens continuent de lutter contre leur propre régime dictatorial et ultraconservateur et contre une économie qui profite aux élites.

Liberté pour l'Iran! Liberté pour l'Ukraine!
ensemble, nous vaincrons!

Première liste de signatures

ONG Atelier féministe
 ONG Sotsialnyi Rukh (Mouvement social)
 Loge féministe
 ONG Filles
 ONG Association de femmes SphèreGender Stream
 Féminists of Kyiv, média indépendant de langue anglaise
 Centre de développement de la démocratie
 Femmes rurales en Ukraine
 Alliance publique Action politique des femmes
 ONG Centre de la culture de genre
 Ressource experte «Gender in Detail»
 Daria Saburova, chercheuse, membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine
 Oksana Dutchak, sociologue, co-éditrice de *Commons/Spilne*
 Viktoriia Pihul, féministe, militante, membre du conseil de Sotsialnyi Rukh
 Iryna Zahladko, écrivaine
 Oksana Kis, historienne des femmes
 Nastey Teor, artiste visuelle et graphiste
 Maryna Lykhoshva, analyste informatique
 Svitlana Babenko, docteure, directrice du programme de maîtrise «Études de genre», faculté de sociologie, Université nationale Taras Shevchenko de Kiyv.
 Zhabka Anastasiia, étudiante
 Marta Romankiv, artiste
 Oksana Briukhovetska, artiste, commissaire d'exposition, candidate à la maîtrise en beaux-arts à la Stamps School of Art & Design, Université du Michigan.
 Maria Podzerey, informaticienne
 Anastasia Shevelova, artiste, graphiste, photographe
 Liliia Hryhorieva, JSC «Ukrtelecom», membre du syndicat des travailleurs des télécommunications d'Ukraine
 Kateryna Polevianenko, designer UI/UX
 Anya Kudrinova, enseignante, boursière de «Teach for Ukraine».
 Anastasiia Fishchenko, étudiante, militante de base du collectif Solidarity Kitchen
 Polina Vyzhak, conseillère au sein du Conseil consultatif des adolescentes et du Conseil consultatif des artistes changemakers du Fonds mondial pour les femmes.
 Tamara Martsenyuk, professeur associé, département de sociologie, Université de Kiyv-Mohyla Academy (Ukraine)
 Hanna Ariabinska, CO «Positive women» (femmes positives)
 Marta Chumalo, vice-présidente du centre Perspectives des femmes
 Lisovska Olena, correctrice d'épreuves

INVI- TA- TION

JEUDI
17
NOVEMBRE
à partir de
18H30
dans les locaux de
l'Union
syndicale
Solidaires

31 rue de la
Grange-aux-
Belles
Paris 10^e

métro
Colonel-Fabien
Bus 46 et 75

SYLLEPSE



L'édition 2022 du « pot de Syllepse »
est placée sous le signe
de la solidarité avec l'Ukraine résistante
et de l'accueil des éditions Spartacus

BOÎTES ALERTES

UKRONIE ANAKRONIQUE 1

ROBI MORDER¹

«Toute ressemblance avec d'autres situations et positions passées, présentes et futures ne serait pas que pure coïncidence.»

Il y a une guerre dont on parle beaucoup: celle en Europe, qui est en train de devenir mondiale depuis que le bombardement Japonais de Pearl Harbour a servi de prétexte aux bellicistes américains pour obtenir - à la satisfaction de Wall Street - l'engagement direct des États-Unis dans la guerre, pour soutenir les «démocraties» représentées par des «gouvernements» ayant abandonné leurs peuples et fui à Londres pour la plus grande satisfaction de la City.

L'annexion de l'Autriche, des Sudètes, est inacceptable politiquement et du point de vue du droit international qui garantit l'intégrité et l'inviolabilité des frontières. La fuite en avant de Hitler aura pour conséquence de remettre en selle la présence étatsunienne sur l'ensemble du territoire européen, achevant le processus engagé depuis son intervention en Europe en 1917-1918, lui ayant permis de supplanter la Grande Bretagne comme puissance impérialiste dominante (voir Trotsky, «Europe et Amérique»).

Certes l'agresseur est allemand, mais il ne faut oublier ni le reniement par la France de ses engagements, pris par Laval en 1935, ni le comportement agressif des vainqueurs du Traité de Versailles, pendant près de vingt ans, qui ont provoqué la nation

allemande. L'invasion par l'Allemagne est pour autant inacceptable.

La guerre en Europe s'éternise par la volonté de deux impérialismes: l'impérialisme allemand qui vit sur le fantasme d'une Europe allemande et d'un Reich de 100 ans, et l'impérialisme américain qui y voit un moyen de soutenir son industrie de guerre et de vendre à crédit ses armes aux Européens, dans la perspective d'accroître leur dépendance par un plan que devra préparer Marshall pour la reconstruction américaine de l'Europe d'après-guerre.

Il faut prendre acte, quoi qu'on en pense, des résultats des référendums en Alsace-Lorraine, où vit une nombreuse population germanophone et à Nice italophone, qui a fait librement son choix.

Le peuple français, victime des atrocités perpétrées par certaines unités de la Werchmacht, est pris en otage par un général réactionnaire et jusqu'aboutiste qui, de Londres, sous l'apparence d'un bon patriote français, est en fait la marionnette de Roosevelt et Churchill. Les attentats commis en son nom avec du matériel anglo-américain, alors que la pression du peuple avide de paix a contraint Philippe Pétain à cesser les combats, entraînent les repréailles de la police et de la Gestapo, ce qui augmente inutilement les souffrances des Français innocents et les détourne des revendications sociales (spéculation, hausse des prix, pénurie).

Le Portugal, l'Espagne ont choisi la neutralité, la Russie soviétique a, de manière responsable, malgré les provocations verbales nazies, refusé de sacrifier son peuple dans un conflit interimpérialiste qui ne la concerne pas.

1. Robi Morder est membre du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.

Le gouvernement légalement investi par le Parlement français devrait proposer à ces pays une union des non-alignés. Notre présence, grâce nos colonies, en Afrique en Asie, dans le Pacifique, mettent la France en situation d'être le pivot d'un tel mouvement Nord/Sud/Est non aligné entraînant les

peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine pour la paix, faisant échec aux tentatives des ploutocrates de la City et de Wall Street d'entraîner le Kremlin à leurs côtés.

1^{ER} NOVEMBRE 2022

UKRONIE ANAKRONIQUE 2

NON À TOUTES LES GUERRES! NON À LA GUERRE EN GÉORGIE
NON À LA MISÈRE À LIVERPOOL! NON À L'ÉCONOMIE DE GUERRE!
OUI À LA JUSTICE SOCIALE! OUI AU ROI COTON!

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES
TRAVAILLEURS LIBRES DE RICHMOND (VIRGINIE)



Lorsque la guerre se développe tous azimuts, que les dépenses militaires augmentent, comme jamais dans l'histoire de ce continent, que la menace d'utilisation possible du chemin de fer et du télégraphe apparaît, que les cours du coton s'envolent et que la paix mondiale est menacée, il est urgent d'agir pour dire stop, ça suffit!

Alors qu'avec l'attaque de Fort Sumter, une nouvelle guerre, lancée par les États confédérés, se développe en plein cœur du Nouveau monde, avec comme protagonistes les État du Sud assiégés par les États du Nord, soutenus par leurs industriels partisans de l'esclavage salarié, l'extension continentale de la guerre n'est pas à exclure.

Il est urgent d'affirmer notre solidarité car nos destins sont liés!

Il est donc urgent de se mobiliser pour obtenir des politiques sociales, économiques, culturelles,

nationales et internationales de paix et un traitement humain et social des travailleurs des plantations, s'inspirant des principes de la déclaration d'Indépendance, respectueuse de tous les droits humains.

C'est la construction d'une Amérique et d'un monde de justice, de solidarité, de fraternité, de paix et de sécurité commune, à laquelle nous aspirons tous et toutes!

Partout dans le monde, des appels se développent pour faire de la journée internationale de la paix du 14 avril 1861 une grande journée de mobilisations pour la paix.

Partout, dans les États confédérés, se lèvent les travailleurs libres pour faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés. C'est le moment de faire entendre nos exigences en faveur de la paix, du climat, de l'émancipation, du désarmement, de la justice sociale, du vivre ensemble en paix, de l'amitié entre les peuples et les individus.

Non à la guerre civile

Non à la guerre entre le Sud et le Nord.

Oui à la satisfaction des besoins sociaux

Aucune de nos différences de conviction ou d'appartenance à la classe des esclaves, salariés ou serviles, de sensibilités philosophiques, politiques, religieuses ou autres ne doivent faire obstacle à l'expression de cette aspiration commune.

- Osons la Paix!
- Bas les pattes sur le droit à la liberté des États du Sud!
- Ouverture immédiate des négociations sur la Proclamation d'émancipation!

MOTION ANNEXE

Les travailleurs libres de Richmond (Virginie) réunis en assemblée générale demande que le collaborateur de classe Joseph Wiedemeyer, qui s'est mis au service de la bourgeoisie du Nord et de son armée, soit exclu de l'Internationale.

SUR LE FIL TÉLÉGRAPHIQUE DE LA WESTERN NATO UNION, DÉCODÉ PAR PATRICK CALIGARI

Interview d'Ilia Gladshstein par Brigid Grauman

Ilia Gladshstein est un cinéaste d'Ukraine. Il est le producteur du film de Nadia Parfan *Heat Singers*. Dans cette interview (en anglais), il nous parle de ses différentes activités: la plateforme TakFlix, le cinéma Kino 42, dans le quartier du Podol à Kiev, qui est également un abri anti-aérien de sorte que les projections ne s'arrêtent pas lorsqu'il y a des alertes. Il parle de différents films qui caractérisent la production cinématographique ukrainienne depuis le soulèvement du Maïdan.

L'interview a été réalisée dans le cadre des activités de diffusion et solidarité avec le cinéma d'Ukraine qui sont organisées par le comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU).

Vous trouverez également sur notre chaîne YouTube des interviews de Nadia Parfan (réalisatrice notamment de *Heat Singers*) et de Igor Minaiev (réalisateur notamment de *La cacophonie du Donbass*).

Igor Minaiev viendra présenter son travail au Bruxelles au début de l'année 2023.

[www.youtube.com/
watch?v=EOIWQGtSdNs](https://www.youtube.com/watch?v=EOIWQGtSdNs)

DEUX ÉTOILES SE SONT ÉTEINTES

SYLVAIN SILBERSTEIN¹

«Si la musique est la partie maîtresse de l'éducation [...], c'est parce que le rythme et l'harmonie sont particulièrement propres à pénétrer dans l'âme [...]. En les recueillant joyeusement dans son âme pour



En septembre 2022, une étoile s'est éteinte : Oleksandr Shapoval, danseur ukrainien de ballet, est décédé au front près de Maiorske, dans l'oblast de Donetsk. Il s'était engagé dans l'armée ukrainienne dès le début de l'invasion russe.

En octobre 2022, le chef d'orchestre du Philharmonique de Kherson, Yuri Kerpatenko, a été

en faire sa nourriture et devenir un honnête homme [une honnête femme], on repousse justement les vices, on les hait dès l'enfance, avant de pouvoir s'en rendre compte par la raison. Et quand la raison vient, on l'embrasse et on la reconnaît comme une parente avec d'autant plus de tendresse qu'on a été nourri dans la musique», Platon, *La République*, III, 401 c-402 a.

assassiné à son domicile : il avait refusé de se produire devant les troupes d'invasion lors d'un concert destiné à montrer «l'amélioration de la vie à Kherson».

Le ministère ukrainien de la culture cite la journaliste Olena Vanina, indiquant : «Nous avons appris le meurtre brutal du directeur du théâtre musical et dramatique de Kherson. Après le refus de Kerpatenko de coopérer avec les occupants, l'armée russe l'a abattu dans sa propre maison.»

1. Sylvain Silberstein est membre des Brigades éditoriales de solidarité



«Leçon de piano», Ukraine, lieu inconnu, mars 2022, <https://crownproject.art/liza-dimbleby/>

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Massari Editori



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».